

Chers vieux avions

Les vieux avions de ligne sont-ils sûrs ? Le 27 décembre, un Boeing-727 de TWA perdait, entre Berlin-Ouest et Francfort, une partie du capot d'un réacteur. La veille, un tri-réacteur d'Eastern Airlines avait dû se poser d'urgence à Charleston (États-Unis), l'apparition d'un trou dans le fuselage ayant provoqué une dépressurisation de la cabine à 7 000 mètres d'altitude. On se souvient que, le 28 avril dernier, un Boeing-737 de la compagnie hawaïenne Aloha Airlines avait été amputé de 6 mètres du toit de son fuselage au-dessus du Pacifique. L'explosion en vol du Boeing-747 de la Pan Am au-dessus de l'Écosse et les suppositions sur la rupture possible de ses structures relancent le débat à propos des risques que font peser sur les passagers ces avions de vingt ans d'âge.

Il est vrai que les avions vieillissent. Ainsi, aux États-Unis, l'âge moyen des appareils commerciaux est passé, en sept ans, de 10,2 à 12,5 ans. Cette évolution tient d'abord à la croissance accélérée du trafic, qui dépasse, depuis deux ans, les 10 % par an, et à la concurrence acharnée qui pousse les compagnies à utiliser intensivement leur flotte pour serrer leurs coûts. La baisse du prix du kérosène a également permis aux transporteurs de reporter à plus tard le remplacement de leurs vieux avions, très gourmands en carburant.

Les effets de ce vieillissement sont bien connus des constructeurs. Ceux-ci « fatiguent » artificiellement les pièces essentielles de leurs avions en les soumettant à l'action incessante de véries et de vibrations. Ces tests font apparaître des fissures, des fuites, puis des fentes dans le métal, et aboutissent à des cassures à l'issue de programmes équivalents à deux ou trois fois la durée de vie théorique de l'avion. Les ingénieurs et les motoristes en tirent des conclusions, et prescrivent aux compagnies de vérifier et de réparer les appareils selon un rythme approprié.

Prenons la partie avant des Boeing-747. À la suite d'observations de Japan Air Lines et de tests, Boeing a signalé à ses clients que les cadres de la carlingue se fissuraient au niveau du poste de pilotage, et qu'il convenait de se livrer à une inspection attentive.

Le problème n'est donc pas l'âge de la machine, puisque les pièces dangereusement fragilisées sont systématiquement remplacées, mais bien le sérieux de l'inspection et des réparations. C'est là que le bât blesse. Certaines compagnies américaines ont triché avec les règles de sécurité, et ont été sanctionnées financièrement par l'administration fédérale, qui dénonce, à intervalles réguliers, le non-respect des cycles d'entretien et l'utilisation de pièces non appropriées. Entre autres, Eastern et Northwest ont été condamnés au pilori.

Les faits divers sérieux de ces dernières semaines laissent à penser que ces sanctions n'ont pas encore convaincu certains transporteurs qu'il coûte fort cher de faire voler de vieux avions. Le prix à payer n'est pas tant celui des pièces de rechange, en général peu onéreuses, que celui des heures de main-d'œuvre très qualifiées et des jours d'immobilisation de l'appareil. Les administrations aéronautiques du monde entier doivent renforcer leurs contrôles et punir plus sévèrement les fautes afin d'empêcher que la concurrence sauvage ne conduise à des économies meurtrières.

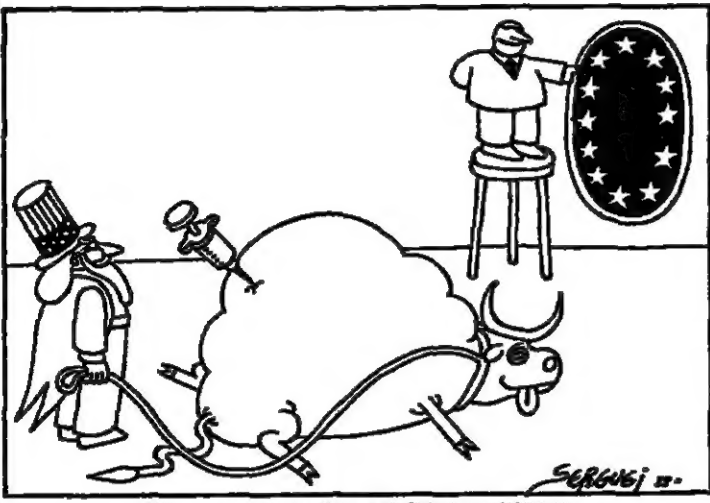
(Lire nos informations sur l'enquête après l'explosion en vol du Boeing de la Pan Am page 24.)

M 0147 - 1229 0 - 4,50 F
3790147004500 12290

Nouvelles menaces de Washington

Le conflit commercial s'aggrave entre les États-Unis et la CEE

Le conflit commercial s'aggrave entre les États-Unis et la CEE. Washington a menacé officiellement la CEE, mardi 27 décembre, de doubler les droits de douane sur certains produits alimentaires européens si la Communauté maintient son projet d'interdire, à partir du 1^{er} janvier, l'importation de viande de bœuf traitée aux hormones. Le bœuf sans os, les jambons, les jus de fruits européens, sont notamment visés par la menace américaine.



(Lire page 19 l'article d'HENRI PIERRE.)

La recherche du dialogue dans l'île

M. Joxe veut rencontrer les nationalistes corses

Les élus du groupe corse « A Conculia nazionalista » se réuniront le 8 janvier pour arrêter leur position face à l'offre d'une rencontre que leur a faite M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et responsable du dossier corse au gouvernement. Cette offre de M. Joxe était contenue dans la réponse du ministre à une « lettre ouverte » que « A Conculia nazionalista » avait rédigée à l'occasion de la dernière visite de M. Joxe en Corse, en novembre.

Dans sa lettre ouverte, rendue publique à l'occasion de la présence de M. Joxe sur l'île, mardi 22 novembre, « A Conculia nazionalista » critiquait l'action engagée en Corse par le gouvernement et affirmait que « sur la volonté de dialogue [...] l'initiative essentielle demeure celle du FLNC » (prolongation de la trêve).

M. Joxe avait affirmé qu'il répondrait à la lettre d'« A Conculia » et s'était déclaré prêt à une rencontre avec les élus de ce groupe.

Le ministre a tenu parole puisque les nationalistes ont rendu public, mardi 27 décembre, la réponse de M. Joxe. Celui-ci renouvelle l'offre d'une rencontre. Sur le fond, M. Joxe défend sa

politique mais ne fait pas de nouvelles propositions et n'aborde pas la question des Corses emprisonnés.

C'est pourquoi les réactions des nationalistes, mercredi, étaient plutôt négatives. « A Conculia » juge que M. Joxe manifeste un « comportement de colonisateur » et tient le « discours traditionnel qu'ont eu tous les ministres de l'Etat français ».

Néanmoins, le groupe nationaliste réunit une consulta (assemblée générale), le 8 janvier, afin de se prononcer sur le principe de la rencontre proposée par M. Joxe.

(Lire page 6 l'article de MICHEL CODACCIONI.)

L'ENQUÊTE : la « générosité » des Français et les organisations humanitaires

Charité désordonnée...

Les Français ne sont pas spécialement généreux : l'Hexagone, par exemple, ne vient qu'au quinzième rang des pays de l'OCDE pour l'aide privée au tiers-monde. C'est pourquoi la plupart des organisations humanitaires, obnubilées aussi par la consécration médiatique, se lancent, chaque année davantage, dans une course effrénée et désordonnée à la récolte de fonds.

Doit-on désormais parler, style Canard enchaîné, d'organisations « humanitaires » ? Listing, mailing, marketing, sponsoring, fund raising (1) : on emploie,

aujourd'hui dans les milieux caritatifs français, les mêmes termes anglo-saxons et pratiquement les mêmes méthodes que dans n'importe quel secteur industriel ou commercial. « Une association doit être gérée comme une entreprise », affirme M. Leo Amar, directeur général du CRCOD (Centre de recherches sur la communication et le développement), qui travaille notamment pour des organismes sociaux d'intérêt public ou humanitaire.

C'est un fait nouveau et peu connu à Paris : des agences de publicité se créent, comme Cause Première - fondée par M. Jean di Sciullo, un « ancien » de

l'ARC (Association pour la recherche contre le cancer) et de l'Institut Curie, - qui se spécialisent dans la collecte de fonds pour le compte d'ONG (organisations non gouvernementales), moyennant des honoraires, qui peuvent aller jusqu'à 15 % des dons - en plus, naturellement, des frais de gestion et de fonctionnement propres à toute association.

Charité business, bazar de la solidarité, pour reprendre les titres, provocateurs mais aussi évocateurs, de livres relativement récents (2) : quelque six cents associations et fondations sont habilitées, en France, à faire appel à la générosité publique et

l'on assiste, chaque année davantage, selon l'expression de Mme Annie Simon, animatrice de Terre des hommes, à une « course effrénée » à la récolte d'argent.

MICHEL CASTAING.
(Lire la suite page 8.)

(1) Fund raising. Littéralement : collecte de fonds. Aux États-Unis, l'expression désigne l'ensemble des méthodes utilisées par les ONG pour se procurer des ressources.
(2) Charité business, par Bernard Kouchner. Le Pré aux Clercs, 1986. Le Bazar de la solidarité, par Louis Bérto, éditions Jean-Claude Lattès, 1985.

Un socialiste anticonformiste aux finances

Coup de balai fiscal en Suède

Le Parlement suédois se prépare à débattre d'un nouveau système d'imposition. Une véritable révolution dans un pays où la redistribution fiscale a été poussée jusqu'au paroxysme.

STOCKHOLM
de notre envoyé spécial

M. Kjell-Olof Feldt, ministre des finances de la Suède, dont l'influence au sein du gouvernement social-démocrate a encore augmenté depuis les dernières élections de septembre, vient d'engager une

des plus grandes batailles de sa carrière ministérielle, commencée en octobre 1970. C'est à cette date qu'il avait été nommé ministre du commerce extérieur. Il était alors âgé de trente-neuf ans.

Au Parlement, il nous fait les honneurs du grand amphithéâtre, tapisseries modernes, pupitres stylisés de bois clair : il en déplore les trop grandes dimensions, nuisibles, selon lui, aux débats. Il paraît plus détendu que par le passé. Comme heureux à la perspective des discussions serrées qui s'annoncent.

PAUL FABRA.
(Lire la suite page 21.)

La poursuite des combats en Afghanistan

Hérat, comme Verdun...

Des manifestations ont eu lieu, mardi 27 décembre, dans plusieurs capitales, dont Londres, New-Delhi et Téhéran, à l'occasion du neuvième anniversaire de l'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques. Cet anniversaire a également été célébré à leur façon par les moudjahidins, qui ont repris leurs tirs de roquettes sur Kaboul. D'autre part, le président Reagan a exprimé l'espoir que l'URSS retirera toutes ses troupes d'Afghanistan d'ici au 15 février, comme le prévoit l'accord de Genève.

HÉRAT
correspondance

La frontière irano-afghane début décembre : quelques bornes de ciment entre désert et rochers. Pour la première fois, les autorités iraniennes ont autorisé le passage en Afghanistan d'une délégation des Nations unies, envoyée par le prince Sadruddin Agha Khan, coordonnateur de l'ONU pour la reconstruction de l'Afghanistan.

OLIVIER ROY.
(Lire la suite page 5.)

Commentaire

Numéro 44 / Hiver 1988-89

ENQUÊTE SUR LA REVOLTE DES PIERRES ET LA SITUATION D'ISRAËL. Retour de la Géographie. Trois les économiques Marcel Boixoux. L'VA et l'impôt sur le revenu Alain Besançon. La question nationale en URSS. Marc Lazar. Le parti communiste italien Raymond Aron. Les idées justes sur l'histoire. Dominique Schwaepfer. Jazz et cismos Jean Maresca. L'opérateur au centre. Nicolas Baveret. L'agédie calédonienne? Jean Molino. Sur le roman français Clifford Orwin. La compassion Jeanne Hersch. Jean Frey. Marc Lambron. François Sureau. Chroniques Christophe Mercier. Sur Sacha Guitry.

Julian

Situation d'Israël

AVIGDOR ARTERIA / ALAIN BESANÇON / JEAN-PIERRE COT / MAURICE COUVÉ DE MURVILLE / YVES CHAU / JEAN DANIEL / CLAUDE DUVERNOY / ERNET LUBWIG EHLICH / FRANÇOIS FÉTY / HENRI FROMENT-MEURICE / FRANÇOIS FURET / JEAN-MICHEL GARRIGUES / ALFRED GROSSER / ANTHONY HARTLEY / JEANNE HERSCOG / STANLEY HOFFMANN / JOSEPH JOYE / ALAIN JUPÉ / ANNIE KEEZEL / PAUL-MARIE DE LA GORCE / ROBERT LATTE / JEAN LEVY / JEAN LÉCA / JEAN LUCANET / PIERRE LEILLONCH / RAIMY LEVYAU / JACQUES MARAULE / DOMINIQUE MOÏSE / THIERRY DE MONTHERIAL / JACQUES NANTY / JEAN-THOMAS NORMAND / MARCEL OPHULE / HERBERT PONDOK / SERGIO ROMANO / JOSEPH ROYAN / HENRI SIMONET / LIONEL STOLÉRU / PIERRE WIEL.

COMMENTAIRE / 116, rue du Bac - 75007 Paris
Revue trimestrielle - Abonnement 295 F
Vente au numéro 90 F

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Leningrad, berceau de l'opéra russe. Saint-Petersbourg a été à la source de l'opéra russe. Devenue Leningrad, la ville conserve sa prééminence grâce notamment au Maly.

Le cinéma populaire du Japon. Kurosawa n'est pas prophète en son pays. Le public japonais fait un triomphe aux « Tora-san », un cinéma pratiquement inconnu à l'étranger.

La mémoire des sons. La Bibliothèque nationale rend hommage aux pionniers qui ont capturé les sons.
Pages 11 à 13

هكذا من الأصل

Débats

SOCIAL

Revaloriser... le droit de grève

par MARCEL GILLET (*)

LA célébration du Bicentenaire de la Révolution s'annonce bien. Et, afin d'être vraiment populaire, elle devrait s'accompagner en 1989, pour les héritiers des soldats de l'an II, d'importantes avancées politiques et sociales. Que l'on permette à un membre du comité de soutien à François Mitterrand en mai dernier d'adresser, à son tour, un message à la génération au pouvoir : la gauche « doit suivre sa pente, mais en la remontant ».

Dans le climat social actuel, certains Français en viennent à souhaiter une résurgence, plus ou moins camouflée et aromatisée, de la loi Le Chapelier de 1791, qui, en pleine Révolution, avait interdit toute « coalition ». Le droit de grève n'étant rétabli qu'en 1864 par Napoléon III. D'autres verseraient d'un assez bon œil quelque réaménagement de la loi de 1884 autorisant les syndicats. Qu'en penser ?

A la Libération, après tant d'années d'occupation et d'oppression, des vagues de grèves n'ont pu manquer de déferler sur le pays. Pour sa part, le Parti communiste, « parti de la renaissance française », avec son mot d'ordre « produire », a plutôt joué les pompiers de service, notamment lors de la bataille du charbon. Cette politique de rigueur, dans une France exsangue, était sans doute adéquate, d'autant plus qu'elle s'accompagnait de la conquête d'importants acquis sociaux (Sécurité sociale, nationalisations, statut du mineur, etc.). Elle aurait mérité d'être poursuivie par le Parti commu-

niste et la CGT au-delà d'octobre 1947...

Aussi ferme, voire stakhanoviste qu'elle fût, l'action du Parti communiste n'a pu éviter que de fréquents jets de vapeur ne jaillissent de la marmite sous pression. Mais, dès 1946, le ministre socialiste Daniel Mayer dénonçait une équivoque devant les députés de l'Assemblée nationale : pourquoi les nombreuses grèves, publiques ou privées, ne sont-elles pour ainsi dire jamais sanctionnées par des retenues de salaire ? Il est alors facile de faire sans peine « grève » au moindre prétexte, mais c'est là dévoyer le droit de grève, droit qu'il est urgent de revaloriser : plus de grève sans sanction financière. Dans un langage moins chrétien et quelque peu anachronique, un autre ministre aurait pu s'exclamer : les grèves Assimil, les grèves bidon, ça suffit !

Dures et douces

Plus de quarante ans après l'admonestation de Daniel Mayer, qu'en est-il de sa transcription dans le réel ? L'endémie récente des grèves n'est pas sans rappeler quelque peu celles des lendemains de la Libération.

Certes, des différences notables éclatent à l'évidence. Le Parti communiste jette aujourd'hui plus d'huile que d'eau sur certains foyers d'incendie. Dans le secteur privé, les arrêts de travail pour faits de grève sont presque toujours sanctionnés par des retenues de salaire équivalentes (il est vrai

souvent échelonnées), et parfois avec quelques rares exceptions. C'est ainsi que le 21 novembre, leur journée de grève a été payée aux dockers de Calais : le beaujolais nouveau avait pu gagner à temps l'Angleterre après avoir été détourné par Dunkerque !

En ce qui concerne la fonction et le secteur publics, les situations sont très diverses mais ne sont pas sans rappeler certaines pratiques des années 1945-1946, avec souvent beaucoup plus de gêne pour les usagers. Les réactions de ces usagers vont de la colère la plus vive à une résignation fataliste plus navrante encore, à l'instar de de ces femmes russes ou polonaises habituées aux files d'attente quotidiennes. Pour beaucoup, le malaise actuel tient à ce que beaucoup de travailleurs savent ou pressentent que certains arrêts de travail n'entraînent pour quelques fonctionnaires que des sanctions financières minimales, par le jeu d'habiles parties de cache-cache.

La plus connue est due au rétablissement de l'équation : une heure de grève = une retenue d'une seule heure de salaire, ce qui entraîne des effets pervers bien connus. Comment, se demandent beaucoup de Français, des agents du service public modestes (employés des caisses de Sécurité sociale, postiers des centres de tri postal, employés et ouvriers de la RATP, d'EDF, etc.), comment les pilotes de ligne d'Air Inter

(*) Professeur à l'université d'Alsace (Lille II), ancien directeur de l'UER d'histoire.

pourraient-ils s'engager dans des conflits aussi longs s'il n'y avait quelques compensations et arrangements financiers avec leurs directions ?

En revanche, pour d'autres fonctionnaires, comme les instituteurs et les professeurs des lycées et collèges, les règles sont strictes : une journée de grève = une retenue d'un trentième de traitement le mois suivant. Il y aurait donc de « vrais grévistes » et de « faux-vrais grévistes ». Une glasnost à la française est peut-être souhaitable si l'on veut réconcilier la population et sa fonction publique.

L'expression du ras-le-bol

Faut-il pour autant crier « haro » sur la CGT ? Le ministre des transports, Michel Delebarre, appuyé par le premier ministre et le président de la République, a entrepris le 27 novembre 1988, de remonter la pente en s'adressant aux grévistes de la RATP avec la fois ferme et volonté de dialogue. La droite n'a retenu que la fermeté.

Les grèves expriment certes des revendications matérielles, mais elles sont aussi l'expression du ras-le-bol d'une grande partie du monde du travail, qui estime avoir subi la rigueur plus que bien d'autres. Et cette parole — que ce soit celle d'infirmières, des postiers ou d'enseignants — est plus de justice, de considération et de dignité qu'elle en exprime et conquiert. Que 1989 réponde à ces espoirs.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Les bons échanges

par ANTON BRENDER (*)

DEPUIS de trop nombreuses années, notre solde extérieur est régulièrement saisi d'accès de faiblesse. Les déficits s'alignent alors, mois après mois. Ils nous rappellent combien notre équilibre commercial est fragile. Chaque fois que notre économie traverse une telle mauvaise passe, les mêmes réactions s'enchaînent en une séquence maintenant bien rodée. L'autocritique d'abord : nous ne sommes pas assez performants à l'étranger, nous ne savons pas vendre, nous parlons si mal les langues étrangères... Viennent ensuite les bonnes résolutions : ressaisissons-nous, exportons plus, et demain tout ira mieux.

Les mauvais chiffres enregistrés depuis 1987 conduisent à une telle mobilisation. Plusieurs responsables politiques se sont mis d'accord, récemment, sur un objectif : faire qu'en l'an 2000 notre pays soit... le premier exportateur mondial. L'ambition est noble. Et les critiques que nous nous faisons à nous-mêmes sont sans doute, pour certaines, justifiées. Mais ce n'est pas faire du mauvais esprit que de rappeler combien, par le passé, de tels sursauts exportateurs ont été fréquents. Ils ont d'ailleurs été, dans une large mesure, couronnés de succès. En vingt ans, le volume de nos exportations a crû considérablement. Ce qui n'empêche malheureusement pas notre solde extérieur d'être toujours aussi fragile. Voilà tout de même qui devrait forcer à réfléchir.

Nous avons en effet une fâcheuse tendance à ne voir l'échange international que sous un aspect : l'exportation. Nous oublions que notre équilibre commercial ne dépend pas seulement de nos performances sur les marchés extérieurs, mais bien du rendement global de nos échanges, d'une confrontation entre les conditions dans lesquelles nous vendons à l'étranger et celles auxquelles nous lui achetons.

Un pays peut exporter beaucoup et échanger mal. La situation du Japon est à l'exact opposé de ce cas de figure. Les exportations, rapportées au nombre de travailleurs, y sont sensiblement moindres qu'en

France, mais le rendement de l'échange international est bien meilleur. En témoignent une monnaie qui ne cesse de s'apprécier, des excédents qui sont les plus élevés du monde, et une économie qui continue de croître plus vite que presque partout ailleurs.

Les raisons de cette étonnante robustesse des performances japonaises dans l'échange international sont connues : pour échanger bien, dans un monde où la concurrence est de plus en plus vive, il ne faut s'avancer à l'extérieur qu'à partir de positions de force. Or on ne peut être en position de force partout. D'où cette extraordinaire focalisation des exportations japonaises sur les produits d'un petit nombre de branches : l'automobile et l'électronique, notamment. Exporter à partir de secteurs sur lesquels on a franchi grâce à une concentration, des investissements et des efforts, le seuil de la « turbo-compétitivité », importer dans ceux pour lesquels on a fait, du même coup, relativement moins d'efforts, est l'une des conditions pour que l'échange international ait un rendement favorable.

Nous n'en tenons pas suffisamment compte. Là où tous les autres réalisent le gros de leurs ventes à l'étranger grâce à un petit nombre de branches d'activités, nous continuons à vouloir faire feu de tout bois. Là où, de plus en plus, les autres attaquent au laser, nous continuons d'avoir une stratégie de bazou. Avec un résultat clair : exportant de tout, nous importons de tout. D'où notre agacement lorsque nous découvrons, après être parvenus, à grands frais, à vendre tel matériel sur des marchés lointains, que nous achetons à nos voisins des produits qui pourraient sans grand effort être produits chez nous.

D'où aussi, finalement, cette fragilité chronique de nos positions exportatrices et la pénétration très large de notre marché intérieur. Rien d'étonnant, dès lors, à ce que l'échange international apparaisse pour nous plus comme une contrainte que comme une opportunité.

(*) Auteur d'*Un choc des nations* (Hachette, 1988).

BIBLIOGRAPHIE

L'aventure coloniale

par MAURICE COULVE DE MURVILLE (*)

PAUL-MARIE DE LA GORCE publie, sous le titre *L'Empire écartelé* (1936-1946), un ouvrage qui fait partie d'une vaste collection intitulée « L'aventure coloniale de la France » et consacrée à l'histoire de notre empire dans le monde, des origines à 1962, aboutissement du drame algérien.

1936-1946 : ce sont dix années d'une importance cruciale, marquées par l'immédiat avant-guerre, puis par la guerre elle-même, enfin par la guerre d'Algérie. Cruciale car étonnamment équilibrée, en même temps que décisive. Deux mots me paraissent caractériser cette décennie : apogée et aboutissement.

Apogée d'abord, qu'avait symbolisé, comme il est rappelé, l'Exposition coloniale de 1931 et son extraordinaire succès. A cette époque, en 1936 encore, l'empire est accepté par tous en France (communistes exceptés, bien entendu), et considéré comme un élément essentiel de notre vie nationale. Si la France est encore une puissance mondiale, c'est à son empire, pense-t-on, qu'elle le doit. A défaut, elle passerait au deuxième rang (inutile alors de rappeler que l'Allemagne, qui demeure sa rivale et la menace à nouveau, n'a pratiquement pas d'empire colonial).

On souligne d'abord le point de vue économique en raison de l'importance des échanges avec l'empire. On traite ensuite de son aspect militaire, car c'est avec des centaines de milliers de combattants que l'armée coloniale a contribué, chèrement, à la victoire de 1918. Certes quelques problèmes, de caractère politique, en fait surtout local, se posent en Afrique du Nord, au Levant, en Indochine. Le gouvernement du Front populaire de 1936 a manifesté des velléités de réformes à ce sujet. Mais devant les oppositions, Léon Blum n'a pas insisté, ne cherchant même pas à faire ratifier les accords pour l'indépendance du Liban et de la Syrie, pourtant conclus par l'un de ses collaborateurs.

La reconquête de la patrie

Avec la seconde guerre mondiale, l'empire atteint son apogée. La France entière était occupée par l'ennemi ou dans son étroite dépendance. La Résistance s'est transportée dans l'empire. Du premier jour, c'est-à-dire le 18 juin 1940, de Gaulle l'avait proclamé, car il avait compris que de l'autre côté seulement pouvait partir, en coopération avec les alliés, la reconquête de la patrie.

C'est à cette libération de l'empire que Paul-Marie de La Gorce a consacré la première partie de son livre. En commençant par une histoire détaillée, et combien attristante, de la politique de collaboration que le gouvernement de Vichy, demeuré en théorie maître de tout l'empire, menait avec Hitler. Une politique visant en réalité à mettre à la disposition de celui-ci les territoires, essentiellement méditerranéens, dont il avait la responsabilité. Tout aussi tristement intéressants sont, en fin de volume, les développements consacrés, sous le titre *L'Indochine dans la tourmente*, à ce qui s'est passé dans ce pays à partir de 1940, de l'intervention et l'occupation japonaises, jusqu'à la défaite du Japon, au retour des Français et à l'apparition d'Ho Chi Minh.

Après Vichy, la Libération : Paul-Marie de La Gorce la décrit avec le même talent dans ses différents épisodes. Ici l'histoire coloniale se confond en réalité avec l'histoire de la guerre, c'est-à-dire de la France elle-même, commençant en Afrique équatoriale, qui fut la première partie de l'empire à se rallier à de Gaulle, se poursuivant par l'épopée du général Leclerc, marquée cruellement par la guerre franco-française du Liban, illustrée par la bataille de Bir-Hakeim. Cette histoire est couronnée enfin, en Algérie, par la création du Comité français de la Libération nationale, première ébauche d'un gouvernement, voué à s'établir sur le territoire national après le débarquement, pour prendre en

main les affaires de la France dans l'indépendance et la liberté enfin retrouvées.

Le récit ne s'arrête pas là, car toujours la vie continue et rien n'est jamais fini. Après la gloire de la Libération et ce qui semblait être la consécration de l'empire colonial, d'autres facteurs et d'autres développements apparaissent. L'apogée a été vécu. L'aboutissement s'annonce.

Bu Levant à l'Algérie

Déjà au long de son récit, et pas seulement en Indochine, Paul-Marie de La Gorce fait mention de maux incidents ou manifestations qui marquent qu'au sein d'un empire encore bien solide — la guerre l'a démontré — existent des volontés nationales et même une tendance de la part des populations — ou de leurs dirigeants — à être davantage elles-mêmes, à vivre une vie sinon indépendante, du moins qui soit largement la leur. Cela va de soi au Levant, où la Syrie et le Liban attendent une indépendance qui leur est d'ailleurs très vite reconnue. Au Maroc et en Tunisie, nations anciennes qui n'ont jamais perdu leur souveraineté à leur gouvernement propre, un sentiment national se manifeste inévitablement. L'Algérie est un problème différent : dans ce territoire juridique assimilé à la France, le mouvement tend encore, puisque l'on est français, à se voir reconnaître la pleine capacité du citoyen.

Ici encore, de Gaulle avait, bien avant quiconque, compris ou pressenti le phénomène. Des années durant, et plus encore après qu'il eut pris à Alger la tête du Comité de Libération, il avait proclamé que rien ne resterait en l'état, que la guerre précipitait une évolution qui, de toutes manières, était inévitable. Comme toujours, puisqu'il y avait mouvement, il entendait en prendre la tête. C'est dans cet esprit qu'il avait conçu et fait organiser cette réunion historique que fut en janvier 1944 la Conférence de Brazzaville. A la grande évolution qui se préparait, il entendait que la France participât et même qu'elle en fût l'initiatrice. La conférence se tint dans cette Afrique noire, la partie la plus calme de l'empire, mais qu'il était nécessaire de faire évoluer vers l'autonomie, sinon vers la fédération avec l'ancien colonisateur.

De l'apogée à l'aboutissement

Au terme de *L'Empire écartelé*, dès 1946, la décolonisation apparaît en filigrane, avec toutes les péripéties et même tous les drames qui la marqueront. Ce sera le sujet d'un autre volume, par un autre auteur, dans « L'aventure coloniale de la France » (1). Mais l'on peut déjà, à la fin de la guerre, prévoir un dénouement qu'annonçait l'évolution générale du monde. Le mérite de l'auteur est de nous l'avoir fait bien comprendre.

Pour ma part, j'appelle cette phase l'aboutissement et non pas la fin, car on aboutit pour commencer une nouvelle aventure. Celle-ci sera l'établissement de rapports d'une tout autre nature, mais également précieux et fructueux, avec les pays qui firent jadis partie de notre empire, rapports humains, culturels, économiques, politiques. Si la France est encore une grande nation, elle le doit pour une part importante aux liens qui subsistent ainsi entre elle et ceux qui firent jadis partie de son empire.

(*) Ancien premier ministre.

* *L'Empire écartelé* (1936-1946), de Paul-Marie de La Gorce, dans la collection « L'aventure coloniale de la France », dirigée par Bernard Lauzun, relié toile, avec illustrations, Denoël, 511 p., 220 F. Dans la série Des titres croisés de cette collection vient également de paraître *Les Marins et l'Océan*, de Jean-Pierre Gossaye, avec illustrations, Denoël, 287 p., 125 F.

(1) Jean Planchais, *L'Empire embrasé*, à paraître en 1989. Déjà paru : *L'Empire renaissant* (1871-1911), de Jean Martin, et *L'Empire triomphant* (1871-1936), de Gilbert Comte.

Au courrier du Monde

ANNIVERSAIRE

Un an d'Intifada

Il y a un peu plus d'un an que le soulèvement palestinien a commencé. Et il ne se pourra plus que cela n'ait été. Que les Israéliens ne se soient accoutumés à entendre les informations du soir dénombrer le lot quotidien des victimes, dont beaucoup sont des enfants.

J'étais à Jérusalem, en séjour sabbatique, lorsque l'Intifada a débuté. Dans les premières semaines, j'ai revu d'une manifestation immense qui mettrait fin au cauchemar. Un peu comme celle d'après Sabra et Chatilla en 1982. On aurait entendu les jeunes chanter. « Nous sommes tous des enfants palestiniens ! ». « Touche pas à mon pote ! ». « Plus jamais ça ! ».

Comme les jeunes ne révisent pas, j'ai songé : c'est la droite souvent qui met fin aux conflits. Mais au bout de deux mois, j'ai compris que Shamir n'était ni de Gaulle, ni Eisenhower, ni même Nixon, car je n'ai pas entendu une seule phrase de lui qui ne soit une gifle pour les Palestiniens.

Alors j'ai espéré que la gauche allait sortir de ses ambiguïtés. Mais quand j'ai entendu une de ses nouvelles recrues, un ancien général, clamer haut et fort : « Je n'aime pas les Arabes », pour convaincre qu'il

fallait en garder le moins possible dans l'Etat d'Israël, j'ai trouvé que cela faisait beaucoup de mépris, pour une minorité privée de droits. Et je me suis dit que Mendès France n'aurait pas accepté ce langage-là.

En vérité, si chaque Israélien, parmi la majorité juive, jugerait de son devoir de nouer des relations fraternelles avec un membre de la minorité arabe, une solution de partage équitable ne serait pas si difficile à trouver. Mais la vérité oblige à dire que ces justes-là sont la courageuse exception. Hommage à eux. Si les Israéliens ont une incomparable expérience historique de ce que c'est que d'être une minorité, beaucoup n'ont pas une conscience claire des devoirs d'une majorité.

La Révolution française a proclamé : « Aux juifs, en tant qu'hommes, tout ». Et elle a eu tort d'ajouter : « Aux juifs, rien ». Les juifs ont dû payer cher le droit au respect de la différence. Il convient de dire : « Aux juifs, en tant que minorité, tous les droits », et d'ajouter, pour raison et espoir garder : « Aux juifs israéliens, en tant que majorité, tous les devoirs ».

GERARD TOULOUSE, physicien.

Cardinal
Jean-Marie
Lustiger

LA MESSE

Un livre à lire, à offrir.

182 pages, 66 illustrations couleurs, relié. 120 F

BAYARD ÉDITIONS

Le mémorial aux victimes du stalinisme

Les partisans du changement redoutent une pause dans la démocratisation

Ce coup de force a été d'autant plus mal perçu que, mis au courant de ce qui se préparait, la direction provisoire de l'organisation avait fait intervenir le poète Evgeni Evtyouchenko auprès du

BERNARD GUETTA.

BERNARD GUETTA.

L'opposition chilienne a rejeté, mardi 27 décembre, la proposition

Les signataires de la lettre ouverte à Fidel Castro avaient exhorté le chef de l'Etat cubain à imiter l'exemple du général Pinochet, qui avait organisé le 5 octobre dernier au Chili un plébiscite sur son maintien au pouvoir. «*Honnêtement, prétendre établir une comparaison entre la révolution cubaine et le régime fasciste de Pinochet est absurde, inconcevable*», a indiqué un porte-parole cubain au moment où Cuba s'apprête à célébrer le trentième anniversaire de

● **Train pour l'Arménie.** M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat chargé de l'action humanitaire, a symboliquement donné le départ, le 27 décembre à Verdun, du train pour l'Arménie, en présence du M. Iacov Ribabov, ambassadeur d'URSS. Chargé de 280 tonnes de couvertures, vêtements, jouets et matériel médical, ce train est attendu à Erevan le 6 janvier. Par ailleurs, le premier ministre, M. Michel Rocard, a exprimé mardi son « inquiétude », « y compris politique », devant la situation en Arménie soviétique, en recevant les représentants des communautés religieuses arméniennes en France. — (AFP.)

● **Interdiction d'un nouveau parti.** — Les autorités de Slove nie ont interdit, mardi 27 décembre, la tenue du congrès fondateur d'un nouveau parti politique, l'Alliance sociale-démocrate. Les initiateurs du mouvement se sont vu refuser l'accès du centre culturel slovène de Ljubljana, lieu choisi pour la réunion, réservé, selon les autorités, aux événements culturels. — (Reuter).

Critique

M. Papantoniou
annule deux voy

Selon des sources politiques, à Athènes, l'état de santé fragile du premier ministre expliquerait l'annulation de ces deux voyages. — (UPI.)

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Europe

Un nouveau défi : l'échéance européenne

La Bavière sans complexes

MUNICH

de notre envoyé spécial

« Mir san mir » (nous sommes ce que nous sommes), dit-on dans ce dialecte bavarois dont l'usage n'est pas limité aux campagnes. Et il semble que la plupart des Bavarois soient bien contents d'être ce qu'ils sont. Moins qu'aillours se fait ici sentir ce mal de vivre issu d'une histoire compliquée et cette angoisse devant un avenir incertain.

« Descendre » du nord de l'Allemagne vers la Bavière, c'est un peu changer de monde et de civilisation, c'est découvrir des Allemands qui ne craignent pas d'afficher leur optimisme et qui pensent que le bonheur peut être tout simplement à leur porte et non pas loin, très loin de chez soi. Si la grande patrie allemande reste de Hambourg à Munich, une « patrie difficile » selon l'expression de l'ancien président fédéral Gustav Heinemann, la petite patrie bavaroise se porte bien, elle est légère et chaude au cœur de ceux qui s'y reconnaissent.

Il ne viendrait à l'idée de personne de mettre dans sa poche le drapeau à losanges bleus et blancs de l'ancien royaume des Wittelsbach.

La Bavière a perdu au mois d'octobre dernier son « roi sans couronne », Franz Josef Strauss, dont le rayonnement personnel et la massive stature jetaient une ombre imposante sur la réalité de ce Land. Trois mois après sa mort, apparaît peu à peu une nouvelle Bavière, moins pittoresque, moins « forte en gueule », mais toute aussi consciente de ses intérêts et prête à faire face aux défis de l'heure, au premier rang desquels se trouve l'échéance européenne.

L'adieu à Franz Josef Strauss fut grandiose, mêlant un peuple qui l'adorait aux grands de ce monde qu'il se flattait de fréquenter. Mais le deuil fut bref. Munich retourna bien vite à ses tourbillons scintillants, et le reste du pays à ses affaires. La succession, à la surprise générale et au dépit de ceux qui se réjouissaient déjà des querelles qu'elle ne devait pas manquer d'engendrer, se passa sans heurts, du moins en apparence. Conscients du fait qu'une « guerre des chefs » serait nuisible à tous et pourrait porter un coup fatal à l'influence globale du Land sur les plans fédéral et européen, les barons du Parti chrétien social (CSU) se partagèrent les dépouilles « à la paysanne », chacun recevant un lot dont l'exploitation n'est rentable qu'en étroite collaboration avec les autres.

Le « bel homme »

M. Max Streibl, cinquante-six ans, fils de cette Haute-Bavière montagnarde enracinée dans un catholicisme farouche et populaire, devint ministre-président après une longue carrière administrative et ministérielle. Le « bel homme », comme on l'appelle, ne sera pas, de l'avis général, de la même trempe que son prédécesseur. On le compare plutôt à Alfons Goppel, ministre-président jusqu'en 1969, qui se conduisait en un « père du Land » dépourvu des ambitions nationales et internationales de Franz Josef Strauss. « Sur le fond rien n'est changé, car j'ai toujours été d'accord avec Franz Josef Strauss. Mais le style s'est modifié. Je ne cherche pas à le copier. Strauss était un homme qui voyait les choses à une tout autre échelle, et qui trouvait peut-être pour cette raison qu'en Bavière beaucoup de choses étaient trop petites et n'allaient pas assez vite », déclarait-il récemment. Nouveau réalisme ou fausse modestie ? Max Streibl, qui connaît bien le « CSU profond », est en tout cas persuadé que, même s'il en avait les capacités, il lui serait bien difficile de faire subir à ses concitoyens les à-coups, les volte-face voire les foudrues que pouvait se permettre son prédécesseur.

« L'élécteur de la CSU supportait de plus en plus mal, à la fin, les coups de tête de Strauss »

nous explique Michael Stiller, un des meilleurs connaisseurs de la scène politique bavaroise qu'il suit pour le grand quotidien de Munich, la *Süddeutsche Zeitung* « l'imitation avait gagné jusqu'aux cadres du parti, qui se sont révoltés lorsque Strauss a voulu imposer, dans la réforme fiscale, d'exempter d'impôts le carburant pour l'aviation privée ». Le peuple de droite, majoritaire en Bavière, a besoin de souffler, de reprendre ses marques pour rester, sans problèmes de conscience, groupé derrière la CSU.

Quelques signes de malaise s'étaient manifestés à la fin du « règne » de Strauss : les 3 % des suffrages obtenus par un parti d'extrême droite, les Républicains, aux élections régionales de 1986 et les succès de candidats sociaux-démocrates ou sans parti lors des élections municipales l'an passé en témoignaient.

« Nous n'avions pas assez prêté attention au choix de nos candidats », nous explique M. Edmund Stoiber, ministre de

son maigre capital, mais s'interdit toute perorée à court ou à moyen terme.

Comment s'étonner alors que la Bavière sous la CSU présente cette image, contrastée ou chevronnée de quoi alimenter des jugements sévères ou admiratifs. Oui, la Bavière est une terre d'intolérance plus que toute autre en Allemagne : on s'y méfie de l'étranger plus que partout ailleurs, et il n'en faut pas beaucoup pour être étranger. Les très nombreux « immigrants » venus du reste du pays, attirés par le boom économique y sont tolérés, certes, mais à condition qu'ils restent à leur place, qu'ils s'enrichissent et se taisent.

La répression...

Quarante ans après leur arrivée, les réfugiés venus de l'Est, des Sudètes pour la plupart, commencent seulement à pouvoir accéder aux plus hautes postes, et encore leur origine reste un handicap dont ils doivent tenir compte

Insolente Bavière !
Dans une République fédérale
d'Allemagne doutant de son identité
et portée à voir dans toute évolution
les prémices d'une catastrophe,
l'« Etat libre de Bavière »,
avec ses dix millions d'habitants,
exhibe sans complexes
sa bonne santé économique
et ses certitudes morales.

l'intérieur et autre baron du parti, installé nouvellement à un poste-clé. « Pour les élections municipales de 1989 nous essaierons de choisir les meilleurs, s'ils partagent nos valeurs fondamentales. Peu importe qu'ils soient membres ou non de la CSU. »

L'abandon en douceur du style Strauss est également une des tâches du nouveau président du parti, M. Theo Waigel, dont les sourcils broussaillés sont une « maigre » consolation pour les caricaturistes privés de leur cible préférée. Le président du groupe parlementaire CSU, au Bundestag, préfère défendre les positions de son parti autour de la table des réunions de coalition à Bonn, alors que son prédécesseur avait une prédilection pour les coups de semonce tirés à grand fracas depuis Munich.

Elu avec 98 % des voix des députés au dernier congrès du parti, au mois de novembre, ce fils de maçon souabe, devenu juriste et homme politique de premier plan, devra cependant veiller à perpétuer le miracle quotidien de la CSU : rester le parti jouissant de la confiance du paysan catholique de la montagne et celui, que, tous comptes faits, choisit le jeune cadre dynamique de la « *Munich Valley* » soucieux de préserver l'expansion du pôle de haute technologie qui s'est développé autour de la capitale. Il lui faut à la fois conserver son image de parti enraciné dans le terroir, profondément traditionaliste, attaché à préserver l'identité religieuse et culturelle du pays, y compris tous les aspects jugés par certains réactionnaires et rétrogrades, et se faire le champion de la modernité qui assure la richesse de ses habitants.

Dans cet exercice de haute voltige, la CSU doit plutôt se méfier d'elle-même que de ses adversaires politiques. Le SPD, qui n'a jamais vraiment pris racine en Bavière, hormis dans quelques villes industrielles, ne représente pas une menace dans l'immédiat : en prêtant garde à sa tête M. Karl Heinz Hiersemann, concurrent peu convaincant de Franz Josef Strauss en 1986 (27,5 % des suffrages) plutôt que de le remplacer par M. Peter Glotz, l'un des plus brillants théoriciens du parti, particulièrement attentif aux nouvelles couches sociales engendrées par la révolution technologique, le SPD bavarois espère peut-être préserver

dans le déroulement de leur carrière. M. Gerold Tandler, ministre des finances et autre homme-clé du gouvernement, est une exception que l'on monte en épingle. Il n'empêche que la nomination à la tête du Land de cet enfant des Sudètes, dont Strauss avait fait son plus proche collaborateur et héritier présumé, aurait constitué une sensation.

La lutte menée par le gouvernement bavarois pour modifier l'article de la constitution fédérale garantissant le droit d'asile aux victimes de persécutions politiques et religieuses, s'accompagne de « dérapages » linguistiques que ne renierait pas un La Perle. M. Edmund Stoiber, proposé à ces thèmes s'est laissé aller récemment à déclarer que « l'Allemagne n'était pas faite pour le métissage et le mélange racial », prenant le contre-pied du secrétaire général de la CDU, M. Heiner Geissler, qui avait évoqué l'hypothèse d'une « Allemagne multiculturelle ». Le gros bâton contre les déviants, les marginaux, les non-conformistes y est utilisé plus lourdement qu'aillours. Qu'il s'agisse de la politique anti-SDA, de l'interdiction de grossesses, de l'exclusion des extrémistes de la fonction publique, la Bavière est à l'avant-garde de la répression.

Depuis plus de trois mois se déroule à Memmingen un procès moyennement contre un gynécologue ayant pratiqué des avortements sans avoir respecté toutes les procédures qui visent à le rendre difficile, voire impossible l'interruption de grossesse. Plusieurs dizaines de ses patientes sont également poursuivies, imputablement tirées sous les feux de l'actualité par la volonté d'un ministre de la justice, une femme pourtant, M^{me} Mathilde Berghofer-Weichner. Le « tourisme » de l'avortement a repris de plus belle vers l'Autriche ou d'autres Länder de la RFA moins préoccupés de violer de son contenu la loi libérale votée en 1975.

...et le laisser-vivre

Mais, à côté de ces aspects détestables aux esprits libéraux, perdure en Bavière cette « *liberalitas Bavariae* », ce vivre et laisser-vivre qui fait dire à cet habitué du Schumann's, le bistro snob et branché de Munich, habitué des voyages au long cours, qu'il a « parfois honte de revenir en Bavière » sans pouvoir tout de fois se passer de son « village au million d'habitants ».

Dans quelle autre ville d'Allemagne, en effet, pourrait-on voir les nudistes envahir dès le premier rayon de soleil les bords de l'Isar, en plein cœur de la cité ? Même si certains intellectuels et écrivains se plaignent aujourd'hui du retard culturel pris par Munich sur d'autres métropoles comme Berlin ou Hambourg, bien peu nombreux sont ceux qui songent à piler bagages. L'agrément des montagnes toutes proches et cette convivialité chaleureuse de la rue et des brasseries s'entendent pour retenir les rieurs, les anarchistes et même les mécontents.

Tout ceux-là savent gré à Franz Josef Strauss, personnage par certains côtés rebelle, d'avoir tenu la drague haute aux cléricaux et autres bigots de son parti. C'est d'ailleurs la partie la plus fragile de son héritage, le nouveau ministre-président, Max Streibl, naguère organisateur de la célèbre Passion d'Oberammergau, étant beaucoup plus enclin à subir l'influence de la hiérarchie catholique. De Rome, où il dirige la Congrégation pour la doctrine de la foi, le cardinal Ratzinger, ancien archevêque de Munich et qui ne passe pas précieusement pour un prêt progressiste, garde un œil sur son ancien diocèse et ses dirigeants politiques.

Mais les temps ont changé : les bouleversements démographiques d'après-guerre ont amené en Bavière de très nombreux protestants, qui constituent aujourd'hui un tiers de la population. D'un autre côté, la « Jeune garde » de la CSU, représentée par des quadragénaires plus préoccupés d'efficacité économique que de moralisation des comportements, entend bien veiller au grain dans ce domaine.

Méandres communitaires

Privée de son « Grand Zampano », la Bavière a cependant bien l'intention de faire entendre sa voix, à Bonn comme à Bruxelles. Les nouveaux dirigeants du Land et de la CSU, encore tout bûche d'avoir évité la cooptation, sont pour l'instant satisfaits de leur position au sein de la coalition au pouvoir à Bonn. « Le chancelier Kohl est bien conscient qu'avec les problèmes actuels de la CDU, en Basse-Saxe, en Rhénanie-Palatinat, la stabilité en Bavière est essentielle dans la perspective des élections au Bundestag de 1990. J'ai l'impression qu'en ce moment il se rapproche de plus en plus des positions défendues par la CSU », nous confie encore M. Edmund Stoiber avec un sourire gourmand.

Persuadée que, dans deux ans, son parti obtiendra au moins « 55 % des voix, plus x » le ministre de l'intérieur et le gouvernement régional tout entier n'en sont que plus libres pour consacrer leurs efforts à préparer le Land au marché unique de 1993. En première ligne de cette bataille se trouve le ministre des affaires européennes, M. Georg von Waldenfels, quarante-quatre ans, qui nous donne d'emblée le ton : « Nous sommes pour la construction européenne certes, mais nous tenons avant tout à rester maîtres de nos propres affaires. Nous ne considérons pas comme un progrès que Bruxelles vienne nous imposer des choix incompatibles avec notre autonomie. » La Bavière vient ainsi d'établir à Bruxelles une représentation auprès de la CEE, où dix personnes sont là pour guider les pas des Bavarois dans les méandres communautaires et surtout effectuer un lobbying le plus efficace possible pour que soit préservée l'autonomie des régions au sein de la Communauté.

« Mir san mir... » Quel que soit le lieu d'émergence d'un pouvoir à tentation centralisatrice, jadis Berlin et la Prusse, aujourd'hui Bruxelles et l'Europe, il trouvera en Bavière un partenaire solide, fidèle parfois, incommode toujours.

LUC ROSENZWEIG.

Afrique

Les pays de la « ligne de front » demandent à Washington de cesser son aide aux rebelles angolais de l'UNITA

M. Kenneth Kaunda, le chef de l'Etat zambien, a lancé, mardi 27 décembre à Lusaka, lors du sommet des pays de la « ligne de front » (1), un appel au président élu américain George Bush, lui demandant de mettre fin au soutien des Etats-Unis aux rebelles de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA). « Le peuple d'Angola a assez souffert, a-t-il dit. Nous voulons une assistance, non pour les bandits, mais pour nos économies. »

Deux personnes ont été tuées et une autre blessée, samedi 24 décembre, par l'explosion d'une mine au passage de leur voiture, au nord de la Namibie, près de la frontière angolaise, viennent d'indiquer les forces sud-africaines. Celles-ci se sont bornées à préciser qu'il s'agissait d'une mine de fabrication soviétique.

(1) Angola, Botswana, Mozambique, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe.

D'autre part, les troupes sud-africaines stationnées en Namibie seront maintenues en état d'alerte jusqu'à ce que l'Afrique du Sud soit certaine que l'Angola et Cuba honorent les traités, signés le 22 décembre à New-York, sur le retrait des troupes cubaines d'Angola et l'indépendance de la Namibie, a indiqué, mardi, la radio nationale sud-africaine.

De son côté, le quotidien sud-africain pro-gouvernement *Beeld* a mis en garde, mardi, contre un « trop grand optimisme ». Selon lui, les accords de New-York et la réalité en Afrique du Sud-Ouest sont « deux choses différentes ».

● ZAMBIE : des parlementaires récemment la dénonciation du traité d'amitié avec la Belgique. — Des parlementaires zambais ont accusé la Belgique de « spoliation » et ont demandé que soit dénoncé le traité d'amitié, d'assistance et de coopération liant Kinshasa et Bruxelles depuis juin 1960, lors d'un débat provoqué par l'interpellation du premier ministre Kengo wa Dondo sur les relations belgo-zambaises. Ils ont affirmé que ce traité profitait plus à la Belgique qu'au Zaïre. Le premier ministre a répondu que leurs préoccupations étaient d'autant plus légitimes que la question « affects au plus haut point la dignité et l'honneur du Zaïre ainsi que de son chef et de son peuple ». — (AFP).

BIBLIOGRAPHIES

Voyage sur la « ligne de front »

Pendant quatre mois, Jean Rolin a sillonné, avec les moyens dont il pouvait disposer, une bonne partie des Etats d'Afrique australe. Un voyage à travers des pays qui se sont groupés sous le label « Etats de la ligne de front » : un cartel par lequel ces nations noires entendent exprimer leur volonté de s'opposer au régime de Pretoria et à son système de ségrégation raciale.

Sa découverte, de Zanzibar au cap de Bonne-Espérance, a permis à l'auteur de constater combien étaient souvent purement artificiels ces appels répétés aux sanctions économiques lancés par les dirigeants des voisins de l'Afrique du Sud, bien obligés de composer, bon gré, mal gré, avec le pouvoir blanc.

La *Ligne de front*, titre de l'ouvrage, n'est pas un livre politique. Tout au contraire. Un récit plutôt intimiste où le voyageur s'arrête sur des détails cocasses, des situations ordinaires, des tranches de vie. Observateur attentif, témoin réaliste, Jean Rolin évoque, par petites touches, les déchirements et les tensions de ce finistère africain. Ses rencontres tiennent une grande place dans la chronique de ce brouillage sans permis de conduire. Des portraits, des comportements, des coups de cœur passagers qui tiennent imper-

ceptiblement la trame politique de la région.

Sur un ton léger et sans complaisance, l'auteur raconte aussi bien sa rencontre au quartier général de l'ANC (Congrès national africain) à Lusaka que la majesté des chutes du Zambèze (Victoria Falls) et sa nuit de Noël à Uptington, bourg rural sud-africain sur la rivière Orange. Ce fleuve africain profond engendrerait chez Jean Rolin une « ligne floue des frontières », son irritation étant croissante face à tant de certitudes terrestres.

Ce n'est pas vraiment une promenade sur ce parcours semé d'embûches, de frontières incertaines et d'animaux prêts à dévorer l'imprudent. Cet amoureux de la nature et fin connaisseur de la faune, notamment des volatiles de tous acabit, nous livre quelques pages mémorables sur ces rencontres insolites, ses découvertes inattendues comme celle de l'invisible oryx-croco.

Dans un style enlevé et plein d'humour, truffé de références culturelles, les péripéties de Jean Rolin constituent une approche personnelle originale dans cette extrême mobilité du continent africain.

M. B. R.
★ *La Ligne de front*. Voyage de Jean Rolin. Editions Quai Voltaire.

Les frontières du refus

C'est une « contre-histoire » que Marie-Christine Aguiarone a entreprise de raconter dans son ouvrage *Les Frontières du refus : six séparatismes africains*, un « emers » de l'Etat qui, au Soudan, au Tchad, au Nigeria, au Zaïre, en Ethiopie et au Soudan, trace la naissance de mouvements séparatistes. L'auteur, docteur en géographie politique, s'efforce de démontrer la diversité des causes du séparatisme qui n'est pas, à l'en croire, une simple « action minoritaire et tribaliste tournée vers le passé ».

Bien que les séparatismes aient semblé, un temps, capables de substituer à la fragile construction coloniale, un territoire plus authentiquement « national », tous ont, cependant, échoué : l'Organisation de l'unité africaine s'en tient au principe de l'intangibilité des frontières. Il n'en demeure pas moins que, souvent,

la seule forme de contestation possible contre le pouvoir en place dans certains Etats, comme l'Ethiopie par exemple, réside dans la lutte séparatiste.

En soulignant les résistances, les contestations et les divisions à l'intérieur de certains Etats africains, les séparatismes jouent un rôle important de révélateur et d'intégration territoriale et sociale, remarque l'auteur. « Si la crise du Biafra fut résolue avec succès, écrit-elle, ce fut grâce à l'attitude des vainqueurs... On s'attendait à un massacre des vaincus. Il n'en fut rien. Le gouvernement décida d'en finir avec le système qui polarisait en trois la vie politique nigérienne. »

★ *Les Frontières du refus : six séparatismes africains*, par Marie-Christine Aguiarone. Editions nationales de la recherche scientifique, 15, quai Anatole-France, 75007 Paris (190 F).

AUTOMOBILISTES

Assurez-vous, rassurez-vous.

36.15 LE MONDE

Code ASSUR

Océanie

Récession, rivalités travaillistes, repli sur soi

La Nouvelle-Zélande saisie par le doute

WELLINGTON
de notre envoyé spécial

Pendant quatre ans, l'équipe Lange-Douglas a fait merveille en Nouvelle-Zélande. L'alliance entre un premier ministre populaire et populiste, au verbe haut et rond, et un économiste sec et doctrinaire avait fait accepter à ce pays des antipodes, anglo-saxon jusqu'au bout des ongles, au Parti travailliste et aux syndicats nourris des traditions héritées du Labour et des Trades Unions britanniques, et à un patronat confit dans le cocon d'un protectionnisme tous azimuts, des réformes « libérales » d'une audace à faire passer M^{me} Thatcher pour une timorée. Isolée du reste du monde depuis quarante ans dans son lointain Pacifique, le « pays du long nuage blanc », « *Aotearoa* » comme l'appellent les Maoris, était pour la première fois devenu une destination pour hommes d'affaires internationaux.

Aujourd'hui, la magie semble avoir cessé de jouer. Le politicien sensible à l'analyse de son électeur frappé par la récession s'est brouillé avec le père de la « *rogeromics* » — par analogie avec le « *reaganomics* » — qui ne voyait de solution que dans la lutte en avant. M. Douglas n'a pas accepté la « pause café » imposée par M. Lange, et s'est lancé dans une guerre de tranchée contre son ancien allié et ami, qui s'est achevée le 14 décembre par sa démission forcée et son remplacement par un fidèle du premier ministre, M. David Caygill, quant à ses deux lieutenants, M. Prebble et de Cleeve, l'un a été chassé du cabinet, l'autre a démissionné. Le Labour est divisé alors que les sondages lui sont défavorables, et M. Douglas réclame à cor et à cri la tête de M. Lange. Réélu avec une large majorité l'an dernier, celui-ci est déjà donné battu par les bookmakers pour les prochaines élections, prévues au plus tard à la mi-1990.

Traumatisés par une véritable révolution culturelle, les Néo-Zélandais avaient donné l'an dernier un nouveau mandat à l'équipe Lange-Douglas pour faire ses preuves, conscients qu'on ne sortirait pas le pays du marasme en trois ans et n'ayant aucune confiance dans une opposition divisée, sans dessin et comme si on lui avait volé son programme, selon les propres termes de M. Don McKinnon, chef adjoint de la minorité parlementaire. La Nouvelle-Zélande se trouve dans cette situation paradoxale où un gouvernement social-démocrate a entrepris de dérégliser une économie consensuelle de contrôles édictés par les conservateurs. « *Quand nous sommes arrivés au pouvoir*, nous a dit M. Lange, qui a le don des formules à l'emporte-pièce comme les Français l'ont appris à leurs dépens dans l'affaire du *Rainbow Warrior*, le pays était géré comme un chantier naval polonais ». Une formule que ne démentirait pas un patron local.

Le salire de M. Douglas

« Paradoxalement, l'ancien gouvernement (de droite) n'était pas réellement conservateur, mais très à gauche avec tous ses services, ses salaires, les dividendes, les loyers (...). Nous ne pouvions pas contribuer à vivre en empruntant pour créer l'illusion de la prospérité », ajoutait M. Lange. Il a donc soutenu le docteur Douglas avec sa potion de cheval : dévaluation et taux flottant du dollar local, réduction des impôts et création d'une TVA (ou GSP), suppression des contrôles et subventions — en particulier de l'agriculture —, « corporatisation » du secteur public, transformé graduellement en sociétés commerciales contraintes de faire des bénéfices, stade précédent leur privatisation. Jamais un régime démocratique n'avait été aussi loin dans le libéralisme.

L'économie en a été stimulée, l'inflation chronique a été jugulée, et le déficit budgétaire est passé de 9 % à 2 % du PIB, mais la flambée des taux d'intérêt et à l'abandon du protectionnisme ont frappé de plein fouet l'industrie. Ce darwinisme économique a certes consolidé les sociétés les mieux gérées, mais il a multiplié les faillites, fait grimper le chômage (150 000 sans-emploi, sans doute 200 000 en 1989 pour 3,3 millions d'habitants), semant l'inquiétude non seulement parmi l'électorat traditionnel du Labour, mais aussi chez les entrepreneurs. Dans la riche région agricole du Northland, le long des routes, une grande partie des fermes sont à vendre.

La population était déçue, dans un pays qui ne semble jamais faire les choses comme les autres. « *La politique du Parti national attire les travailleurs* », reconnaît M. Caygill, tandis qu'un des plus gros — et plus ouverts — parmi les patrons, M. Hugh Fletcher, du groupe Fletcher Challenge, décrivait ainsi le gouvernement : « *Il n'est pas dirigé par des dirigeants syndicaux, mais par de jeunes membres des professions libérales* ».

urbains et tenants du libéralisme économique. » Bref, des ouvriers venaient à droite, des patrons à gauche.

Il y avait des limites que les travaillistes ne pouvaient pas franchir sous peine d'aliéner leur électeur et de risquer une vague de conflits sociaux. Après avoir appuyé à fond M. Douglas, et ne voyant pas poindre une fin à la récession, M. Lange a donc décidé une pause : « *Nous avons senti un climat nouveau qui nous a conduits à consolider, mais non à interrompre notre politique* ». L'opposition est tellement inexistant que nous avons tendance à organiser en notre propre sein le débat politique », ajoutait-il avec son don de l'understatement, quelques jours avant que n'éclate la crise.

En fait, le débat portait sur le financement d'une politique sociale qui fut longtemps d'avant-garde et dont le pays ne peut plus se payer le luxe. Obsédé par le déficit au point d'y subordonner tout le reste, M. Douglas voulait serrer le budget, imitant aux seuls nécessaires une couverture sociale que les classes moyennes et supérieures devraient s'offrir au prix coûtant. M. Lange — que beaucoup de Néo-Zélandais considèrent comme modéré — ne l'a pas suivi, préférant maintenir un noyau dur de protection, au risque d'augmenter la pression fiscale.

D'autant que le Parti national, sentant le moment propice, tente de débiter le gouvernement à la fois

par sa droite et par sa gauche, vilipendant l'abandon d'un libéralisme qu'il n'avait pas osé entreprendre et dénonçant le coût social de cette même politique. Ainsi M. Winston Peters, un des politiciens les plus populaires du pays, d'origine maorie et qui se verrait bien futur premier ministre, a-t-il critiqué M. Lange

tunnel, M. Fletcher s'est contenté de répondre : « *C'est la question, à 64 dollars !* ». Les mythes du plein emploi, garanti dans le secteur public, de l'Etat-providence, de l'aisance — dans un pays qui, il y a trente ans, avait l'un des revenus par tête les plus élevés au monde — et même celui de l'harmonie raciale,

sur-le-champ demandé de racheter dans un délai de quelques mois tous ses actifs, et ses salariés ont perdu leur emploi garanti !

Mais M. Lange dispose, pour conserver ses électeurs, de sa « bombe atomique ». Dans ce pays en grande majorité antinucléaire au point d'avoir non seulement manifesté contre les essais français à Mururoa mais aussi de s'être brouillé avec le traditionnel allié américain, les électeurs de gauche ne peuvent que voter Labour, même si sa politique économique et sociale les réveille. Ils peuvent difficilement se tourner vers une droite qui s'affirme prête à rétablir l'alliance américaine. Cela explique sans doute les redondances nationalistes de M. Lange, si peu appréciées à Paris, à Canberra ou à Washington, mais électoralement payantes.

Il ne faudrait cependant pas se leurrer : ce sentiment dépasse les clivages politiques, et l'isolationnisme, le pacifisme, l'anti-militarisme même, ne cessent de gagner du terrain. Frappés par la crise, bien des Néo-Zélandais se replient sur eux-mêmes, se désintéressant de ce Pacifique qui les environne, se brisant même contre les Maoris et les émigrants polynésiens accusés de troubler l'ordre et la sécurité.

Au point que, au début décembre, des centaines de Wellingtoniens sont descendus dans la rue pour conspuer le ministre australien de la défense tandis que fleurissaient des affiches accusant Canberra de vouloir faire de la Nouvelle-Zélande

une « *Australie orientale* ». Ce qui n'empêche pas des dizaines de milliers de Kiwis d'émigrer chaque année vers l'Australie voisine, avec laquelle ils sont liés par une sorte de marché commun, le CER. Face à cette dérive de l'opinion, M. Lange apparaît comme l'homme du juste milieu, qui ne veut pas l'atome mais refuse également de faire de son pays l'« *Albanie du Pacifique* ».

Ce pays si tranquille, où nous autres Européens avons l'impression que jamais rien ne se passe, où les petits faits jugés ailleurs sans importance sont montés en épingle, où tout un peuple s'est dressé en 1985 contre l'« *agression française* », est en fait un pays de passion et d'excès renfermé. On pourrait voir un ancien premier ministre, comme le conservateur Sir Robert Muldoon, monter sur les planches d'un show satirique ou faire de la publicité pour des couvertures en laine... de mouton ! Qu'aurait-on pensé si M. Rocard avait été surpris poursuivant un journaliste de radio dans les couloirs de l'Assemblée nationale en brandissant un pistolet à eau, comme l'a fait récemment M. Lange ?

PATRICE DE BEER.

(1) Air New Zealand vient d'être vendue à un consortium dirigé par la compagnie australienne Qantas. La Poste, caisse d'épargne, a également été cédée à une banque à capitaux autrichiens, l'Ansbank.

Sous la houlette du gouvernement travailliste de M. Lange, la Nouvelle-Zélande poursuit une expérience de libéralisme économique échevelée, encore plus audacieuse que celle de M^{me} Thatcher...

pour vouloir doter sa marine de nouvelles frégates, affirmant qu'on ferait mieux de dépenser cet argent pour l'éducation. Les conservateurs ont même promis de renationaliser en partie des entreprises-clés comme Air New Zealand si plus du tiers de leur capital passait en des mains étrangères (1).

Splendide isolement

Vacillant sur ses fondations dans cette période où les Néo-Zélandais doutent d'eux-mêmes plus que jamais, le gouvernement est confronté à de redoutables difficultés. Comme nous lui demandions s'il apercevait la lumière au bout du

dans une société où les Blancs dominaient et les Maoris restaient à leur place, ont vécu.

Plus rien n'est désormais acquis, tout le secteur public est potentiellement en vente pour rembourser la dette, des pans entiers de l'économie sont vendus à des étrangers, des hôpitaux ferment faute d'être rentables, on envisage de privatiser les écoles entre les mains des communautés locales, le monopole syndical va être battu en brèche...

C'est beaucoup pour la « gauche ». Début décembre, la radio nationale est devenue du jour au lendemain une SOE (State Owned Enterprise, société publique à caractère commercial) à laquelle il a été

Asie

La poursuite des combats en Afghanistan

Hérat, comme Verdun...

(Suite de la première page.)

Côté iranien, c'est l'ordre et la ponctualité d'une gendarmerie bien rodée à surveiller cet Orient flou, d'où ne sont venus que des envahisseurs. Côté afghan, une centaine de moudjahidins sur deux rangs déchargent en l'air leur kalachnikov. A droite, les chutes de la rivière Shindand, à gauche les montagnes du Jamiat Islami. Mais cette symétrie n'est que protocolaire : tout au long de la piste poussiéreuse qui s'avance vers la ville de Hérat, ce sont les moudjahidins d'Ismail Khan, le leader charismatique du Jamiat Islami, qui assurent la sécurité et la logistique. Les chutes sont une minorité et si leurs relations avec le Jamiat sont bonnes.

Au bout d'une petite centaine de kilomètres, l'oasis de Hérat sort timidement du désert. Surgissent des quelques bourgs qui ont survécu aux bombardements, les enfants des écoles agitent les banderoles de bienvenue, tandis que leurs instituteurs récitent des poèmes fleuris. Les plaques vertes des véhicules portent l'inscription « *République islamique d'Afghanistan* », mais c'est sous des portraits du défunt général Zia, imprimés localement, et non sous l'insigne de l'imam Khomeiny, que la foule lance des « *Allah Akbar* » retentissants. Le paysage politique de l'Afghanistan futur est déjà en place, et Ismail Khan entend le faire savoir à tous ceux qui viennent de l'extérieur, quels que soient leur drapeau, leur nationalité et leurs intentions. Les moudjahidins ne se sont pas battus dix ans pour s'entendre expliquer ce qui est désormais bon pour eux.

Curieux homme qu'Ismail Khan : meneur du soulèvement de la ville de Hérat en février 1979 (le seul grand soulèvement urbain avant l'invasion soviétique), cet ancien officier d'artillerie, qui parle doucement et émané dans les ruines entouré d'une escorte réduite, est un des rares vrais chefs que compte la résistance afghane. On l'a dit en perte de vitesse, contesté dans son propre parti et mal aimé des Iraniens. En fait, c'est lui qui tient tout l'ouest de l'Afghanistan et son prestige est évident. Musulman pur et dur, plus traditionaliste qu'un Massoud, mais plus soucieux que lui d'administrer la population civile, il tente de mener de front une guerre qui n'est pas finie et une reconstruction qui s'annonce plus facile que prévu sur le plan technique, mais encore plus compliquée sur le plan politique.

La priorité pour Ismail Khan, c'est encore le « *djihad* ». Et, de fait, la guerre continue en Afghanistan.

A peine la mission « *Salam* » (nom de code de la délégation de l'ONU) était-elle arrivée au bourg de Ghoryan, que quatre bombes tombaient sur la route qu'elle venait d'emprunter. Trois jours après, alors que la délégation s'apprêtait à visiter la ville de Hérat, deux Mig-21 mitraillaient la petite colonne ; par miracle, aucun victime. Toute la journée, l'artillerie

soviétique pilonne les abords de la route asphaltée, au soir, un nuage ocre stagne au-dessus de la ville : c'est la poussière soulevée par les explosions continues et que le vent n'emporte plus. Tout cela est de la routine. Les Soviétiques n'en veulent pas spécialement à une délégation de l'ONU dont ils ont accepté le principe ; simplement, obsédés par le grignotage continu de leur territoire de sécurité, ils tentent de préserver un espace suffisant pour se retirer le plus dignement possible. Et la seule chose dont ils disposent encore, c'est une formidable puissance de feu.

Comment les Soviétiques ont-ils pu échouer ?

Lorsque l'on contemple la plaine de Hérat, c'est tout le paradoxe de cette guerre qui surgit : comment l'armée rouge a-t-elle pu échouer ? Ici, le paysage est plat comme la main. Pas de montagne comme au Panshir, pas de réseau serré de canaux d'irrigation, de vignes et de chemins creux, qui, comme à Kandahar, empêchent la progression des chars d'assaut. Au sud et au nord de la ville de Hérat, deux bases soviétiques assurent l'appui d'artillerie. L'aérodrome de Shindand est à quelques minutes de vol pour les dizaines de chasseurs-bombardiers qui y sont basés ; le territoire soviétique est à 100 kilomètres d'ici, réduisant les problèmes de logistique qui ont toujours pesé lourdement sur l'efficacité des troupes. Enfin, la résistance locale ne dispose pas de la puissance de feu des gens du Panshir ou de Kandahar, car l'Iran s'est opposé au transit sur son territoire des armes fournies par les Américains, sans offrir pour autant une aide militaire. Bref, un terrain parfait pour une armée soviétique habituée à faire évoluer des unités blindées sous la protection de l'artillerie et de l'aviation. Pourtant les Soviétiques ont perdu la bataille de Hérat.

On visite l'ouest de Hérat comme on aurait pu visiter Verdun en 1919 : sur 20 kilomètres, tout n'est que ruines ; les mauvaises herbes ont envahi les chemins et les champs. Sur une vieille labourée et recouverte par l'artillerie et les bombardements, on exhume régulièrement les restes de paysans enfouis dans leurs maisons. Des carcasses de tanks rouillent sur les bas-côtés. Des bombes de 500 kilos, non explosées, sont fichées en terre comme des bettes. Dans les villages désertés et ruinés, les moudjahidins squattent les quelques maisons restées debout et cultivent parfois un bout de jardin pour améliorer l'ordinaire. Sur les 200 kilomètres carrés du champ de bataille, trois mille combattants tiennent position à quelques kilomètres de la vieille ville, défendue par une ultime ceinture de sécurité.

La bataille a duré trois ans, de 1984 à 1986. Les Soviétiques et les gouvernementaux ont entrepris d'abord de détruire ou de rallier les villages tenus par les résistants. Puis quatre ceintures de sécurité ont été établies à l'ouest de la ville, à des

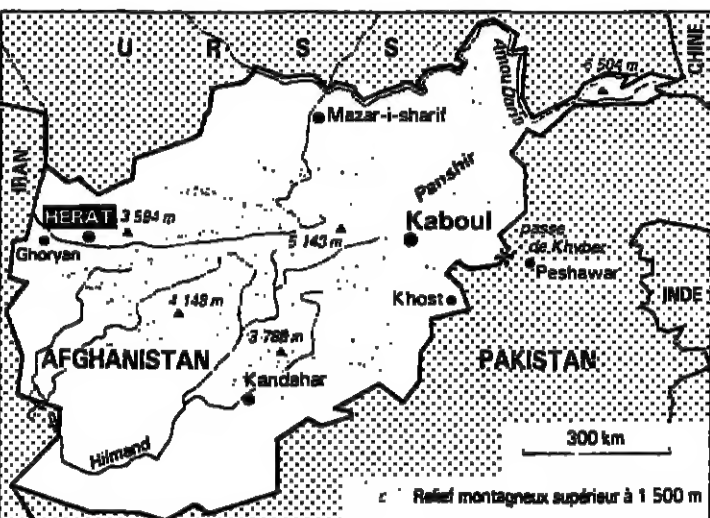
intervalles de 4 à 7 kilomètres. Sur chacune d'elles, une chaîne de positions retranchées, parfois tous les 100 mètres, protégées par des champs de mines et des pièces d'artillerie. Il s'agissait de repousser Ismail Khan vers la montagne et le désert, où lui et ses hommes s'épuieraient. Or, en six mois, les moudjahidins ont repris trois des quatre ceintures, sans artillerie, sans blindés et sans Stinger. Tout le secret de la guerre d'Afghanistan est dans cette efficacité apparentement mystérieuse si on regarde les forces en présence.

Pour comprendre il faut parler avec ces démineurs qui rampaient, les nuits de lune, et glissaient sous le sol des baguettes de saules à quelques centimètres de leur visage, pour repérer les mines et les déterrer ensuite avec un vieux couteau. Sur la deuxième ceinture, une bande de terrain miné de 50 mètres de profondeur sur 10 kilomètres de long à ainsi été neutralisée patiemment, en quelques semaines mais au prix de cent quatre-vingt tués, avant l'assaut final. Il y a dans les troupes d'Ismail Khan un climat de dévotion et de mysticisme qu'on ne retrouve pas dans les commandos du Panshir. Est-ce parce que la ville de Hérat a toujours été un foyer de soufisme ? Est-ce la personnalité d'Ismail Khan ?

Un Etat fort

Les moudjahidins de Hérat sont, pour la plupart, des paysans pauvres, encadrés par d'anciens fonctionnaires (officiers, instituteurs, médecins) et par des religieux venus des écoles de théologie. Ils s'accrochent à leur terre comme seuls des paysans peuvent le faire. Ils ne sont pas payés, vivent de thé et de galettes de pain et observent une discipline discrète assez rare en Afghanistan. Jusqu'à l'installation récente d'un hôpital de Médecins sans frontières, les services de santé étaient dérisoires et les hôpitaux les plus proches, en Iran, saturés par les blessés de la guerre du Golfe.

Mais si la guerre continue, le problème est moins pour la résistance à un gouvernement communiste qui se désagrège à vue d'œil que la menace d'implosion qui guette une société traditionnelle très segmentée et très méfiante envers tout Etat. Les Soviétiques ont échoué à construire un Etat stable et à réduire militairement la résistance. Par contre, ils ont marqué des points dans leur politique de division et de ralliements sélectifs, en jouant non sur les motivations politiques mais sur la segmentation traditionnelle. On pourrait paradoxalement dire qu'Ismail Khan contrôle mieux l'administration encore en place dans la ville de Hérat que certains villages pourtant éloignés des troupes soviétiques. Officiers et fonctionnaires gouvernementaux se succèdent auprès de l'« *Amir Saheb* » (titre commun d'Ismail et de Massoud) ; ce qui se prépare n'est pas un assaut en règle contre la vieille cité déjà bien meurtrie, mais une passation du pouvoir, une fois les Soviétiques partis. Mais,



dans les campagnes, les vieilles rancunes et les haines nouvelles ne sont pas près de s'éteindre. Les milices gouvernementales sont composées soit d'éléments ethniques ou claniques souvent récemment installés dans la région, soit de paysans qui ont préféré s'entendre avec le gouvernement plutôt que de voir leur village rasé. Si les seconds ont maintenu des liens étroits avec la résistance, les premiers n'ont pas grand-chose à perdre et se battent avec l'énergie du désespoir, d'autant qu'ils sont aujourd'hui surarmés. Un petit village de miliciens, à l'abri d'un champ de mines, dispose de deux ou trois blindés, de mortiers et de lance-roquettes, puissance de feu encore bien supérieure à celle des moudjahidins d'Ismail Khan.

Dernier paradoxe de cette guerre atypique : les Soviétiques et aujourd'hui les Américains ont des divisions qu'ils ont contribué à développer. Ils ne veulent pas d'un Liban à leur frontière et cherchent des interlocuteurs valables parmi leurs adversaires. Ismail Khan étale devant ses visiteurs les lettres qu'il reçoit directement de l'état-major soviétique. Mais un dernier malentendu subsiste : les Soviétiques voient en Ismail Khan un « seigneur de la guerre » qui se contenterait

d'être le futur gouverneur de la province de l'Ouest. Ismail Khan, au contraire, préconise un Etat fort et centralisé, seul moyen, selon lui, d'éviter l'implosion qui menace la société afghane. Il refuse donc toute paix séparée, d'autant qu'il sent la victoire à portée de main. Comme Massoud, il affirme sa loyauté envers M. Burhanuddin Rabbani, le chef du Janat, malgré l'animosité notoire qui l'oppose au numéro deux du parti, M. Nurullah Emat. Dans les discours conciliés mais vibrants qu'il adresse à l'Armée islamique d'Afghanistan, il présente les négociations de Taïf, entre MM. Vorontsov et Rabbani, comme le Canossa des Soviétiques. Manifestement, il accepte tout règlement politique négocié par M. Rabbani.

Le problème pour les Soviétiques est que les agents politiques qui peuvent assurer un Afghanistan neutre et stable sont en même temps ceux qui préconisent une « République islamique », même si elle est très éloignée du modèle iranien (la présence des portraits du général Zia à Hérat est un message destiné au voisin de l'Ouest et non à celui du Nord). Mais comment reconstruire un Etat qui, avant d'être islamique, devra tout simplement exister ?

OLIVIER ROY.

EN BREF

● INDE : émeutes en Andhra Pradesh : une trentaine de morts. — Une trentaine de personnes ont trouvé la mort dans l'Etat d'Andhra Pradesh, dans le sud de l'Inde, au cours des scènes de violence qui ont suivi l'assassinat d'une personnalité proche du premier ministre Rajiv Gandhi, M. V.M. Rao. Ce dernier, un parlementaire, a été tué à la hache alors qu'il observait une grève de la faim pour protester contre la répression policière dans cet Etat contrôlé par l'opposition. — (AP, Reuters, AFP, UPI).

● CHINE : nouvelle manifestation anti-africaine à Nanjing. — Des étudiants chinois ont manifesté, mardi 27 décembre, dans les rues de Nanjing (Nankin), pour la deuxième journée consécutive et en dépit de l'interdiction des autorités,

ils réclamaient des sanctions sévères contre les étudiants africains, à la suite des affrontements raciaux du week-end dernier (le Monde du 28 décembre). — (Reuters, AFP).

● VIETNAM : amendement au préambule de la Constitution. — L'Assemblée nationale vietnamienne a modifié, lors de sa récente session annuelle, le préambule de la Constitution. L'amendement supprime un passage entier du texte rappelant l'attaque chinoise de 1979 et citant les noms des pays agresseurs du Vietnam, comme la France, le Japon et les Etats-Unis. La nouvelle version se contente de citer les anciens ennemis du Vietnam sous les termes de « *colonisateurs et impérialistes* ». — (AFP).

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Politique

Dans une longue réponse à une « lettre ouverte »

M. Joxe propose une rencontre aux dirigeants nationalistes corses

BASTIA
de notre correspondant

C'est par une lettre de quatre pages datée du 23 décembre, mais rendue publique le 27 décembre, que le ministre de l'intérieur a répondu à la « lettre ouverte » que les nationalistes du groupe, représenté à l'Assemblée de Corse, « A Cuncolta nazionalista » lui avaient adressée le 22 novembre alors qu'il entamait sa troisième visite officielle dans l'île. Les nationalistes y demandaient « des actes après les paroles (...) sur les questions de la moralisation de la vie publique, du respect de l'identité corse, de la cohérence du développement économique et de la volonté de dialogue ».

Pierre Joxe avait alors déclaré qu'il répondrait à cette lettre avant la fin de l'année, tout en précisant que « ce texte est critique dans certains domaines, mais responsable, parfois injuste dans l'expression mais généreux dans son inspiration » (le Monde du 24 novembre). Mardi, les nationalistes ont publié la réponse du ministre et devaient donner mercredi une conférence de presse à Bastia pour en commenter les termes. Une méthode que M. Joxe semble accepter implicitement tout en proposant, comme il l'avait déjà fait sur l'île en novembre, de rencontrer les nationalistes. « La vie publique a tout à gagner au débat public. Ma réponse n'est pas confidentielle mais c'est à vous qu'elle s'adresse (...). Je souhaite répondre à vos quatre questions en vous précisant que je souhaite par ailleurs vous rencontrer, si vous le souhaitez également, quand vous voudrez ».

Dans un long texte, M. Joxe donne le détail des mesures prises en faveur de la Corse depuis huit mois, tout en rappelant les raisons politiques des actions du gouvernement. A propos de « la volonté de dialogue » dont les nationalistes attribuent « l'initiative essentielle » à

l'ex-FLNC, M. Joxe répond que « si d'autres que les mouvements nationalistes n'y avaient pas participé, la motion du 13 octobre n'aurait pas été discutée ni votée ».

Il s'agit là de la motion en dix points déposée par « A Cuncolta nazionalista » et adoptée après amendement, à une large majorité, par l'Assemblée de Corse. Cette motion « affirme l'existence du peuple corse comme communauté historique et culturelle » (le Monde du 14 octobre).

« Personne n'est en guerre »

A propos de l'ex-FLNC, les nationalistes de « A Cuncolta » affirmaient dans leur « lettre ouverte » : « Cette organisation démontre une grande maîtrise politique en poursuivant la suspension de ses actions militaires ». Dans sa réponse, M. Joxe indique qu'il se réjouit de l'abandon de la violence, mais estime que les termes « actions militaires » sont un « abus de langage ». « Personne n'est en guerre en France, contre personne (...). Où sont les justifications à la violence ? Car la violence n'est légitime que contre l'oppression. Or, l'oppression, où est-elle ? », interroge le ministre de l'intérieur, qui poursuit : « Sûrement pas du côté de l'Etat et de ses représentants qui ont pour mission de faire respecter l'Etat de droit et de promouvoir le développement de la Corse dans le respect de son identité ».

A propos des récentes visites ministérielles en Corse (sept en quatre mois), M. Joxe interroge les nationalistes : « Vous ne les critiquez pas, et je vous en remercie, mais vous ironisez à leur sujet. Fallait-il donc qu'ils ne viennent ni vous entendre ni vous parler, quand vous évoquez votre volonté de dialogue ? ».

Puis le ministre de l'intérieur aborde le sujet de la « moralisation de la vie publique ». Les nation-

nalistes écrivaient qu'elle ne devait pas rester « un simple slogan ». M. Joxe répond en rappelant « les résultats concrets déjà acquis ». Le ministre cite le décret du 24 août limitant le recours au vote par procuration, la loi récemment votée et modifiant le code électoral ou encore les contrôles des listes électorales, le bon fonctionnement des commissions administratives chargées des révisions des listes dans chaque commune ainsi que les inspections et contrôles de l'administration publique demandés par chacun des ministres compétents « et dont les conclusions seront rendues publiques ».

Le troisième chapitre de la réponse de M. Joxe concerne « le respect de l'identité corse ». Dans leur lettre ouverte, les nationalistes jugeaient sévèrement les mesures prises par M. Joxe, ministre de l'éducation nationale, pour l'enseignement de la langue et de la culture corses. « Les formules facultatives sont une injure car elles impliquent une hiérarchie dans les langues, dans les cultures et donc dans les peuples. Cette approche raciste est indigne d'un pouvoir qui se veut progressiste », affirmaient les nationalistes.

Réponse courtoise de M. Joxe : « Mais où est la démagogie ? ». S'interroge le ministre, qui, d'abord, rappelle les mesures prises depuis le mois de septembre avec la nomination pour le secteur culturel d'un directeur régional à l'action culturelle, la prochaine nomination de deux députés, au théâtre et à la musique, ainsi que la création d'un poste de conservateur des monuments historiques.

Puis M. Joxe fait le bilan des décisions en matière d'éducation, il évoque les subventions « décidées sur-le-champ pour le financement des installations universitaires ». Création d'un CAPES de langue corse, habilitation d'un DEA. « Comment pouvez-vous parler de l'approche raciste (...) d'un pouvoir progressiste, alors que les trois

ministres de l'éducation nationale, de la culture et de l'intérieur ont pris en faveur de votre région, de son système scolaire, de son développement culturel, des mesures que bien des départements continuent d'envier ? Bien d'autres que vous, en Corse, se réjouissent de ces mesures. Serez-vous les seuls à ne pas les apprécier, vous qui les avez le plus réclamés ? ».

Puis, à l'interrogation des nationalistes sur le développement économique, M. Joxe répond : « Je considère que, dans ce domaine, vos critiques sont les plus fondées. Elles ne sauraient pourtant m'atteindre ni ceux qui, autour de François Mitterrand, comme Gaston Defferre, ont tenté depuis 1981 de répondre aux problèmes économiques de la Corse en lui donnant des instruments et des moyens financiers accrus pour son développement ».

Là, M. Joxe reprend les critiques déjà adressées aux élus régionaux et locaux : « Ces moyens sont parfois sous-employés. J'en impute bien sûr la responsabilité à ceux qui la détournent de par la loi. Et pour tout dire, le dialogue avec eux, comme avec vous, car je crois aux potentialités de votre région ».

En conclusion, le ministre de l'intérieur, qui a souvent dit, en Corse, que chacun devait prendre ses responsabilités, rappelle que « sur les sujets de fond comme l'éducation et la culture, le régime fiscal ou l'aide aux transports, le gouvernement lance une concertation ouverte à tous (...) mais se refuse d'octroyer ou d'imposer des modifications unilatérales ». « Les débats, dit-il, montreront la volonté des uns et des autres de progresser ». Précisant d'ailleurs encore sa ligne politique, M. Joxe rappelle que « le gouvernement donne la priorité de la Corse et invite tous les Corses à y participer. Pour avancer dans cette direction, demande-t-il, qui peut nier que la paix civile et la tranquillité publique sont des nécessités absolues ? ».

MICHEL CODACCIONI.

La préparation des élections municipales

Il n'y a pas (encore) de troisième candidat socialiste à la mairie de Marseille...

M. Jean-Victor Cordonnier, premier adjoint socialiste au maire de Marseille, est un adepte du tango ? Mercredi 28 décembre, M. Cordonnier annonce, dans un entretien publié par le Figaro, sa candidature à la mairie. M. Cordonnier précise qu'il s'agit, à ses yeux, d'une confirmation, car il avait été « le premier à annoncer [sa] candidature, le lendemain même de l'élection de Robert Vigouroux, en 1986 ».

M. Cordonnier explique qu'il n'est « pas candidat contre Michel Pizat ni contre Robert Vigouroux, mais pour les pousser, tous les deux, à être les meilleurs possibles ». Il n'entend pas « déstabiliser » le « candidat qui est celui de tous les socialistes, Michel Pizat », et il souligne, en revanche, qu'un candidat doit respecter les règles internes

au PS. « Sans aller chercher d'arbitrage ailleurs ». Cette dernière formule vise, à l'évidence, M. Vigouroux, qui se présente de l'appui du président de la République, de même que M. Bernard Tapie, dans l'hypothèse où ce dernier, vainqueur de l'élection législative partielle de janvier prochain, tenterait alors de régler à son profit le différend Pizat-Vigouroux.

Meis, en fin de matinée, M. Cordonnier fait un pas en arrière. Il explique à l'AFP qu'il n'est pas « candidat comme tête de liste » et figure sur la liste de M. Pizat. Puis un nouveau pas en avant. Dans la même déclaration, M. Cordonnier maintient qu'il se place sur le terrain de « l'alternance » et conclut : « Potentiellement, je peux devenir candidat si les circonstances s'y prêtent... ».

A la Réunion

M. Paul Vergès (PCR) en difficulté

SAINT-DENIS
de notre correspondant

Pour la première fois depuis la démission, en 1978, du numéro deux du Parti communiste réunionnais (PCR), M. Jean-Baptiste Ponsama, à la suite d'un épisode qui tenait plus du vaudeville que de la politique, M. Paul Vergès, député européen, secrétaire général du PCR, doit faire face à une grave crise au sein de son parti, qui l'oppose notamment à M. Alexis Pota, député non inscrit.

Le conflit entre les deux responsables du PCR a surgi à propos des municipales de mars dans la ville de Saint-Paul, commune d'attaché de M. Pota. Le 6 novembre dernier, le comité central du PCR décide de confier à M. Vergès la tâche de conduire la liste du PCR pour les élections municipales de Saint-Paul. Le 11 décembre, M. Vergès, maire de Port, évoque publiquement sa décision, lors de son discours de clôture de la fête de l'Annuaire, quotidien du PCR. Le soir même un tract était distribué dans la commune de Saint-Paul à l'initiative d'un comité proche de M. Pota, appelant les électeurs de la commune à soutenir la candidature du député. Le lendemain, le PCR annonce une série de meetings à Saint-Paul, avec comme principaux orateurs, des fidèles de M. Vergès. Le nom de M. Pota n'apparaît pas sur cette liste.

Devant le trouble suscité par l'absence de M. Pota dans ces premières de campagne électorale, le secrétaire général du PCR recule le tir très rapidement. Des négociations s'engagent immédiatement pour la constitution d'une liste Vergès-Pota. Le 18 novembre, un nouveau comité central corrépondra la démarche, mais M. Pota, qui y siège, demande un délai de réflexion de deux jours pour opérer son choix définitif. Lors de la visite de M. Le Penec dans la région, M. Vergès présente l'option du ralliement de M. Pota comme une certitude.

La décision du député saint-paulois est tombée le 23 décembre, sous la forme d'une interview accordée à la presse locale, dans laquelle il souligne qu'il ne sera pas second de liste de M. Vergès. M. Pota indique aussi qu'il est disposé à conduire une autre liste communiste, à la demande. A quelques jours de la fin de l'année, il n'a toujours pas tranché entre une non-participation à l'élection municipale et la conduite d'une liste dissidente de celle de M. Vergès.

Cette affaire provoque évidemment quelques remous dans les rangs de la formation que dirige M. Paul Vergès depuis 1959. Au sein même du parti, on soupçonne le dirigeant du PCR d'agir dans un esprit de communalisme en tentant de briser toute percée de leaders communistes originaires de l'éthnie tamoule, qui représentent plus du tiers de la population réunionnaise.

Une accusation relayée bruyamment par le député CDS, M. Jean-Paul Mirapoulet d'origine indienne lui-même et qui a dénoncé « la manière au parti communiste de manipuler » M. Vergès. M. Pota, le secrétaire général du PCR, rejette par avance toutes ces suspicions en insistant sur l'« occultisme » de sa formation. La crise couvait en fait depuis quelques semaines. M. Pota avait à peine pris ses fonctions de député, à la suite du décès accidentel, en octobre, de M. Laurent Vergès - le fils de Paul - dont il était le suppléant, que déjà le secrétaire du PCR souhaitait sa démission. Médecin discret et sans grande ambition politique, M. Pota a résisté

néanmoins à la demande de M. Paul Vergès.

Présent à Saint-Paul depuis 1959, plusieurs fois candidat contre l'ancien sénateur et maire M. Paul-Jules Benard (app. RPR), décédé en 1986, le nouveau député communiste tenait sa revanche sur l'histoire, même s'il fut un moment tenté, juste après le décès de M. Laurent Vergès, de remettre son mandat en jeu, compte tenu des circonstances dramatiques de son entrée au Palais-Bourbon.

Le refus de M. Pota d'abandonner son fauteuil, expliquera-t-on dans les rangs du PCR, a contrarié la volonté de M. Paul Vergès d'obtenir une représentation nationale qui aurait compensé la perte vraisemblablement de son mandat de député européen en 1989.

Elu en troisième position sur la liste de M. Georges Marchais aux européennes de 1984, le secrétaire général du PCR ne devrait plus figurer, en effet, sur la liste du PCF pour les prochaines élections européennes après la violente polémique entre les deux partis frères avant l'élection présidentielle de mai dernier, où le PCR, contrairement à son habitude, avait choisi de soutenir M. Mitterrand dès le premier tour. Outre ce mandat national, ajoute-t-on au sein du PCR, M. Vergès ambitionne également de devenir maire de Saint-Paul, berceau historique de la Réunion et seconde commune de France en superficie. La division à droite, entre les centristes qui gèrent la commune et le RPR, autoriserait le PCR à être optimiste sur Saint-Paul en mars prochain.

A présent que le malaise s'infiltre dans son propre camp et qu'une épreuve de force communale entre lui-même et M. Pota, le rêve du secrétaire général du PCR de prendre Saint-Paul se brouille un peu, mais les élections sont encore loin et, à la direction du PCR, on ne désespère pas de faire entendre raison à M. Pota, médecin très populaire dans la commune.

ALIX DUJOUX.

Nouvelle-Calédonie

M. Laffleur : « Certaines choses ne vont pas assez vite »

Le président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République, M. Jacques Laffleur, député RPR, a été reçu, mardi après-midi 27 décembre, à l'hôtel Matignon par M. Michel Rocard. Au terme de son entretien avec le premier ministre, il a déclaré que sur le terrain la mise en œuvre de la loi référendaire sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie n'alla pas assez vite.

Qualifiant son entretien avec M. Rocard de « technique », M. Laffleur a précisé qu'il avait présenté « un certain nombre de propositions », relatives notamment aux questions foncières. Il a souligné la nécessité de régler le problème de la redistribution des terres par « un règlement social, afin de permettre de donner du travail à des gens qui en ont besoin ». « Les arguments de l'Etat sont parfaitement tenus, a-t-il affirmé, mais certaines choses ne vont pas assez vite, et je m'adresse au premier ministre et au gouvernement de la France pour qu'on active ses mesures. La Nouvelle-Calédonie a connu trois ou quatre années de pré-guerre civile qui ont fait que des gens sont malheureux et ont besoin de travailler ».

M. Laffleur, qui se trouve en métropole depuis le 6 décembre, a été hospitalisé pendant une dizaine de jours « pour examen » à l'hôpital Broca à Paris. Il souffre de troubles cardiovasculaires. Il doit être reçu le 24 janvier par M. François Mitterrand.

Sur un rectificatif de « l'Humanité »

L'Humanité du mercredi 28 décembre publie un rectificatif à l'article de M. Roland Leroy paru, mardi, dans le quotidien du PCF (le Monde du 28 décembre), et qui répondait à un « point de vue » de M. Lily Marcou, « La pensée du PCF reste stalinienne », dans le Monde daté 25-26 décembre. L'organe central communiste indique que dans l'article de son directeur intitulé : « Il y a mieux à faire Madame Lily Marcou », « une modification de texte a été effectuée à l'imprimerie, changeant le sens d'une phrase ».

Alors que, dans la première version, M. Leroy reprochait à M. Marcou d'oublier intentionnellement « les désaccords publics du PCF avec certaines pratiques du PCUS au cours des années 70 », et, au début des années 80, « la seconde version « rectifiée » fait disparaître les mots « avec certaines pratiques du PCUS », le reste étant sans changement.

[Décidément, le glas est tombé sur le fort de l'Humanité. Une phrase limpidement écrite de l'eau de roche, M. Leroy a fait une assertion qui ne s'est plus, à moins, bien sûr, d'accorder tout son sens à un rectificatif que le directeur du quotidien communiste, membre du bureau politique et président de

l'Association France-URSS - au conseil national de laquelle appartient M. Marcou - a jugé impératif de publier. Alors que M. Georges Marchais, secrétaire général du parti actuellement en voyage à Cuba, avait souligné, dans un entretien au Monde du 21 décembre, que l'existence de désaccords avec le PCUS n'avait conduit à refuser de rencontrer Leonid Brejnev pendant cinq ans « parce que la direction du PC soviétique « n'acceptait pas la rédaction d'un communiqué commun [en français] », M. Leroy se donne l'air de l'origine des « désaccords publics » auxquels il fait allusion. Comme dit l'Humanité, « le sens » de la phrase n'est effectivement plus le même car, non seulement M. Leroy révoque implicitement un désaccord avec son secrétaire général, mais il semble donner un gage aux brejnéviens à Moscou en gommant sa critique sur « certaines pratiques du PCUS » de l'avant-Gorbatchev. Et si l'on relit l'article de M. Leroy dans sa version « rectifiée », on s'aperçoit que « les désaccords publics du PCF » se rapportent alors à la situation intérieure française « au cours des années 70 » et suivantes qui ont trait... au programme commun de la gauche avec le PS. Conclusion : le directeur de l'Humanité veut apparaître comme le meilleur défenseur de l'orthodoxie, tant sur la plan national qu'international. - G. B.]

La direction du PCF et ses contestataires

La fédération du Doubs accusée de délivrer de « fausses cartes » d'adhérent

Une nouvelle « affaire de cartes » va-t-elle secouer le Parti communiste ? Précédent épisode : quelques mois avant son exclusion du PCF pour cause de candidature à l'élection présidentielle, M. Pierre Juquin s'était vu contesté par M. Georges Marchais sa qualité de communiste dûment doté d'une carte d'adhérent du parti.

Nouvel épisode : en butte à une « normalisation » effectuée par la direction nationale du PCF, les dirigeants (non reconnus) de la fédération du Doubs affirment que chaque communiste du département « aura sa carte 1989 et sera donc membre du PCF ».

Réuni le 22 décembre, le bureau fédéral a décidé « de répartir aux cellules et aux sections » les nouvelles cartes. « Il n'y aura donc aucune exclusion, aucune mise à l'écart, pré-cette instance, et c'est grâce à l'élan de solidarité qui partent de toute la France ».

Selon un dirigeant local, ces mystérieuses cartes ont été envoyées par des sections d'entreprises et les comités fédéraux de sept à huit départements.

Cette « solidarité » représenterait exactement mille trois cents cartes 1989. Un responsable des « reconstruc-teurs », courant oppositionnel, dont se réclament les dirigeants communistes du Doubs (le Monde du 27 décembre), déclare « assumer pleinement » cette collecte de cartes assez peu orthodoxe.

Du côté de la direction du PCF, on rétorque qu'il ne peut s'agir que de « fausses cartes » ou de « cartes détournées » puisque « le comité central ne leur en a pas remis ». Selon un membre de cette instance du PCF, les cartes étant numérotées, si les dirigeants du Doubs « devaient en avoir récupéré, on saurait, sans mal, d'où elles viennent ».

En tout état de cause, il considère que les « anciens dirigeants » de cette fédération récalcitrante « se sont mis hors statut et hors parti d'eux-mêmes ». C'est la première fois qu'un responsable national emploie l'expression « mis hors parti d'eux-mêmes » au sujet du Doubs.

OLIVIER BUFFAUD.

PROPOS ET DÉBATS

M. Le Pen

Révolutionnaire !

M. Jean-Marie Le Pen estime que « la Révolution est à refaire ». Dans un article paru mardi 27 décembre dans le Figaro, le président du Front national écrit notamment, à propos du bicentenaire de la Révolution de 1789 : « Le peuple de France a compris que les grands pères de la religion de 89 sont devenus des marchands du temple et que leur commerce a fait d'eux les nouveaux accapareurs, les nouveaux profiteurs de la Révolution (...). La démocratie vacille, et notre V^e République, comme la monarchie de Louis XVI, est finissante (...). Les Français savent quelles sont les bastilles à conquérir et les privilèges à abolir (...) ».

M. Pasqua

Opposition

« Ce n'est pas parce que le gouvernement ne gouverne pas que l'opposition ne doit pas s'opposer, au contraire ! », écrit M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, dans le numéro de janvier de la Lettre de ce groupe. « La méthode des socialistes, depuis qu'ils n'ont plus d'idées à défendre, consiste à étouffer le débat par tous les moyens : discours sur l'ouverture en période électorale, discours sur le consensus le reste du temps, estime M. Pasqua. Cette stratégie est censée permettre non seulement d'éviter le débat, mais aussi de dissuader l'opposition. Dès qu'elle se mêle de faire son métier, la voilà suspectée de s'opposer, non pas au gouvernement mais à l'ouverture, au consensus, à l'unité générale, bref d'adopter un comportement « réactionnaire ».

Selon l'ancien ministre de l'intérieur, l'opposition ne doit pas se faire prendre « à ce piège grossier ». Son devoir, écrit-il, est de se mettre en garde l'opinion contre les erreurs du gouvernement et de lui proposer une alternative politique, qui n'est autre que la politique menée par M. Jacques Chirac de 1986 à 1988.

M. Pons

Immobilité

M. Bernard Pons, président du groupe RPR à l'Assemblée nationale, dénonce, dans l'édition de la Lettre de la nation-hebdo (datée 23 décembre), le « gouvernement de l'immobilité ». « Après plus de sept mois d'existence », écrit M. Pons, le gouvernement « n'a toujours pas demandé à

l'Assemblée nationale d'approuver sa politique par un vote de confiance, et il y a fort à parier qu'il ne le fera pas du tout, puisqu'il ne dispose pas d'une majorité cohérente et homogène. Le premier ministre feint de s'en réjouir, se félicite de disposer d'une majorité relative qui « tient bien », exalte les vertus de la recherche des solutions consensuelles, et annonce à l'ouvrage. Pourtant, selon M. Pons, « l'air de grâce est déjà loin, et les Français perçoivent de plus en plus nettement ce malaise : les conflits sociaux se succèdent, les grèves s'accumulent, et les usagers prennent conscience que cette situation n'est que la conséquence d'une absence de politique clairement définie ».

EN BREF

● M. Mitterrand à Grenade. — Le président de la République, M. François Mitterrand, qui effectuait actuellement un séjour privé en Andalousie, a visité, mardi 27 décembre, la ville de Grenade. Il a été, depuis son arrivée en Espagne, dans une propriété appartenant à l'institut national pour la conservation de la nature, proche de la ville d'Andujar.

● VAL-D'OISE : plainte du MRAP. — Le MRAP (Mouvement pour le respect de l'Autonomie des Régions) a déposé une plainte contre le régime et pour l'immunité entre les peuples) s'est constitué partie civile pour « diffamation raciste » contre deux candidats d'extrême droite, MM. Gérard Orget et Louis Girard, qui avaient fait acte de candidature au premier tour des élections cantonales du 25 septembre dans le Val-d'Oise en briguant les suffrages sur une liste intitulée « Trop d'immigrés, la France aux Français ». Le premier avait recueilli 217 voix dans le canton de Cergy-Sud, la seconde 983 voix dans le canton d'Argenteuil-Est.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 28 décembre 1988 :

UNE LOI

● De finances pour 1989 (n° 88-1149) du 23 décembre 1988.

DES DÉCRETS

● Du 22 décembre 1988 portant classement, parmi les sites du département de la Corrèze, du site du saut de Juillat, sur la commune de Lignac.

● Du 22 décembre 1988 portant classement, parmi les sites du département de la Creuse, du site des rochers de Clamoux, sur la commune de Faux-la-Montagne.

JUSTICE

Le lycéen agresseur de Louviers devant le tribunal d'Evreux

Procès d'une « bêtise »

Loïc Métrot, dix-huit ans, l'élève du lycée de Fontenelles à Louviers (Eure) qui avait jeté du trichloréthylène sur l'un des professeurs de l'établissement, a comparu, le mardi 27 décembre, devant le tribunal de grande instance d'Evreux sous l'inculpation de violence avec préméditation. En l'absence du professeur visé, M. Michèle Mesnier, qui avait obtenu une incapacité de travail de cinq jours, Loïc Métrot a été condamné à huit jours d'emprisonnement avec sursis, avec obligation d'accomplir quatre-vingt heures de travaux d'intérêt général (TIG).

EVREUX
de notre envoyée spéciale

Adossé au mur du palais de justice d'Evreux, Loïc Métrot attend « son » audience en pétrissant des doigts un petit livre encore neuf. Une édition de poche de *Bel ami*, de Maupassant, dont il n'aura plus besoin, dit-il. Le professeur de français voulait faire étudier au deuxième trimestre l'ascension de Georges Duroi, mais, pour Loïc, il est un peu tard. Il a été exclu du lycée de Fontenelles à Louviers après la « mauvaise » farce du 6 décembre : un bocal de trichloréthylène jeté sur un professeur de mathématiques en plein cours. Loïc propose *Bel ami* à ces anciens camarades venus assister à l'audience. Il n'est pas obligé, lui, de passer ses vacances de fin d'année en compagnie de Maupassant. « De toute manière, dit-il, je ne le lirai pas. »

Groupe dans un coin du hall, à l'abri des flashes et des caméras, la classe de deuxième année du BEP d'opérateur-régisseur sur système d'usinage papout, comme si de rien était. Non, les profs n'ont pas parlé. Oui, tout le monde va bien. Non, rien de particulier à signaler. Un peu gêné, mais chaleureux. Apertout, Loïc « reste un copain ». « Ce n'est pas méchant. C'était une bêtise, c'est tout, plaident-ils. Le problème, c'est que Loïc se jette trop facilement convaincre. Il aurait dû réfléchir. Mais il est d'un naturel assez plaisantin. »

Plaisantin ? Le mot aurait sans doute fait bouger M. Jean-Pierre Munier, le président du tribunal correctionnel, tout occupé durant l'audience à faire comprendre à l'intéressé la gravité de son acte. Le regard insistait, la voix posée, il entame le rappel des faits en hochant la tête d'un air désemparé. « Vous êtes inculpé de violence avec préméditation, explique-t-il à Loïc. Qu'est-ce que cela veut dire la préméditation ? Cela veut dire que les

faits ont été préparés, organisés. Cela veut dire que vous avez agi sur ordre. »

Debout devant la barre, Loïc Métrot continue à se tortiller nerveusement les pieds. Son regard n'a pas quitté le carrelage de la salle d'audience.

Deux parties de baby-foot

« Que pensez-vous de votre conduite ? », lui demande le président. « J'étais bête, marmotte Loïc Métrot. Vous défendez bien votre comportement », souligne, satisfait, le président, qui ajoute : « Ce que je trouve grave dans ce geste, c'est le scénario. C'est le même que celui du milieu ou de la Mafia. Un commanditaire, un exécutant de basse œuvre, un contrat et une somme d'argent versée pour motif avant et pour motif après. » Loïc Métrot enfonce un peu plus sa tête dans les épaules. Il n'a rien à ajouter.

Loïc est plus bavard au milieu de la cohue qui accompagne la suspension de séance. Le président vient de le sermonner sévèrement, il a acquiescé les yeux baissés, mais il plaisante maintenant avec ses camarades, et, ensemble, ils refont les comptes. « Dans cette classe, ils étaient dix-sept à avoir accepté de verser 2 F. Cela fait 34 F, disent-ils. Loïc n'a pas que 30 F, le porte qui ceux qui ont fait la collecte ont gardé la différence pour eux ! » Tous scandalisés. L'équivalent de deux parties de baby-foot.

« Si j'étais toi, je porterais plainte pour escroquerie ! », lance l'un d'eux. A croire que Loïc n'est pas l'accusé. Qu'il n'est pas inculpé de violence avec préméditation. Qu'il ne risque pas, aux termes de l'article 309 du code pénal, une peine d'emprisonnement. Lorsqu'il est arrivé dans la salle d'audience en compagnie de sa mère, il s'est d'ailleurs assis spontanément sur le banc des « témoins ».

Sanction médiatique

Le lycée d'enseignement professionnel de Louviers, lui, est derrière Loïc. Sans état d'âme. Loïc n'est fait pour le lycée. Loïc n'est pas un lycéen. Depuis l'affaire, « ils » sont d'ailleurs plus méprisants encore. « Ils » les ont surnommés « les BEP trichloro ». « Ils payent pour les murs ! », lance Christophe, un élève de la classe de Loïc. « Ils l'ont bien eu, c'est lui, maintenant qui se trouve devant le juge. »

Les deux commanditaires de l'agression, deux élèves de

seconde 17, seront jugés, eux, par le tribunal pour enfants. Si Loïc Métrot a eu droit au jugement « des grands », il le doit tout bêtement à sa date de naissance. Il a eu dix-huit ans le 22 octobre, six semaines à peine avant « l'affaire ».

Loïc Métrot a déjà subi de sévères sanctions, note Etienne Apaire pour le ministère public. Une sanction médiatique parfois cruelle, qui a touché toute la famille, et une sanction scolaire difficile puisqu'il a été exclu de son lycée. Finalement que Loïc Métrot découvre, aujourd'hui, les devoirs du citoyen. (...) Pour apprendre à respecter les autres, il suffit peut-être de se mettre au service de la collectivité. On doit parfois réparer. Et de demander cent vingt heures de travaux d'intérêt général qui ne figurent pas au casier judiciaire, « afin de ne pas nuire à son avenir ». Sur son banc, Loïc Métrot écoute distraitement. « La loi m'oblige à vous demander si vous acceptez un travail d'intérêt général », lui lance le président du tribunal, qui l'a appelé de nouveau à la barre. « L'acceptez-vous ? » Loïc murmure un « oui » à peine audible.

« Je suis soulagé », lâchera-t-il en tentant d'échapper aux caméras qui lui barrent la route après le jugement. Pas un mot sur les huit jours d'emprisonnement avec sursis. Pas un mot sur ce tribunal qui vient de le condamner. Loïc a peut-être tout simplement la tête ailleurs. Depuis son exclusion du lycée de Fontenelles, sa famille tente de le faire admettre dans un nouvel établissement du département. En vain.

ANNE CHEMIN.

FAITS DIVERS

Une jeune femme enlevée avec son bébé à Libourne

Une infirmière de vingt-sept ans, M^{lle} Danièle Berger, a été enlevée avec sa petite fille de deux mois, mardi 26 décembre, vers 15 heures, en plein centre de Libourne, par un homme armé d'un couteau, alors qu'elle était bloquée dans un embouteillage au volant de sa voiture.

L'homme l'a obligée à prendre la route de Bordeaux. Quelques kilomètres plus loin, un deuxième homme, masqué, est monté à bord de la voiture. Avant d'arriver à Bordeaux, l'un des agresseurs est descendu de la voiture et a jeté le confin et l'enfant dans les fourrés à une vingtaine de mètres de la route.

Les deux agresseurs ont ensuite retrouvé dans le quartier de gare Saint-Jean à Bordeaux un troisième homme qui tombait les bras tendus avec une autre voiture, une 205 blanche, où ils ont pris place avec

leur victime, dont ils ont alors bandé les yeux. M^{lle} Berger s'est retrouvée en début de soirée à Toulouse, dans un endroit peu fréquenté, en bordure du canal, non loin du centre-ville. Les trois hommes ont alors abusé d'elle avant de l'abandonner. C'est seulement vers 22 heures qu'elle a pu être conduite à un commissariat de Toulouse.

Alertés, les policiers de Bordeaux ont retrouvé la voiture de l'infirmière près de la gare tandis que les gendarmes découvraient la petite fille de M^{lle} Berger dans un bois en bordure de la route Bordeaux-Libourne. Enfin son sac à couchage et son couffin, le bébé n'avait, semble-t-il, pas trop souffert du froid. Il a été hospitalisé à Bordeaux.

L'enquête a été confiée au SRPJ de Bordeaux.

Diverses

mesures

Le sous-secrétaire d'Etat au développement urbain et à l'écologie, M. Sergio Reyes, reconnaît qu'actuellement les émissions d'ozone — un polluant qui n'a aucun rapport avec la couche protectrice des rayonnements solaires — sont alarmantes : « Plus du double de la norme limite de 0,11 particule par million admise internationalement. » Il souligne que « depuis 1986 les mesures de contrôle de la qualité de l'air sont effectuées en permanence par vingt-cinq stations reliées à un ordinateur central ».

Le gouvernement, affirme, en outre M. Reyes, a déjà pris depuis deux ans un certain nombre de décisions. Depuis le 25 novembre dernier, tous les véhicules en circulation entre 1977 et 1982 doivent faire l'objet d'un contrôle antipollution. La mesure sera progressivement étendue à l'ensemble du parc automobile. Il est, d'autre part, prévu que les indus-

tries réduisent de 30 % leur activité lorsque l'indice atteint 300 et cessent complètement le travail au-delà de 400.

Des trolleybus ont fait leur apparition. En six ans, le métro a augmenté son réseau, qui s'étend aujourd'hui sur près de 150 kilomètres. Le gouvernement a aussi reculé l'heure de rentrée des établissements scolaires, pour éviter aux écoliers de se trouver dans les embouteillages matinaux au moment où la pollution est la plus forte. A la Chambre des députés, on étudie la possibilité de rétablir les longues vacances scolaires l'hiver, comme dans l'hémisphère sud, pour remédier à ces difficultés saisonnières. Déjà, la rentrée après les fêtes de Noël a été retardée d'un mois.

« Broutilles », répliquent les écologistes, qui voient planer sur Mexico l'ombre de la catastrophe londonienne de décembre 1952, lorsqu'un « smog » particulièrement dramatique avait provoqué la mort de plus de trois mille personnes. Ils réclament des mesures draconiennes, comme la diminution forcé de 20 % du trafic automobile par l'adoption d'un système de circulation en alternance. Ils dénoncent, comme M. Homero Aridiz, président d'un groupe d'intellectuels dit des Cent, « l'incurie de l'administration incapable de donner l'exemple ». Celui-ci note notamment en cause les autobus publics, les « Ruta 100 ». Un haut fonctionnaire les appelle des « véhicules camouflés » en raison de l'énorme panache noir qui masque leur vraie carcasse. Certains ont beau porter fièrement sur leurs flancs : « Véhicule équipé d'un réducteur de pollution », l'effet n'est guère sensible.

MÉDECINE

Selon deux études française et canadienne

La peur du SIDA a commencé à modifier le comportement sexuel des célibataires à partenaires multiples

L'épidémie de SIDA a déjà modifié la perception que l'on peut avoir de la sexualité. Elle commence aussi à modifier les comportements sexuels. On ne disposait, jusqu'à présent, sur ce thème, en dehors d'études réalisées dans les milieux homosexuels masculins et le plus souvent outre-Atlantique, que d'informations indirectes ou trop parcellaires pour qu'on puisse extrapoler sur les conséquences de la diffusion du virus dans

la population hétérosexuelle. Deux études réalisées l'une dans l'île-de-France, l'autre dans la population francophone de Montréal apportent des éléments de réponse. Les résultats de ces études sont encourageants dans la mesure où on observe un début de modification du comportement sexuel, sinon dans l'ensemble de la population, du moins dans sa partie la plus exposée aux risques de contamination.

Le principal chapitre concerne le préservatif masculin. Celui-ci a été utilisé au moins une fois au cours des six derniers mois par 13,7 % des hommes interrogés.

Si la profession semble n'avoir aucune corrélation avec le recours au préservatif, il en va différemment de l'âge et du niveau d'instruction. Ce sont les 18-24 ans (20,3 %), suivis des 30-40 ans (16,8 %) et 35-39 ans (10,6 %) qui utilisent le plus souvent ce mode de protection, devant les 25-29 ans (9,6 %) et les plus de 40 ans (7,5 %). Les titulaires du baccalauréat et les diplômés d'études supérieures (environ 15 %) sont également beaucoup plus concernés que les titulaires des CEP-CAP ou BEP (9 %) ou que ceux qui n'ont aucun diplôme (7,1 %).

Prudence des hommes

D'une manière générale, les auteurs de l'étude soulignent le rôle important de trois paramètres : le nombre de partenaires sexuels déclarés, le statut matrimonial et le fait d'avoir ou non demandé le test de dépistage de la contamination par le virus du SIDA. Ils écrivent ainsi : « Ceux qui déclarent avoir des partenaires multiples sont 3,7 fois plus utilisateurs de préservatifs. Les célibataires sont 3,6 fois plus utilisateurs que les personnes mariées. Et ceux qui ont déjà pratiqué le test de dépistage six fois plus utilisateurs de préservatifs que ceux qui ne l'ont pas fait, sans que l'on sache le lien chronologique entre le test et l'utilisation des préservatifs. Notre analyse permet aussi de dire que ceux qui à la fois sont célibataires, ont des partenaires multiples et qui ont fait le test de dépistage sont dix fois plus utilisateurs que les personnes mariées avec partenaire unique et n'ayant pas été testées. »

Point important, les auteurs de l'étude constatent que « deux fois plus d'hommes (13,6 %) que de femmes (6 %) ont renoncé à avoir des relations sexuelles par peur du SIDA », un comportement qui « n'est pas influencé par l'âge ni par le niveau d'instruction ni par la profession », mais qui concerne beaucoup plus les célibataires (18,9 %) et les divorcés (26,3 %) que les personnes mariées (4,4 %). Ils

concluent enfin que le SIDA est devenu la principale motivation pour décider de l'utilisation des préservatifs masculins. « Le préservatif, notent-ils, est désormais un moyen de prévention avant d'être un moyen de contraception. »

L'étude effectuée au sein de la population francophone de Montréal va dans le même sens. Elle a concerné au total 407 personnes (2) qui ont répondu à un questionnaire portant à la fois sur le niveau de connaissance vis-à-vis du SIDA, le comportement sexuel et l'utilisation des préservatifs au cours des années 1986 et 1987. « Ceux et celles qui ont des partenaires occasionnels et pour qui donc les risques de contagion sont théoriquement plus élevés ont diminué leur nombre de partenaires et celui de certains comportements à risque », écrivent les auteurs. « L'utilisation du préservatif n'est cependant pas encore généralisée. »

Ces premières observations montrent un début de modification des comportements sexuels de la population la plus exposée aux risques. Elles constituent en cela un élément encourageant. Elles démontrent aussi l'importance qu'il y a à diffuser de manière « ciblée » l'information, vis-à-vis de ceux qui sont a priori les plus concernés.

S'il est en effet illusoire et peut-être illogique d'espérer obtenir une modification rapide et généralisée des comportements pour prévenir l'extension de l'épidémie, en revanche, on peut penser aboutir à ce résultat dès lors que le risque est directement et concrètement perçu. Il semble en effet, au vu de ces résultats, que ce ne sont pas les connaissances théoriques sur la maladie qui sont de nature à modifier les comportements. Pour les épidémiologistes français, ces derniers seraient plutôt motivés par la perception du danger et par les facteurs de risques objectifs, au premier rang desquels le nombre des partenaires sexuels.

JEAN-YVES NAU.

(1) Le SIDA et le comportement sexuel des Français », bulletin épidémiologique hebdomadaire de la direction générale de la santé (n° 49-1988).
(2) Impact du SIDA sur les comportements sexuels à Montréal », étude publiée dans le dernier numéro de la revue *Contraception-Fertilité-Sexualité* (novembre 1988).

ENVIRONNEMENT

La pollution dans la capitale mexicaine

« Inutile de fumer, la ville fume pour toi »

MEXICO
de notre envoyé spécial

Vu d'avion, c'est un nuage, d'une teinte noire et brune khaki. Le ciel, d'un bleu profond, semble tout à coup se voiler. A l'atterrissage, le soleil a presque disparu. L'explication est simple : 5 millions de tonnes d'émission polluante se répandent chaque année dans le ciel de la capitale mexicaine. Dès l'arrivée, les effets sont immédiats : les yeux rouges, la gorge desséchée, on a l'impression d'avoir passé la veille une soirée d'enter dans un lieu infénalement.

Mexico et ses 20 millions d'habitants souffrent. Trois millions d'engins à moteur et 30 000 industries enfument. Mais il y a, ici, pis encore. La capitale mexicaine est située à 2 240 mètres d'altitude, la combustion se fait donc moins bien, l'oxygène y étant plus rare. Elle est, de plus, entourée de montagnes, une sacrée cuvette. Enfin, les vents capricieux n'y font que de timides apparitions.

Une biologiste de l'Université autonome de Mexico (UNAM), Anna Herrera Legarreta, résume crûment la situation : « En 1928 avec un million d'habitants, c'était l'idéal... » Soixante ans plus tard, on frise chaque jour la catastrophe.

A tel point que les journaux publient quotidiennement l'IMECA. En clair : l'indice mexicain de la qualité de l'air, mesuré la veille. Pour attraper une touse respiratoire ! De 0 à 50, « la qualité de l'air est bonne, et la situation favorable à toute activité physique » ; de 50 à 100, « satisfaisante pour tout type d'activité », sous-entendu : sport exclusif ; de 101 à 200, « situation d'alerte, les personnes sensibles sont sujettes à des désagrè-

ments » ; de 201 à 300, « danger, augmentation des désagréments et intolérances pour les personnes qui ont des problèmes respiratoires ou cardiovasculaires » ; de 301 à 500, « urgence, qualité d'air dangereuse, intolérance de la population saine » ; Lorsque, pendant quelques jours, l'IMECA continue d'osciller entre 200 et 250, on connaît très vite le tableau par cœur ! On comprend aussi pourquoi un petit rhume peut se transformer en une sévère angine.

Avec l'hiver, Mexico entre dans la saison la plus délicate. Pour une raison simple : l'air froid, qui stagne à hauteur des montagnes environnantes, empêche le nuage toxique de s'échapper. Il n'y a plus le concours de l'air chaud qui le fait grimper et se disperser. La saison des pluies, de mai à octobre, a cessé de laver le ciel. En hiver donc, comme disent les Mexicains, « inutile de fumer, la ville fume pour toi ». Encore heureux que la capitale, située au-dessous du tropique, ne souffre pas d'un hiver trop rigoureux.

Bien sûr, 20 millions d'habitants et des milliers d'étrangers, résidant ou de passage, vivent à Mexico, sans pour autant devenir grabataires. Beaucoup reconnaissent pourtant que, sorti de la ville, durant quelques heures ou quelques jours, pour « prendre l'air » — au sens propre — est « une épreuve » : il faudra de nouveau s'habituer, au retour. Ce premier constat d'ensemble est reconnu par tous. Ecologistes et autorités fédérales s'accordent aussi sur les principales causes d'un tel désastre : 75 % de la pollution proviennent des automobiles, 20 % de l'industrie et les 5 % restants des mauvaises conditions d'hygiène — pas de toilettes dans beaucoup de logements pauvres, décharges publiques à ciel ouvert, etc.

Les médecins commencent, eux, à étudier statistiquement les ratonnées. Certains, comme le docteur Ruben Shurman, déconseillent « la pratique d'un sport dans la ville autrement qu'à l'intérieur d'un logement muni d'un purificateur d'air ». Les praticiens compabilisent les cas d'asthme chronique, de bronchite et de sinusite. Une étude de l'Institut mexicain de pédiatrie fait état d'une contamination par le plomb de 70 % des enfants nés dans la capitale (9 microgrammes par décilitre de sang). Selon Anna Herrera Legarreta, qui s'apprête à publier un ouvrage sur la pollution à Mexico, le nombre des infections respiratoires y est six fois supérieur à celui du reste du pays.

Diverses

mesures

Le sous-secrétaire d'Etat au développement urbain et à l'écologie, M. Sergio Reyes, reconnaît qu'actuellement les émissions d'ozone — un polluant qui n'a aucun rapport avec la couche protectrice des rayonnements solaires — sont alarmantes : « Plus du double de la norme limite de 0,11 particule par million admise internationalement. » Il souligne que « depuis 1986 les mesures de contrôle de la qualité de l'air sont effectuées en permanence par vingt-cinq stations reliées à un ordinateur central ».

Le gouvernement, affirme, en outre M. Reyes, a déjà pris depuis deux ans un certain nombre de décisions. Depuis le 25 novembre dernier, tous les véhicules en circulation entre 1977 et 1982 doivent faire l'objet d'un contrôle antipollution. La mesure sera progressivement étendue à l'ensemble du parc automobile. Il est, d'autre part, prévu que les indus-

tries réduisent de 30 % leur activité lorsque l'indice atteint 300 et cessent complètement le travail au-delà de 400.

Des trolleybus ont fait leur apparition. En six ans, le métro a augmenté son réseau, qui s'étend aujourd'hui sur près de 150 kilomètres. Le gouvernement a aussi reculé l'heure de rentrée des établissements scolaires, pour éviter aux écoliers de se trouver dans les embouteillages matinaux au moment où la pollution est la plus forte. A la Chambre des députés, on étudie la possibilité de rétablir les longues vacances scolaires l'hiver, comme dans l'hémisphère sud, pour remédier à ces difficultés saisonnières. Déjà, la rentrée après les fêtes de Noël a été retardée d'un mois.

« Broutilles », répliquent les écologistes, qui voient planer sur Mexico l'ombre de la catastrophe londonienne de décembre 1952, lorsqu'un « smog » particulièrement dramatique avait provoqué la mort de plus de trois mille personnes. Ils réclament des mesures draconiennes, comme la diminution forcé de 20 % du trafic automobile par l'adoption d'un système de circulation en alternance. Ils dénoncent, comme M. Homero Aridiz, président d'un groupe d'intellectuels dit des Cent, « l'incurie de l'administration incapable de donner l'exemple ». Celui-ci note notamment en cause les autobus publics, les « Ruta 100 ». Un haut fonctionnaire les appelle des « véhicules camouflés » en raison de l'énorme panache noir qui masque leur vraie carcasse. Certains ont beau porter fièrement sur leurs flancs : « Véhicule équipé d'un réducteur de pollution », l'effet n'est guère sensible.

Les groupes écologistes mettent aussi en accusation la PEMEX (société des pétroles mexicains), qui, pour diminuer le taux de plomb dans l'essence, aurait introduit une substance qui accroît considérablement la production d'ozone. Une analyse qui est réfutée par les autorités mais qui provoque une querelle d'experts. Raimundo, chauffeur de taxi, craint, lui, que « la corruption, comme toujours, accompagne les contrôles ». De manière plus générale, la crise actuelle et les difficultés économiques de la population n'aident guère à pareille tâche.

Le président mexicain Carlos Salinas de Gortari parle de « priorité pour la capitale ». Le nouveau maire, M. Manuel Camacho Solís, qui a été ministre du développement urbain et de l'écologie, se trouve devant un dilemme. Actuellement, près de 1 000 personnes viennent chaque jour de la campagne grossir la population citadine.

Améliorer les conditions de vie, n'est-ce pas prendre le risque de voir s'effriter une agglomération déjà démesurée ? Réduire de façon drastique l'aide à la population de Mexico, en diminuant les subventions sur les prix de l'essence des transports et de l'alimentation, pour désengorger la capitale, c'est s'exposer à un grave danger politique dans une ville déjà passée à l'opposition.

Il s'agit, de toute manière, d'une tâche de longue haleine. Mexico n'est pas prête de venter la pureté de son air, et les silhouettes jumeles des volcans Popocatepetl et Ixtaccihuatl resteront encore longtemps cachées par le repoussant nuage.

DENIS HAUTIN-GURRAUT.

هكذا من الأصل

هكذا في الأصل

Enquête

La générosité des Français Charité

(Suite de la première page.)

Décembre est une période traditionnellement propice. A l'entrée de l'hiver, à l'occasion des fêtes de Noël, les initiatives caritatives se multiplient, anciennes ou nouvelles : Téléthon, Pères Noël verts du Secours populaire, marmittes et « Maison du partage » de l'Armée du Salut, Noël de l'abbé Pierre, Enfants sans Noël de la Croix-Rouge, réouverture des Restaurants du cœur, etc. Les gens se montrent un peu plus altruistes — ou un peu moins égoïstes — que d'habitude : beaucoup de donateurs occasionnels se manifestent à ce moment-là, et pensent (aux plus démunis) et puis oublient.

Car les Français ne sont pas spécialement généreux et le succès réel des opérations Téléthon 1987 et 1988, ponctuelles et médiatisées à outrance — succès qu'il faut tout de même relativiser : un million de donateurs sur quelque vingt millions de foyers, — ne doit pas occulter des tendances plus profondes.

L'image est usée mais vraie : dans le domaine de la solidarité

aussi, la France est coupée en deux. Selon des sondages qui se complètent (*voir encadré*), la moitié d'entre nous ne soutiennent financièrement aucune cause humanitaire — ou alors de façon très exceptionnelle — et, d'après une étude officielle (3), l'Hexagone ne vient, par tête d'habitant, qu'au quinzième rang des pays de l'OCDE pour ce qui concerne l'aide privée au tiers-monde.

Haute et basse bourgeoisie

Bon an, mal an, les Français qui donnent débourent pour secourir autrui et tous objectifs confondus — de la lutte contre le cancer au combat contre la faim dans le monde — 7 milliards de francs. A titre de comparaison (fait de société pour fait de société), c'est six fois moins que le total des enjeux engrangés par le Loto et le PMU.

On est loin des « Vous êtes formidables » et autres « bellemardises », loin même de la BA annuelle que peut devenir, sauf lassitude de l'opinion, le Téléthon,

péniblement imité, l'autre samedi, sur TF1, par les Restaurants du cœur (*le Monde* du 20 décembre). Mais ce tableau général, plutôt sombre, peut être vu sous un autre angle : ainsi, M^{me} Danielle Mitterrand, présidente de la fondation Franco-Liberté, n'est pas la seule à ne vouloir considérer que le verre à demi-plein. « Je trouve déjà formidable, dit-elle, que la moitié des Français versent une contribution aux organisations humanitaires. »

Nul ne conteste qu'il y ait en France des gens d'une grande libéralité, mais ce n'est pas la caractéristique première de l'Hexagone, et, surtout, cette générosité varie sensiblement selon les classes sociales. De M^{me} Danielle Mitterrand à l'abbé Pierre, de M^{me} Françoise Giroud, présidente d'honneur de l'AIICF (Action internationale contre la faim), à M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, fondateur de Médecins sans frontières (MSF), puis de Médecins du monde (MDM), en passant par tous les autres responsables d'ONG, on est d'accord sur ce point : la haute bourgeoisie est lade envers autrui. « Les gros chèques sont l'exception », dit M^{me} Françoise Giroud, et c'est pourquoi la contribution forcée des plus riches — par le biais de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) — n'apparaît pas comme une mesure scandaleuse.

Plus on descend l'échelle sociale, plus les gens sont attentifs à leur prochain, et c'est pourquoi la contribution forcée des plus riches — par le biais de l'ISF — n'apparaît pas comme une mesure scandaleuse.

Aussi la trésorerie de la plupart des associations humanitaires est-elle alimentée, pour une grosse part, par des milliers de dons modestes (100 F et moins). M. Guy Renard, président vésigien des Amis d'Emmatis, interrogé par notre correspondant Claude Cunat, parle de « l'aide du pauvre par le pauvre ». Ce n'est pas tout à fait vrai, car l'apport des classes moyennes (chèques à partir de 200 F) est conséquent. Mais la faiblesse du don individuel moyen explique la distorsion relevée entre un nombre relativement important de donateurs réguliers (quatre à cinq millions) et le fait que l'ampleur de la générosité, gestes occasionnels inclus, ne soit pas astronomique (7 milliards de francs). C'est pourquoi des associations et des fournisseurs (imprimeurs, loueurs de fichiers, routeurs, etc.) se sont employés à se regrouper pour former l'ADREF (Association française pour le développement de la recherche de fonds).

Un double langage médiatique

Certes, la solidarité n'est pas seulement une question d'argent, et ce n'est pas ici que l'on découvrirait le dévouement, presque toujours anonyme, et la foi de certaines de milliers de militants — dont l'immense majorité est bénévole — qui œuvrent pour des causes humanitaires. C'est, du reste, une tendance assez nouvelle : privilégier le service rendu, avec le souci de « comprendre l'autre ». Rien ne vaut l'engagement, assure M. Philippe Séguin, maire d'Epinal et ancien ministre RPR des affaires sociales et de l'emploi, car, en fin de compte, les problèmes à résoudre sont moins d'argent que de volonté d'accueil et d'écoute.

Est-ce pourtant si sûr, et pourquoi ne pas mettre sur un pied d'égalité ou de complémentarité le don en espèces et le don de soi ? C'est bien à la fois d'argent et de bras secourables dont a eu immédiatement besoin, à la puissance X, l'Arménie, dernière tragédie planétaire, après le séisme du 7 décembre. Or beaucoup d'ONG tiennent un double langage médiatique.

D'un côté, elles multiplient, par tous les moyens de communication possibles, les sollicitations financières. De l'autre, elles proclament la prise de conscience personnelle ou collective. Témoins, la profession de foi, déjà ancienne, du Secours catholique : « Eveiller cent mille cœurs plutôt que collecter 100 000 francs. » Ou alors, elles font croire que le montant du don est sans intérêt. Témoins, le slogan « coubergnia » signé de l'actrice Nastassja Kinski, qui met en exergue le partenariat Evian-Croix-Rouge et qui vous encourage de donner plus de dix « balles » : « Peu ou beaucoup, c'est la même chose. Chacun de nous donne ce qu'il peut. L'important, c'est de participer. »

Risques de saturation

Sans doute ce discours-là — l'engagement plutôt que l'argent — s'adresse-t-il aux personnes qui ont des ressources limitées, notamment aux jeunes et à leur enthousiasme. La génération « bof » a disparu. Mais les idéologies politiques, syndicales et même religieuses n'ont pas davantage de prise sur les jeunes gens d'aujourd'hui. « Tout ce qu'on leur propose qu'ils puissent le séduire, remarque M. Bernard Kouchner, c'est l'aventure humanitaire. »

De fait, ils sont de plus en plus nombreux à s'y lancer (tiers-monde, droits de l'homme...). Ils sont disponibles, souligne l'abbé Pierre, à condition qu'on leur soumette des projets réalistes, concrets. C'est aussi l'avis de M. Eric Schneider, directeur général de la Croix-Rouge française, qui note que les jeunes qui rejoignent l'organisme fondé par Henri Dunant sont « de plus en plus exigeants sur les résultats ».

Qu'elle use ou non d'un double langage, la communication caritative s'est sophistiquée ces dernières années en France, selon des méthodes qui existent depuis longtemps aux Etats-Unis avec une ampleur multipliée : l'Américain, encouragé il est vrai par des incitations fiscales conséquentes, donne en moyenne dix fois plus

que le Français. Et ce n'est pas, quelle que soit sa portée psychologique, la « loi Coluche » — 200 F de moins d'impôts au maximum — qui va réduire sensiblement cet écart.

C'est un phénomène « irrévversible », dit-on aussi bien à l'Armée du salut qu'au Secours populaire français, à l'Aide à toute personne (ATP-Quart-monde) qu'à Emmatis : l'appel à la générosité par correspondance (mailing ou publipostage) est devenu le fer de lance et de relance de la communication humanitaire, tandis que, dans le même temps, les traditionnelles quêtes sur la voie publique ont périéclipsé, comme le reconnaît le major Jacques Pierquin (Armée du salut), ne représentant plus maintenant que 5 % environ des dons des Français.

Régis par des techniques coûteuses, qui ont été décrites ici (4) et qui correspondent couramment à 20 % du budget des ONG, le recrutement du donateur et sa fidélisation font aujourd'hui l'objet d'un « forcing », qui inquiète les organisations elles-mêmes. Mais à qui la faute ? Il suffit de donner une fois à une association pour recevoir, dans l'année qui suit, cinq, dix, quinze lettres d'autres ONG : soit parce que beaucoup d'entre elles — pas toutes — se joignent mutuellement leurs fichiers, soit parce qu'elles s'adressent à des agences spécialisées dans le publipostage.

Les boîtes aux lettres sont encombrées et les associations humanitaires, qui n'envoient tout de même pas de vulgaires prospectus, sont bien conscientes du risque de saturation qu'elles encourrent à terme, surtout si les émissions caritatives se multiplient à la télévision — des émissions qui, entre parenthèses, font du pauvre une sorte d'Arlequin, une involontaire « vedette invisible ». On se bouscule sur le petit écran (hommes politiques,

hommes d'affaires et... hommes de bonne volonté) pour en parler, mais sans lui donner la parole. Craignait-on qu'il ne soit pas télévisé ?

« Nous savons que vous êtes trop sollicités, mais avons-nous le choix ? », interroge le dernier courriel du docteur Patrick Aebischer, président de Médecins du monde. Dans l'avenir, c'est certainement sur la qualité du message que se déterminera le donateur, plus encore peut-être que sur la cause à défendre. Déjà, de nombreuses ONG ont affiné leur correspondance ou leurs campagnes publicitaires dans un sens relativement nouveau : la valorisation du donateur, avec un autre risque, celui d'être dénigré. En tout cas, le temps est révolu où elles comptaient sur des images misérabilistes — enfants du tiers-monde aux membres squelettiques et au ventre gonflé — pour provoquer l'apitoiement, voire un sentiment de culpabilité.

Aujourd'hui, la plupart des messages font plus appel à la sensibilité qu'à la sensiblerie, suggèrent plus qu'ils ne montrent. Un ventre de femme enceinte, avec cette légende : « Ailleurs, il y a des enfants qui ne sont à l'abri que pendant neuf mois » (campagne de l'UNICEF qui, on le sait, n'est pas une ONG, mais un secteur spécialisé des Nations unies) ou la série de portraits de donateurs réalisée par la Croix-Rouge française avec, entre autres, cet exemple : « On a donné 200 F pour une famille déshéritée. Qui mieux qu'une famille va venir en aide à une autre famille ? »

(3) Cette étude, intitulée « Argent, associations, tiers-monde », a été faite par la commission coopération-développement du ministère de la coopération et a été publiée par le Docteur Jean-Pierre L. de Didier Pourquery, titré « Le marché de la charité », paru dans le *Monde Affaires* du 16 mai 1987.

(4) Lire l'ouvrage de Didier Pourquery, titré « Le marché de la charité », paru dans le *Monde Affaires* du 16 mai 1987.

Donner ou pas

Un Français sur deux...

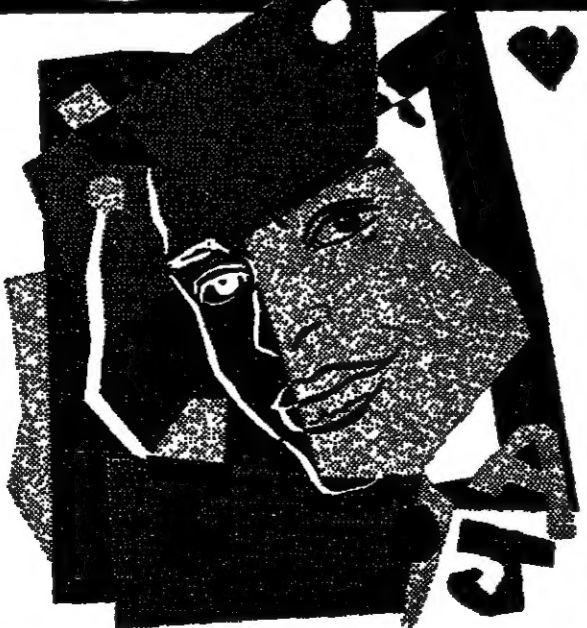
DEUX sondages, effectués auprès d'un échantillon représentatif de la population française âgée de dix-huit ans et plus (respectivement 1 580 et 845 personnes), montrent les limites de la générosité des Français.

D'une part, 53,7 % d'entre eux n'ont fait « aucun don dans les douze derniers mois », indique le sondage réalisé pour le *Monde* par Motivation-Network et publié dans le *Monde Affaires* du 16 mai 1987.

D'autre part, 48 % des Français donnent « à l'occasion d'un événement provoquant une mobilisation exceptionnelle », 27 % ne donnent « jamais » et 25 % donnent « régulièrement » : c'est ce qui ressort du sondage effectué en décembre 1987 par le SORFES, juste après la première opération Téléthon, pour le compte des premières sessions du mécénat social et humanitaire, organisée à Paris par l'ADREF (Association pour le développement de la recherche de fonds).

Al Jarreau

AVEC NRJ



CONCERTS

9 FEVRIER A PARIS-BERCY
21 FEVRIER A MONTPELLIER
22 FEVRIER A TOULOUSE
28 FEVRIER A GRENOBLE
2 MARS A LILLE

LA CING 5

wea

Marshall

La plus belle note

Grande cause, grands effets

UNE ribambelle d'enfants de toutes les couleurs de peau sortent d'une voiture, sous une pluie battante, pour se précipiter en classe sous la protection d'une jeune femme.

C'est la dernière image du spot télévisé diffusé depuis le 8 novembre sur toutes les chaînes et conçu par le Secours catholique, avec le label « grande cause nationale 1988 ». Un spot qui réussit, en trente secondes, à évoquer, selon l'expression de l'organisation humanitaire, « toutes les solidarités de voisinage » avec un slogan à double sens : « Découvre ton cœur ».

Mais, comment ce label de « grande cause nationale » est-il attribué ? Les dossiers sont centralisés par le service juridique et technique de l'information de l'Hotel Matignon. Une commission interministérielle les examine, composée, pour 1988, de représentants des ministères de la justice, de la culture et de la communication et du secrétariat d'Etat aux droits de l'homme (aujourd'hui disparu et remplacé au sein de cette commission, pour 1989, par le secrétariat d'Etat à l'action humanitaire).

Cette instance formule des avis, selon les priorités du moment et la décision finale jusqu'ici était prise, conjointement, par le premier ministre et le ministre de la culture et de la communication. Elle le sera pour 1989 par M. Michel Rocard et M^{me} Catherine Tasca, ministre déléguée à la communication.

L'enjeu est d'extrême importance pour le ou les « lauders » (deux au maximum). Car le principe de la « grande cause nationale » est de 1978 par une circulaire de M. Jacques Chirac, alors premier ministre — concerne la diffusion gratuite de documents messages (hors écrans publicitaires) à la fois sur Antenne 2, FR 3 et France-Inter. Or mesure d'évidence l'impact, pour les associations choisies, d'une telle promotion.

En 1987, cette influence a été surtout qualitative — regain de notoriété — pour Médecins sans frontières, qui n'a pas enregistré un surcroît de dons par rapport à 1986. En revanche, la réaction du public a été, en outre, quantitative pour la Fondation pour la recherche médicale (FRM), second organisme désigné l'an dernier, au nom de la lutte contre le SIDA ; pour un budget de campagne, toutes dépenses confondues (réalisation du spot audiovisuel, mailing, affichage, etc.), s'élevaient à 6,8 millions de francs, elle a en effet engrangé 22,8 millions de francs.

Deux messages sur A2, FR3 de France-Inter : il s'agit là du minimum légal. Rien n'empêche donc une association de faire jouer à plein son prestige, son dynamisme et son expérience pour obtenir plus. C'est ce qu'a fait le Secours catholique, fort de ses soixante-trois mille bénévoles et de l'influence du catholicisme en France, et le résultat est impressionnant : sa campagne morda sur 1989, et, au total, son spot aura été diffusé deux cent soixante-dix fois sur huit chaînes de télévision (en incluant RTL et RFO) et huit cents fois sur les ondes nationales (avec la voix de Richard Bohringer), stations publiques et périphériques, sans compter les messages émis par les radios locales ou reproduits, dans la presse écrite nationale et régionale.

40 millions de francs d'espaces gratuits

Une force de conviction peu courante, à laquelle même TF1 a consenti à céder. Les médias auront ainsi accordé, en espaces gratuits, l'équivalent d'au moins 40 millions de francs. Et ce n'est pas tout : l'invitation à « découvrir son cœur » est présente, toujours gracieusement, sur près de trente-quatre mille panneaux d'affichage et dans quelque vingt-deux mille pharmacies.

Grande cause, grands effets : il faut avoir les reins solides pour conjuguer les deux, et c'est peut-être là que le bât blesse dans le système actuel, qui laisse peu de chances aux petites associations de bénéficier de ce label. Car, quel que soit le bien-fondé de la lutte entreprise, il ne suffit pas d'obtenir une médiation gratuite. Encore faut-il disposer d'un budget de campagne initial (6,8 millions de francs pour la FRM en 1987, 4 millions de francs pour le Secours catholique en 1988) — ne serait-ce que pour rémunérer les réalisateurs professionnels — et, surtout, de structures adaptées au plan national.

En 1989, la FRM (pour la lutte contre le vieillissement cellulaire) mais aussi Médecins du monde, la Fédération française de cardiologie, les Restaurants du cœur et les Petits Frères des pauvres, notamment, sont candidats.

Enquête

et les organisations humanitaires désordonnée...



Un autre danger, ressenti depuis un ou deux ans, se fait cependant jour : même si beaucoup d'ONG travaillent en « collectif », notamment dans le tiers-monde, la concurrence accrue à laquelle elles se livrent pour conserver ou conquérir les donateurs est la cause d'une surenchère épistolaire, d'une escalade dans l'expression et, parallèlement, d'une recherche débridée du sponsoring.

Des slogans maximalistes comme ceux de l'ARC, *Pour en finir avec tous les cancers* (5), ou de l'AFIC, *Nous vaincrons la fume*, ont choqué. D'autres paraissent dérisoires, comme cette invitation ponctuelle du « mécène » Nicolas : *Pour qu'ils aient de l'eau, achetez ce vin*... Mais on ne peut guère aller plus loin que MSF, qui a publié, dans un de ses courriers, la photo de la malheureuse petite Colombienne ensevelie vivante lors de la catastrophe d'Armero, avec cette atroce légende : *Vous l'avez vu à la télé*.

« Nous avons eu, à ce sujet, de violentes discussions internes », rétorque le docteur Rony Brauman. Mais le président de MSF ajoute : *Cet envoi nous a rapporté deux fois plus de dons que tous les autres*. C'est bien là où le bât blesse : de peur d'être « banalisés » dans le flot des messages

humanitaires, certaines ONG n'hésitent pas à « frapper fort », à donner dans le spectaculaire, et, à l'ère de la communication galopante, cela peut... marcher. Mais un mouvement se dessine : actuellement, de grandes et de petites associations, de la Croix-Rouge à Terre des hommes, pour tenter d'établir un code d'éthique, un code de déontologie.

Que l'on ne se méprenne pourtant pas : aucun scandale n'a jamais éclaboussé les associations humanitaires françaises établies de longue date (6) et les sondages montrent que les donateurs réguliers leur accordent une confiance méritée, même si ces derniers peuvent émettre des critiques sur tel aspect de la gestion ou sur telle ou telle méthode.

Dire que « le Français veut savoir où va son argent » est une généralisation abusive : c'est le donateur très occasionnel et surtout le non-donateur qui pousse dans la suspicion des excuses faciles pour ne pas mettre la main à la poche — et ce sont les mêmes qui estiment que c'est à l'Etat-providence de tout prendre en charge. Mais ce sentiment répandu dans la moitié de la population devrait inciter les ONG à toujours plus de transparence afin d'élargir leur audience chez les sceptiques. Dans sa der-

nière lettre, la Fondation de France elle-même se justifie :

« En vingt ans d'aide humanitaire, aucun observateur n'a mis en défaut [notre] organisation ».

Au reste, le créneau humanitaire n'est pas si mal jugé puisque aujourd'hui il y a, foule pour y grimper, des artistes aux entrepreneurs. Les vedettes du spectacle se bousculent au Top-50 de la charité. Mais, pour un Lino Ventura, dont l'œuvre Perce-Neige continue sans lui, pour un Michel Creton, qui est en train d'obtenir gain de cause pour que les handicapés mentaux restent dans les établissements spécialisés après l'âge de vingt ans, pour une Carole Bouquet, qui accueille — sous l'égide d'Enfance et Partage — des enfants martyrs chez elle, combien de prête-voix et de prête-noms ? « Même si leurs motivations sont sincères », dit l'abbé Pierre, il y a toujours des retombées heureuses pour leur promotion.

« Une solidarité de salons »

On n'écartera pas l'inclassable Coluche. Le fantasiste disparu, qui a fait prendre conscience à la France — profonde —, à la fin de l'année 1984, que la pauvreté sévissait aussi dans notre pays, corrigerait peut-être le tir aujourd'hui, en s'apercevant des « effets pervers » de son initiative. Deux ans environ après la création des Restaurants du cœur, les ONG, qui ont une action internationale comme l'AFIC, le CCFD (Comité catholique contre la faim et le développement) et bien d'autres ont en effet constaté « un repli des dons sur l'Hexagone », selon la vieille formule : « la Corée plutôt que le Zambie ».

Et puis, quand il fonctionnera à plein régime, le RMI (revenu minimum d'insertion) correspondra mieux à une politique sociale que le pur et simple assistant. Privilégier le développement sur les aides d'urgence est la philosophie de la plupart des ONG — sauf, évidemment, en cas de catastrophe soudaine comme les inondations au Bangladesh ou le séisme en Arménie. Car le vocabulaire « urgence » recouvre trop souvent des « coups médiatiques », destinés avant tout à donner la fièvre à l'audimat. Au lieu d'orienter le public dans ce que M. Julien Lauprêtre, secrétaire général du Secours populaire français, appelle une « solidarité de salon » — par téléphone et minitel interposés — la télévision devrait promouvoir davantage « l'avant et l'après » des réalisations humanitaires.

Mais qui dit médiatisation dit sponsoring, avec les risques de « dérapage » que cela comporte. Dès septembre 1987 — soit deux mois après l'instauration de la loi du 23 juillet sur le développement du mécénat social et humanitaire,

qui autorise les entreprises donatrices à une déduction fiscale, selon les cas, de 2 % ou 3 % de leur chiffre d'affaires, — le BVP a dû faire des « recommandations ». La Croix-Rouge, en s'associant avec Evian, MSF avec Kellogg's Corn Flakes, les Restaurants du cœur avec le Crédit agricole, etc., n'avaient pas attendu cette loi et de nombreuses associations humanitaires se sont précipitées à l'émission, aujourd'hui supprimée, de Jean-Luc Lahaye — que d'autres détestaient en raison de ses amalgames et de son caractère commercial.

Quelle ampleur et, surtout, quelle efficacité prendra à l'avenir ce genre de sponsoring ? Son image actuelle n'est, en tout cas, pas fameuse : selon un sondage de la SOFRES (7), 56 % des personnes interrogées pensent que les entreprises ne se montrent charitables que pour mieux soigner leur publicité.

Il existe pourtant des industriels qui font œuvre caritative sans tambour ni trompette : le Secours catholique a ainsi reçu — juste avant d'être désigné comme « grande cause nationale 1988 » — un million de francs de médicaments (pour la Pologne) d'un laboratoire pharmaceutique, sans aucune contrepartie publicitaire. Mais l'organisme de la rue du Bac est lui-même un cas particulier, comme le laisse entendre son secrétaire général, M. Michel Fauqueux : il n'envoie pas de mailing ciblé, il ne loue pas de fichiers ni ne « prête » le sien, il a refusé de participer à « Lahaye d'honneur », etc.

Ce qui ne l'empêche pas d'être certainement l'ONG la mieux structurée de France avec ses soixante-trois mille bénévoles et ses un million deux cent mille donateurs, avec un budget qui s'est élevé à quelque 570 millions de francs en 1987 et avec un don individuel moyen qui est passé, en sept ans, de 303 francs à 477 francs, quand la majorité des quelque six cents associations et fondations « plafonnent » à 200 francs ou 250 francs.

De quoi y perdre non pas son latin, mais son anglo-saxon.

Enquête réalisée par MICHEL CASTAING

(5) Sur les collectes relatives à la lutte contre le cancer, les l'Institut de la recherche — parue dans le Monde Sciences et Médecine du 20 avril 1988.

(6) Après seulement quatre ans d'existence, la Ligue bleue, association d'aide aux handicapés créée en 1982, a été victime d'un scandale : sa présidente, Mme Nadia Gomez, a été inculpée d'escroquerie et d'abus de confiance et écrouée en décembre 1986.

(7) Ce sondage a été effectué en septembre 1987 auprès d'un échantillon de huit cent vingt-huit personnes, représentatives de la population française âgée de dix-huit ans et plus.

Portrait d'une donatrice Les enfants d'abord

EPOUSE d'un pharmacien — qu'elle assiste dans son travail — établi en Ile-de-France, mère de cinq enfants, Françoise, quarante-quatre ans, catholique très pratiquante, a toujours eu, de par son éducation, sa situation et sa propre réflexion, une attitude altruiste : dons d'argent et de soi-même. Avec des coups de cœur, des contradictions et des rejets, que partageront peut-être bon nombre de catholiques traditionnels.

S'exprimant sans fard et avec vivacité, elle souligne d'abord : « Les multiples sollicitations dont nous sommes tous l'objet ont un aspect si charitable et je disais si aiguillait qu'une réponse négative nous plonge dans le remords et le mauvais conscience éternelle. Il y a quelques années, en pleine société de consommation, j'ai, comme beaucoup, culpabilisé à mort sur nos vies d'égoïstes, de profiteurs. J'ai tout endossé : la faim, la soif, la sécheresse, les guerres, les catastrophes naturelles... »

Et puis est arrivée, du moins pour ce qui concerne l'aide à l'étranger, une certaine saturation, qu'elle explique ainsi : « Au fond, je crois qu'ayant beaucoup de mal à réaliser un bonheur individuel, familial, quotidien, nous compensons en essayant de construire le bonheur des autres, en Inde, en Ethiopie, etc. Les pauvres qui n'ont pas d'eau, sans éducation, sans travail, sans espoir, etc., car je suis persuadée qu'il ne revient jamais rien à ces œuvres. Ni à ceux qui disent sortir de l'hôpital ou de prison. Ni aux clochards qui fréquentent assidûment les sorties de messes : ceux-là n'ont peut-être pas l'Evangile, mais ils savent faire vibrer la corde sensible chrétienne. Toutefois, je leur apporte, lorsque j'y pense, une boîte de sardines ou une tablette de chocolat, mais ce n'est pas toujours apprécié... Je n'admets pas non plus les quêtes sur la voie publique, pour les désemparés, les paralytiques, etc. Bref, tout ce qui relève d'un mégalisme forcé, ostentatoire. »

Si elle donne aussi pour le dîner du culte, « parce que je suis membre de l'Eglise et que je me dois de contribuer à la survie du clergé », Françoise verse peu d'argent à la Croix-Rouge ou au Secours catholique : « C'est, affirme-t-elle, trop grand, trop international, pas assez ciblé ». Mais, dans le cadre de sa paroisse, elle participe à des actions concrètes en faveur du Secours catholique, comme la confection de couvertures en carreaux de laine, et l'envoi justicieux son opération « caducés » à la sortie des supermarchés. Je soutiens en priorité les initiatives locales et les jeunes ont beaucoup d'imagination. »

Autres rejets, qui n'ont pas trait, cette fois, à l'aide humanitaire, mais que l'épouse du pharmacien francilien tient à exprimer en cette période de l'année : « J'y suis contrainte parce que je connais les cultures, concède-t-elle, mais j'encore le système des dîners : pompes, étouffures, factures, etc. D'autre part, je juge inadmissible les ponctions faites, sur nos billets ou nos fortunes, par la SNCF ou l'EDF pour leur comité d'entreprise. D'une façon générale, je déteste qu'on me force la main. »

Les ONG et l'apolitisme

TOUTES les associations humanitaires se déclarent apolitiques, mais il est des cas, pourtant, où elles sont amenées à sortir de leur neutralité. On ne rappellera que deux exemples, relevés dans des colonnes en 1988. Il s'agit, pour le premier, de la condamnation, par le président du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), de la répression « disproportionnée » à laquelle s'est livré Israël pour rétablir l'ordre dans les territoires occupés (le Monde du 2 mai). Pour le second, de la décision de Médecins sans frontières de renoncer à assister les réfugiés salvadoriens au Honduras pour ne pas cautionner l'empire de la guerre salvadorienne sur ces camps (le Monde du 19 novembre).

Et que dire des menaces de mort terroristes qui viennent de contraindre le CICR à retirer sa délégation au Liban (le Monde du 22 décembre) ?

Il arrive aussi que telle ou telle ONG soit accusée de parti pris politique. C'est le cas, en France, du Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD), régulièrement attaqué par la droite la plus dure, selon laquelle il véhicule une « idéologie marxiste ».

Organisme officiel de l'Eglise de France chargé de collecter et de distribuer l'aide des catho-

ques français dans le tiers-monde, placé sous la tutelle de l'épiscopat, qui lui renouvelle périodiquement sa confiance, souvent reçu par le pape Jean-Paul II, le CCFD n'a perdu un procès, en février 1987, contre le Figaro-Magazine que parce que le tribunal de Paris a considéré que l'accusation de « subversion marxiste », lancée par l'hebdomadaire, n'était pas diffamatoire en soi.

Aujourd'hui, un livre récemment sorti, écrit par M. Michel Algrin, universitaire, et intitulé *La Subversion humanitaire* (Jean Picollet Edit.), risque de relancer la polémique.

M. Bernard Holzer, secrétaire général du CCFD, reconnaît honnêtement que, sur les centaines de projets que soutient en permanence son organisme, quelques-uns peuvent momentanément échapper à sa vigilance, ne serait-ce qu'en raison du rapide changement des situations politiques dans certaines régions du tiers-monde. Mais c'est suffisant pour apporter de la salive et de l'ancre au moulin à fil de destructeurs zélés.

Mieux vaut rappeler le mot de Dom Helder Camara : « Si je donne à manger à quelqu'un, on me considère comme un saint. Si je pose la question de savoir pourquoi il a faim, on me traite de communiste. »

L'ANNÉE CHOSTAKOVITCH

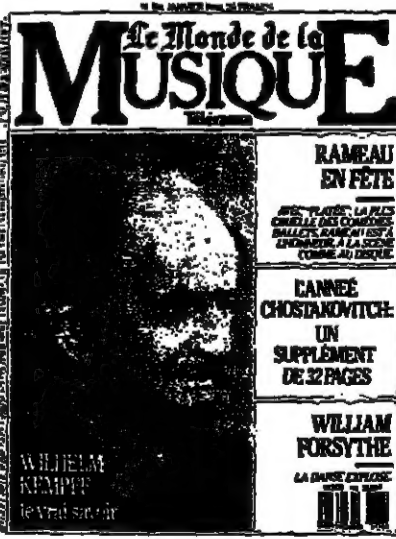
LÉGENDAIRE. Enfin immortalisé par le compact, Wilhelm Kempff reste le grand initiateur aux mystères du piano allemand. Inoubliable et indémodable.

ÉPIQUE. En guise d'ouverture à l'année Chostakovitch, Le Monde de la Musique rend hommage au grand musicien témoin des rigueurs stalinienne. Un dossier fleuve pour un artiste monumental.

SARCASTIQUE. Plâtée, la nymphe ridicule et bafouée imaginée par un Rameau facétieux, revient en vedette, à la scène comme au disque. Des éclats de rire (jaune) à 415 Hz.

EXPLOSIF. Fils prodige du ballet classique et de la moderne dance, William Forsythe nous entraîne dans d'éblouissants paroxysmes. Un immense choréographe est né.

Et aussi : *Leubald*, ou comment Wagner adolescent maniait la langue verte ; Eddie Louiss, le chercheur d'or du jazz ; *Le Clavier détrempé*, une musique-fiction de Michel Chion ; la boîte noire de Maurice Fleuret ; les disques, les petites annonces de l'année naissante, etc.



Le Monde de la Musique.
26 F chez votre marchand
de journaux.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Le Monde IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

appartements ventes

2^e arrdt
(REX) PRÉS
rénov. studio, cuis., salle
d'eau, w.-c., chfr. centr.,
mme. sur rue, 275 000 F.
MGN 35, bd des Baignoires, 17.
(16-37) 51-44-34.

3^e arrdt
MARAI Cercle d'hiver, p.
de L. GD STUDIO + MEZ-
ZAN., cuis., s. de bns. w.-c.,
cheminée, caractère.
570 000 F. 48-04-88-48.

MARAI
GRAND DUPLEX
86 m², cuis. équipée, salle
de bns, 3 chbrs, belle robe,
1700 000 F. 45-41-11-00.

6^e arrdt
FLEURUS
45-44-22-36
PRÉSENTE A SA
FIDÈLE CLIENTÈLE
SES
MEILLEURS
VOEUX
POUR L'ANNÉE NOUVELLE.

RUE D'ASSAS
dans mme. réno., 4^e arrt.
beau 5/7 pces, 4 chbrs,
+ service, état excellent.
MGN 45-55-82-33.

8^e arrdt
RUE DU ROCHER
ent. gd coin, 2 pces + 1 pte.
118 m², gd kua, 2 pces + 1 pte.
2 w.-c., asc., 1 800 000 F.
MGN 38, bd des Baignoires, 17.
(16-37) 51-44-34.

RUE DE PONTHEU
100 m²
bureau ou habitation, bel
mme. 2 850 000 F.
45-41-11-00.

10^e arrdt
CANAL ST-MARTIN
Quai de Voltaire, Beaumais
mme. p. de L. réno.
GD 2 pces, 1 000 000 F.
Tme bel apt, réno. et décor.
scl., 37 m², chbrs, cuis., s.
de bns, w.-c., entrées, s. à
65-75-81-67/45-33-06-41.

LA STÉ SAVIA VOUS PRÉS.
SES MEILLEURS VOEUX POUR
1989

14^e arrdt
ETUDE DUVERNET
EXPERTISE GRATUITEMENT
VOTRE APPARTEMENT
45-41-11-00.

EXCEPTIONNEL
VUE S/PARIS, mme. 1978.
90 m², BALCON-OUEST.
2 400 000 F. 45-41-11-00.

15^e arrdt
MÉTRO DUPLEX
Beau 2 pces, rue et cour,
cuis., sal. de bns, w.-c., etc.
930 000 F. 48-04-88-48.

VAUGIRARD
(Montparnasse, M^e Falguères)
3/4 pces, 1 350 000 F.
mme. p. de L. réno. et cour
45-75-81-67/45-33-06-41.

LA STÉ SAVIA VOUS PRÉS.
SES MEILLEURS VOEUX POUR
1989

16^e arrdt
VOUS VENDEZ ?
GROUPE DDL
SPÉCIALISTE DU
GRAND STANDING
45-63-11-88 +
SÉLECTION
FOCH 120 m²
total, récept. + 2 chbrs,
balc., terrasse, parking.
WASHINGTON 60 m²
3^e arrt, très park.
45-63-11-88 +

BELLES FEUILLES
Beau 75 m², double liv.,
chbrs, s. de bns, dressing,
état m. 2 200 000 F.

RUE JOUVENET
Studio, 38 m², s. de bns,
dressing, ref. m. 925 000 F.
MGN 45-55-82-33.

locations non meublées demandes

Paris
Collaboration journal
rech. 3 pces, proche
banlieue, MGN 35, 3 500 F
toutes charges comprises.
45-55-81-62, poste 4148.
Appt 20 h, 45-46-37-39.

EMBASSY SERVICE
S. av. de Massena, Paris-8.
recherche APPT'S
DE GRANDE CLASSE.
Belles réceptions avec
minimum 3 chbrs.
Tél.: (1) 45-62-78-99.

INTERNATIONAL SERVICE
rech. pr BANQUES, STES
MULTINAT et DIPLOMATES
GD APPT'S de 4 à 600 F.
5-6-7 pces, 42-90-20-42.

locations meublées offres
Paris
BAS DE BUTTE, R. GANNON
rav. duplex, entr., sct., cuis.,
douc., office, w.-c., + 16.
1 chbr + 40 m², réno. mme.
s. de bns, 2 w.-c., 2 s. de bns.
+ 16-37 51-44-34.

maisons individuelles
MANSART-ST-MAUR
RER 7 m² pied, superbe MAUS.
de MATTE, 5720 m², terr.
d'angle, 1/27, 7 pces, réno.,
66 m², cuis. 20 m² équipée, s.
pisc., hammam, 2 s. de bns.
LUXUEUSES PRÉSTATIONS.
PRIX JUSTIFIÉ.
ECI 48-82-06-06.

immobilier information
Pour mieux choisir, mme.
propriétés, commerces.
Don. note catalogue gratuit.
MINTEL 3816, code 145.
Groupe le TUC, 9P 177,
84105 Orange Cedex.

AGENCE FRANÇOIS FAURE
VOUS PRÉSENTE SES
MEILLEURS VOEUX P. 1989.
11, RUE ROUSSELET,
PARIS-7.
45-67-95-17.

PROFESSIONNELS DE L'IMMOBILIER
L'Annuaire des
Professionnels
des transactions
recense 25 000 propriétés,
38 000 immeubles,
SERVIR 45-22-93-33.

maisons de campagne
VENDS A ANCY (OISE)
BIEN SITUÉES
Hauts de France, 5 km. Paris 60 km.
Maison, 3 pces, sct., sal.,
ch. cuis., s. de bns, w.-c.,
chauff. direct, table vitr.,
cave, cour, gran. arrosage.
Tout confort - parfait état.
240 000 F - 34-12-01-49

terrains terrains
COTE D'AZUR-FRANCE
CAP BENAT
VOTRE TERRE A BATIR
Gardiennage toute l'année
2 200 m²
2 800 m²
LM3/12/88
VUE MER
Documentation sur demande
POSIDONIA: Déplacements vers
Domaine privé du Cap BENAT, 83230 BORMES-LES-MIMOSAS.
Tél.: (33) 94-71-27-28 (29). Téléfax: (33) 93-75-53-01.

OFFRES D'EMPLOIS
Le Conseil général de la Na-
ture recherche un directeur
pour l'Office départemental
des basses de plan ar. Pour
tous renseignements,
s'adresser à la Direction
départementale de la je-
nésie et des sports de la
Nivernais.
15, place du Grand-Cours,
58018 Nevers.
86-36-02-44, poste 34.

DEMANDES D'EMPLOIS
TECHNIC. CYNÉMATIQUE
31 ans
DIPLOME LE PRADEL
• Préférences élevées
• Vente armurerie
• Gestion tous matériels
élevés, jockey.
recherche
EMPL. CONFORME CNIL.
M. Coll. 2, rue de l'Eglise,
92450 VAUGIRARD.
Tél. 16 000 F.
86-36-22-17.

deux-roues
DEUX-ROUES
A VENDRE
MOTO-CROSS
HONDA CR 125,
Moto 80.
Tres bon état.
Prix: 16 000 F.
86-36-22-17.

Restaurants
RÉVEILLON 88/89
LE RESTAURANT BOUCHÉ
vous propose un réveillon
troupe, musique brés-
iléenne, 43-36-51-43.
12, rue de l'Éperon, Paris-6.

Traiteur
G. COUSIN
Buffet-catering
Luncheon - Réceptions
sur mesure
à domicile ou dans l'une
de nos salles
(jusqu'à 200 personnes)
Buffet à volonté
(entreprises, collecti-
vités)
Restauration à domicile
à partir de 5 convives
Un service exceptionnel
Organisation familiale
Luncheon d'hôte ou froid
à votre convenance
LES VIVIERES
(après le stade)
89010
GROSY-LES-PLATTES
(ville de Pontalès)
(1) 34-66-89-83

Vacances
Tourisme
Loisirs
SKI DE FOND
JURA
Plaine zone nordique
sur place de fond.
Studios à louer, et chfr. pour
4 personnes, dans Gd
possibilité repos, location
100 F. 100 F. 100 F.
(16) 81-49-00-72.

SKI DE FOND
HAUT JURA
3 h de Paris par TGV, Vaux
et Ligne vous accueillent
(14 pces, masé dans ferme
de 17^e s., conf., réno., chbrs
avec s. de bns, w.-c., table
d'hôte, cuis. équipée et
Mobilier, pain maison, out. feu de
bois, chauffage central.
De 2 060 F à 3 680 F/pers.
et service à la carte, dans
comp. + vet. monteur et
matériel de ski.

Le Monde
5, rue de Montmorency, 75007 PARIS
Tél: (1) 45-55-91-42 ou 45-55-91-71
Téléc: MONDEPUB 286 136 F

Le Monde
5, rue de Montmorency, 75007 PARIS
Tél: (1) 45-55-91-42 ou 45-55-91-71
Téléc: MONDEPUB 286 136 F

Le Monde
5, rue de Montmorency, 75007 PARIS
Tél: (1) 45-55-91-42 ou 45-55-91-71
Téléc: MONDEPUB 286 136 F

Le Monde
5, rue de Montmorency, 75007 PARIS
Tél: (1) 45-55-91-42 ou 45-55-91-71
Téléc: MONDEPUB 286 136 F

Le Monde
5, rue de Montmorency, 75007 PARIS
Tél: (1) 45-55-91-42 ou 45-55-91-71
Téléc: MONDEPUB 286 136 F

Société

ESPACE

La mission Phobos compromise

La mission soviétique Phobos d'exploration de la planète Mars serait-elle marquée du sceau de la malchance ? Alors que le contact semble définitivement perdu depuis plus de trois mois (le Monde du 14 septembre) avec la sonde Phobos-1, lancée le 7 juillet dernier, voici maintenant que Phobos-2, lancée une semaine plus tard, rencontrerait de grosses difficultés techniques. C'est du moins ce qu'affirme l'Américain San Keller, administrateur adjoint des sciences de l'espace et de leur application à la NASA, dans une interview accordée au quotidien texan *Houston Chronicle*.
Si cette information se confirmerait, la mission Phobos tout entière, lancée au prix de plusieurs milliards de dollars pour étudier au printemps prochain la surface du satellite martien, se trouverait alors compromise. (AFP, AP.)

DÉFENSE

Une industrie d'armes légères dans le Golfe

Le ministre koweïtien de la défense, cheikh Nawaf Al-Ahmed Al-Sabah, a indiqué mardi 27 décembre que les six Etats membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) envisagent de créer une industrie militaire commune pour la fabrication d'armes légères. Dans une interview publiée mardi par le quotidien *Al-Wakeel*, cheikh Nawaf a ajouté que les ministres de la défense du CCG - Arabie saoudite, Koweït, Emirats arabes unis, Qatar, Bahreïn et Oman - avaient recommandé formé une commission d'experts militaires pour examiner les moyens de réaliser un tel projet. Interrogé sur la possibilité de mettre sur pied une industrie d'armes lourdes et stratégiques, le ministre koweïtien a souligné qu'« à l'heure actuelle, la réalisation d'un tel projet est à écarter, car nous ne disposons pas de tous les éléments qui garantissent le succès d'une telle entreprise ». (AFP.)

SPORTS

● **BASKET-BALL** : tournoi de Noël. - La France a battu l'URSS (93-92), mardi 27 décembre au stade Pierre-de-Coubertin à Paris. Les Français rencontrant en finale, mercredi 28, les Israéliens, vainqueurs des Yougoslaves (108-106). Le match pour la troisième place oppose les Soviétiques Yougoslaves, finalistes des Jeux olympiques de Séoul.

● **HOCKEY SUR GLACE** : tournoi du Mont-Blanc. - La RDA a battu la France (5-1), mardi 27 décembre à Saint-Gervais. Dans la deuxième rencontre, la Norvège s'est imposée devant la Suisse (4-3) (2-1).

● **VOILE** : Sydney-Hobart. - Une grosse mer et des vents du sud soufflant à plus de 30 nœuds ont, au cours de la première nuit de la course Sydney-Hobart, mardi 27 décembre, provoqué l'abandon de vingt-sept des cent dix-neuf bateaux.

Le Carnet du Monde

Naissances

- Clément
est né le 23 décembre 1988,
chez

Mariel CIBELIN
et
Laurent BEN KEMOUN.

Décès

- M^{me} Fernand Achard Metzinger,
M^{me} Lydie Metzinger Renardin,
M. et M^{me} Bertrand Achard,
M. et M^{me} Alain Achard,
M. et M^{me} Raymond Dreyfus,
M. et M^{me} Jean-Yves Achard,
M. Pierre Achard,
M. et M^{me} Huguette Achard,
M. et M^{me} Yves Metzinger,
ses petits-enfants,
Gael, Amaury, Stéphane, Lydie,
Alexandre et Garry,
ses neveux et nièces,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Fernand ACHARD,
survenu le 23 décembre 1988, à l'âge de
soixante-huit ans.

Cet avis tient lieu de faire-part.
Château de Petit-Vaux,
89290 Champ-sur-Yonne.

- M^{me} Georges Chardin,
son épouse,
M. et M^{me} Bernard Houdé
et leur fille,
ses enfants et petits-enfants,
se joignent à M^{me} Elise Dietz,
sa belle-mère,
M. et M^{me} Jack Chardin
et leurs enfants,
M. et M^{me} Gilbert Chardin
et leurs enfants,
M. et M^{me} Maurice Leroy
et leurs enfants,
M. et M^{me} Jean Piantard
et leurs enfants,
ses frères, beaux-frères, belles-sœurs,
neveux, nièces, petits-neveux et petites-
nièces,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges CHARDIN,
survenu le 24 décembre 1988, à Paris,
dans sa soixante-et-onzième année.

L'inhumation dans le cimetière de Gentilly, place
Louis-Pergand, Paris-13^e, aura lieu le
jeudi 29 décembre, à 9 h 30. Entrée ex-
tant de la rue Albert-Gaulpin, à Gen-
tilly.

9, rue de la Bièvre,
94250 Gentilly.

- Nous avons appris la mort de

Georges DAUX
(Le Monde du 28 décembre.)

194 le 21 septembre 1988 à Paris.
M. Georges Daux était ancien élève de l'école
normale supérieure, agrégé des lettres, docteur
en lettres. Pendant toute sa carrière, ses en-
fants ont été concernés à l'Association Jeun-
nes, il a été successivement membre de l'école
normale supérieure à Lescar (1924-1926), pro-
fesseur et doyen de la faculté des lettres de
Dijon (1927-1945), recteur de l'Université de
Dijon (1946-1948), professeur à la Sorbonne (à
partir de 1946), représentant français à la com-
mission d'enquête du Conseil de sécurité dans
sa Galilée (1947), membre de l'Institut de
l'Advanced Study of Princeton (1947), profes-
seur à l'Université Harvard (1948-1950) et à
celle de Californie (1957), directeur de l'école
normale d'Athènes (1950-1958), il avait été
au à l'Académie des inscriptions et belles-
lettres, en 1971.)

- Henri DAVY,
architecte honoraire,
croix de guerre 1939-1940,
a quitté les siens, le 26 décembre 1988,
après des souffrances de l'égale.

De la part de
Son épouse,
Ses enfants et petits-enfants,
De toute la famille,
Et de ses amis.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le jeudi 29 décembre, à 10 h 30, en
l'église Saint-Jacques-du-Haut-Pas,
251, rue Saint-Jacques, Paris-6, où l'on
se réunira.

Ni fleurs ni couronnes.
66, boulevard Saint-Michel,
75006 Paris.

- M^{me} Lucie Hanki,
son épouse,
M. et M^{me} Jean Nouzi,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Edmond Legault,
leurs enfants et petits-enfants,
ses sœurs, beaux-frères, belles-sœurs,
neveux et nièces,
M. et M^{me} Gaston Hanki
et leurs enfants,
M. Philip Schell,
ses cousins et cousines,
M. Guy Ravilland,
son neveu,
Tous les parents, amis et amis,
ont la grande douleur de faire part du
décès de

M. Lucie HANKI,
survenue à Troville, le 26 décembre
1988, à l'âge de soixante-dix ans.

Les obsèques auront lieu le vendredi
30 décembre, à 10 h 45, en l'église
Sainte-Marguerite, au Vésinet.

17, allée d'Isly,
78110 Le Vésinet.

Anniversaires

- Le 29 décembre 1967, à Metz,
Bernard, André, René, POUSSIERE,
docteur en médecine

nous quitte.

Sa mère, à Poitiers,
Son épouse, à Saint-Michel,
Ses enfants et petits-enfants,
Ses frères, sœurs,
Et toute la famille,
prient de s'associer à son souvenir.

Soutenances de thèses

- Université Paris-VII, le samedi
7 janvier à 9 h 30, salle Louis-Liard,
47, rue des Ecoles, M. Ibrahim Seck :
« L'école coloniale française en Afrique
noire : le cas du Sénégal. Essai de socio-
logie politique et historique de la straté-
gie ».

- Université Paris-II, le lundi 9 jan-
vier à 14 heures, salle des Conseils,
faculté de droit, place du Parthéon,
M. Stéphane Choppin-Hendry de Jan-
vry : « La suspension de la prescription
en droit privé français ».

- Université Paris-IV, le lundi 9 jan-
vier, à 14 heures, salle Louis-Liard,
M. Jean Cervoni : « Sémantique prépo-
sitionnelle. Essai critique sur les théories
de la préposition ».

- Université Paris-I, le mardi 10 jan-
vier à 14 heures, salle Louis-Liard,
M. Bernard Champagny : « Notes sur la
signification. Enquête sur la force
humaine ».

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauve (1969-1982)
André Larroque (1982-1985)
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.
Administrateur général :
Bernard Wozniak
Rédacteur en chef :
Daniel Vernet
Caractériste en chef :
Claude Sales

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél: (1) 42-47-97-27
Téléc: MONDIPAR 650572 F
Télécopieur: (1) 45-23-06-81

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN: 0395-2037
Renseignements sur les abonnements
et indices du Monde au (1) 45-47-99-81

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 35-15 - Papier LEMONDÉ

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél: (1) 42-47-99-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS hors postale
3 mois	354 F	399 F	504 F	687 F
6 mois	672 F	762 F	972 F	1 337 F
9 mois	954 F	1 089 F	1 404 F	1 952 F
1 an	1 260 F	1 398 F	1 800 F	2 530 F

TARIF VALABLE JUSQU'AU 31-12-1988

ÉTRANGER : par voie aérienne, tarif sur demande.
Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre
règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
Changement d'adresse définitive ou prolongation : nos abonnés sont invités à for-
muler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande
d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE
3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

A Leningrad, berceau de l'opéra russe

L'exemple vient du Maly

Saint-Petersbourg a été à la source de l'opéra russe. Devenue Leningrad, la ville conserve sa prééminence grâce notamment au Maly, ancien « Théâtre dramatique français », ravissante salle à l'italienne dirigée par un ancien chanteur.

« L'ENINGRAD, l'anti-New York, est peut-être la ville que je préfère au monde », dit Yehudi Menuhin dans un des films de Bruno Monsiegeon que vient de diffuser TF1. C'est un choc, en effet quand on la découvre. Oui, la ville que Pierre le Grand fit sortir des eaux est belle, parfois comme une sœur de Venise et d'Amsterdam, rêve fon-d'un-autocrate devenu réalité, reine du Nord pour qui des centaines de milliers d'hommes ont donné leur vie pour la construire, pour la défendre (pendant un siège qui fit six cent cinquante mille morts de famine), ou leur talent pour lui rendre sa jeunesse et ses couleurs.

Au-delà de cette beauté extérieure et des splendeurs du musée de l'Ermitage, peu de villes offrent une telle prégnance humaine, quand on la déchiffre avec les mots de Iosif Brodsky le prosaïque, dans *Lois de Byzance* (1), ironiques et tendres, ou quand on imagine dans un appartement communautaire les entretiens de Lydia Tchoukovskaïa avec Anna Akhmatova (2) — cette Akhmatova qui, pendant la terreur stalinienne, brûlait par prudence, après les avoir appris par cœur, ses poèmes, aujourd'hui fleurons littéraires du Beriozka, le magasin des devises fortes.

Pour les musiciens, c'est la ville des cinq Russes et de Tchostakovitch, du jeune Stravinski et de Chostakovitch, qui écrit ici sa 7^e Symphonie sous les bombes, ainsi que cette 11^e Symphonie 1905, bouleversante, dont le souvenir donne la chair de poule sur l'immense place du Palais d'hiver (« Les chants s'envolent dans un ciel noir et terrible comme des anges, comme des oiseaux, comme des nuages blancs », disait Akhmatova).

Les vrais décors de Pouchkine

Ce qui n'était pour nous que décor de théâtre prend ici une autre dimension : le Jardin d'été, même sous la neige, c'est bien la promenade romantique où commence *la Dame de pique*, derrière la grille en fer forgé noir et or ; non loin, les quais livides gardent l'atmosphère angossante du canal où se jette Lisa, abandonnée par Hermann. Et comment ne pas ressentir la mort de Lenski jusqu'à l'absurdité, sur ce même quai où

Pouchkine agonisa pendant plusieurs jours après son duel avec Georges d'Anikha ? L'auteur de *Boris Godounov*, d'*Eugène Onéguine* et de *la Dame de pique* avait trente-huit ans !

En venant à l'ancien Saint-Petersbourg, c'est un pèlerinage aux sources de l'opéra russe que nous faisons, car de Glinka à Tchostakovitch, toutes les créations (sauf *Onéguine*) ont eu lieu ici au Théâtre Marie, le futur Kirov (3). Nous avons rendu visite à celui-ci, second théâtre soviétique après le Bolchoï, célèbre pour sa troupe de ballet. L'opéra y est moins bien traité actuellement et aurait besoin d'une sérieuse reprise en main. La représentation de *la Traviata* que nous avons vue n'incitait pas au moindre enthousiasme un public venu, d'ailleurs, pour le *Barbier de Séville* (4) : voix honorables, décors quelconques, mise en scène riche en poncifs, orchestre démolé par les cuivres et percussionnistes faisaient fréquemment l'aller-retour avec les coulisses sans que le jeune chef semble s'en apercevoir.

Nous étions bien plus attirés par un théâtre inconnu en France, mais qui vient de recueillir des lauriers en Italie et en Grande-Bretagne : le Maly (« Petit Théâtre »). Son élégante façade classique borde la place des Arts, plantée d'arbres qui entourent la statue de Pouchkine, de même que l'immense Musée russe et la salle de la Philharmonie où Chostakovitch dirige sa 7^e Symphonie. Leningrad à la tête d'un orchestre de permissionnaires aux uniformes hétéroclites, le 9 août 1942, jour que Hitler avait fixé pour son entrée dans la ville de Pierre le Grand.

C'est au Maly que, l'année suivante, Galina Vichnevskaïa entendit pour la première fois *la Dame de pique* : « Les chanteurs n'étaient pas moins héroïques que leur public. Lorsqu'ils chantaient, on voyait de la buée se former devant leur bouche, tant l'air était froid. C'était l'amour de l'art qui incitait ces véritables spectres — musiciens, chanteurs, public — à se réunir dans ce théâtre, à l'extérieur duquel les voix stridentes des sirènes annonçaient les attaques aériennes (5) ».

Conservé, en 1833, le Maly était à l'origine le « Théâtre dramatique français », à une époque où toute la bonne société parlait notre langue. Un compagnon de Léonide, Loumcharski, à qui l'on doit la préservation de nombre de musées, châteaux et églises pendant la révolution d'Octobre, devint le Maly, ou Malégot (6), en 1918 à l'opéra et au ballet.

Lois de l'art officiel du Bolchoï, le Maly s'inscrit dans la tradition de recherche du théâtre russe, de Stanislavski en particulier. Il a joué un rôle important avec de nombreuses créations,



« Boris Godounov », de Moussorgsky.

comme celles de *Nex* et de *Lady Macbeth de Mzensk*, de Chostakovitch, *le Don paisible*, de Dzerjinski ou des deux premières versions du *Guerre et Paix* de Prokofiev.

Avec des moyens relativement modestes pour l'Union soviétique, dérisoires en comparaison de l'Opéra de Paris (voir encadré ci-contre), il donne des spectacles de haute qualité qui honneraient n'importe quel théâtre occidental.

Derrière cette réussite, il y a bien entendu des hommes, et d'abord le directeur artistique, une ancienne basse, de la même promotion au conservatoire de Leningrad qu'Elena Obraztsova, Nestrenko et le ténor Valentin Kouznetsov, qui, après avoir chanté cent vingt fois Lenski, est devenu son directeur général ! Stanislav Goudassinsky, la cinquantaine, un génie à la voix de

chasseur d'ours et au visage rêveur, est depuis neuf ans le patron et le metteur en scène attiré du Malégot.

Il n'a pas le temps de courir le cachet et de monnayer son talent à l'étranger, car il est là chaque jour, chaque soir, pour veiller à ce que les spectacles, les chanteurs, les musiciens gardent la même fraîcheur, la même rigueur.

De Boris à Raspoutine

Dans cette ravissante salle à l'italienne où les ors se mêlent à de douces couleurs miel, les quatre spectacles auxquels j'ai assisté — quatre grands opéras russes — étaient mis en scène par lui. Goudassinsky recherche pour chaque ouvrage une conception accordée à l'atmosphère musicale. Son décorateur, Semen Pastoukh, invente des décors en « fondus-enchaînés » qui permettent des changements de tableaux ultrarapides, en gardant toujours l'unité d'un thème commun : ce sont, pour *Eugène Onéguine*, des rideaux de coton transparents traités avec une grâce extrême, qui évoquent tour à tour les charmes du jardin, un salon campagnard ou les nuages noirs du duel ; dans *la Dame de pique*, les grilles du Jardin d'été sont doublées par les branches des arbres, l'un ou l'autre motif prenant le dessus au gré de l'intrigue.

En revanche, le metteur en scène et le décorateur ont volontairement unifié les décors de *Boris Godounov* et de *la Khovanchchina* pour mettre en valeur la continuité de cette saga russe, avec des éléments très abstraits et neutres, bien éloignés du réalisme bariolé du Bolchoï : deux murs comme le palais des Papes à Avignon, qui peuvent jouer un rôle : ainsi, lorsqu'ils avancent sur l'Innocent presque jusqu'à l'écraser. De très beaux effets de lumière, presque cinématographiques, orientent l'écoute de l'auditeur, concentrent ou élargissent son attention.

La gestique jaillit de la musique même, sans être jamais redondante. Les foules jouent avec une spontanéité merveil-

leuse, et parfois libèrent des silhouettes saisissantes comme celle de l'écrivain public dans *la Khovanchchina*.

Le Malégot dispose d'une troupe de premier ordre (où même les seconds rôles sont de qualité fort honorable et d'une grande vérité dramatique). Quelle formidable équipe de basses surtout, avec Vladimir Ognovenko, Boris pathétique, le plus grand Dostoiévski que j'aie vu dans la *Khovanchchina*, et Sergueï Safénine, terrible prince Khovanski ! Mais aussi des ténors jeunes à la voix bien timbrée (Ostrovski en Lenski, Alexandre Petrov en Grigori) et la superbe Dame de pique d'Irina Bogatcheva, qui tient le public suspendu en exhalant très lentement, comme en un dernier souffle, l'air de Grétry.

Avec son orchestre très vivant et coloré, le premier chef, Valentin Kogine, contribue à la haute tenue de ces spectacles. S'il ne

semble pas très à l'aise dans le pastiche monastique du deuxième acte de *la Dame de pique*, trop raide et énervé, comme pour contrebalancer le côté sucré du ballet des bergers, en revanche dans les grandes pages romantiques de Tchostakovitch et les tableaux shakespeariens de Moussorgski, il imprime à ses musiciens de vastes mouvements lyriques, de soudaines poussées de fièvre, un souffle visionnaire qui soutient puissamment l'éloquence de la mise en scène.

Avant de quitter Leningrad, nous allons visiter un lieu fort symbolique : le palais des princes Youssoupov, transformé en hôpital pendant le siège des années 40, qui a retrouvé ses splendeurs. Plus riche que le tsar, le prince s'était fait construire un minuscule opéra de cinquante places, tout doré, stupéfiant, où l'on aurait pu jouer la tragédie qui se déroula non loin, dans la salle à manger, en 1916 : le festin et l'empoisonnement au cyanure de Raspoutine ivre, ensuite roué de coups dans la cave, et, pour faire bonne mesure, jeté dans la Néva. Un beau sujet pour un opéra sur Saint-Petersbourg, la ville cruelle de Pierre le Grand.

JACQUES LONCHAMPT.

- (1) Ed. Fayard, 1988.
- (2) Ed. Albin Michel, 1980.
- (3) Le nom de Kirov plus partout à Leningrad : ancien patron du Parti communiste de la ville, il y fut assassiné en 1934.
- (4) Changement de programme provoqué par une journée de deuil après le tremblement de terre d'Arménie.
- (5) Galina, Ed. Fayard 1985, p. 47.
- (6) « Ma-Lé-Got », sigle familier formé des initiales, pour « Petit Théâtre d'Etat de Leningrad ».

A plein rendement

Le Théâtre Maly a une contenance de mille deux cents places. Il donne chaque saison 358 représentations (200 d'opéras et 158 de ballets) avec un jour de relâche par semaine et un mois et demi de vacances, mais deux spectacles par jour pendant la période de Noël, et des matinées le dimanche.

Le répertoire d'une saison réunit vingt-quatre productions d'opéra et vingt-cinq de ballets, dont quatre nouvelles (deux dans chaque catégorie) avec au moins une création d'ouvrage contemporain.

La troupe compte un maximum de cinquante chanteurs (trente-sept actuellement), cent instrumentistes, cent dix danseurs, ainsi que les choristes, le personnel technique et administratif, etc. Cinq chefs d'orchestre et deux metteurs en scène (en plus du directeur artistique) sont attachés au théâtre.

Les bons comptes

A U moment où le budget et le type d'exploitation de l'Opéra de la Bastille font l'objet de violentes discussions, l'exemple du Théâtre Maly de Leningrad ne manque pas d'intérêt, malgré la différence des lieux et des régimes. Incroyables pour des Occidentaux, ces chiffres sont cependant exacts.

Le budget annuel du Théâtre Maly est de 1 280 000 roubles (soit 12,8 millions de francs au cours officiel du change) pour 358 spectacles (200 opéras et 158 ballets). L'Etat avance en début d'exercice une subvention de 1 030 000 roubles sur lesquels, à la clôture, le théâtre rend 800 000 roubles. La subvention de l'Etat s'élève donc finalement à 230 000 roubles (2,3 millions de francs).

La « masse » du budget provient de la vente des billets, dont le montant va de 1 à 3 roubles (10 à 30 F), qui produit 1 050 000 roubles, ce qui représente une moyenne de 1 173

pièces vendues par soirée pour ce théâtre de 1 200 places.

Par comparaison, le budget du Bolchoï de Moscou atteint 5 millions de roubles (50 millions de francs) et celui du Kirov (de Leningrad) 3,5 millions de roubles.

358 représentations par an

Pour l'Opéra de Paris en pleine mutation, les chiffres sont difficiles à établir ; selon son président, M. Pierre Bergé, le budget serait de 430 millions de francs pour l'Opéra de la Bastille et le palais Garnier (mais non la salle Favart). Quant au nombre de représentations prévues à la Bastille, on souhaite qu'il dépasse de beaucoup les chiffres avancés en avril dernier, par Daniel Barenboim et Pierre Vialls : 72 en 1990/91, 120 en 1991/92, ce qui ferait « pauvre » en regard des 358 du Maly.

On peut par ailleurs constater que les émoluments prévus pour

Daniel Barenboim, comme directeur artistique et chef d'orchestre (le Monde du 11 novembre), représentent à eux seuls l'équivalent de 66 % du budget total du Maly, trois fois la subvention que l'Etat soviétique alloue à ce théâtre et au moins cinquante fois les salaires réunis du directeur artistique et du premier chef d'orchestre.

Ceux-ci disposent certes en plus d'avantages en nature, mais assurément moins que M. Barenboim (deux places d'avion en première classe pour tout déplacement, six excellents fauteuils à l'Opéra pour chaque représentation, une voiture de luxe avec chauffeur, un appartement de fonction, une ligne téléphonique privée prise en charge par l'administration, sans compter quelques dispositions fiscales particulières) (1).

J. L.

(1) Cf. « La foire d'empoigne » de Maurice Fleuret, ancien directeur de la musique au ministère de la Culture, dans *le Nouvel Observateur* du 8 décembre.

CATS

Comédie musicale
(en version française)

A PARTIR DU 14 FEVRIER 1989
THEATRE DE PARIS

LOCATION OUVERTE 42.80.09.30

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

CINÉMA

L'Empereur et le Tigre

Le Japon du peuple et celui des rêves

Kurosawa va tourner son prochain film avec une production américaine. Il n'est pas prophète en son pays. Dans son pays, le public s'identifie aux aventures immuables depuis vingt ans, d'un homme du peuple, une sorte de Toto ou de Fernand nippon, surnommé le Tigre.

C'EST un rituel : deux fois par an, au moment des grandes fêtes (celle du Bon à la mi-août et celle de la fin de l'année), les Japonais ont leur « Tora-san ». Tout le monde peut en raconter l'histoire à l'avance, pour les salles sont toujours comblées. L'Occident a ses personnages fétiches que les spectateurs aiment retrouver d'un film à l'autre : de Don Camillo à Rocky en passant par la Panthère rose. Les Japonais ont Tora-san (M. Tigre). Ces jours-ci est sorti à Tokyo le quarantième film de ses tribulations, et soixante millions de Japonais (soit un sur deux) en ont vu au moins un.

Les « Tora-san » constituent une série intitulée *C'est dur d'être un homme* (*Otokowa tsurayoi*), dont le réalisateur est Yoji Yamada. Commencée il y a vingt ans, elle résiste à tout : au temps comme aux modes. Le dernier Tora-san, *Salada kinenbi* (c'est-à-dire le Jour mémorable de la salade, titre emprunté à un best-seller de la jeune poétesse dans le vent Machi Tawara), est exactement identique au trentième (même trame, mêmes personnages, mêmes acteurs).

« Tora-san » fait partie d'un cinéma japonais pratiquement inconnu à l'étranger. Les films de Yoji Yamada sont les héritiers des « comédies sociales » de l'avant-



Kiyoshi Atsumi et Fachiya Yoshiko Mita dans « Salada Kinenbi ».

guerre (*shomingeki*), débordant de sentimentalisme. Le Japon moderne y a ajouté un rire bon enfant mêlé à une certaine nostalgie envers un monde qui disparaît : celui du petit peuple de la ville basse.

Torajiro Kurume (ou Tora) est un orphelin, camelot (*tekiya*) de son métier, mais il est surtout l'homme de la rue, au sens propre du terme. Ses aventures héroïco-comiques l'entraînent aux quatre coins du Japon, et il revient toujours à *shitamachi* (la ville basse), dans son quartier de Kat-

sushika Shibamata, faubourg populaire d'autrefois, aujourd'hui noyé dans la nappe urbaine, qui a conservé l'atmosphère d'un petit quartier traditionnel. Son oncle et sa tante, sa sœur Sakura et sa famille y tiennent un petit commerce de gâteaux. Autour d'eux, un micro-univers qui est aussi celui de Tora-san : le voisin, patron d'imprimerie, ou le prêteur du temple et son aide simple d'esprit.

Avec son galure, sa grosse ceinture de laine qui chauffe les reins (*haramaki*), ses sandales traditionnelles (*zori*), sa veste à car-

reaux et sa valise, Tora-san est le héros des faubourgs, solitaire, bon enfant, pénétré de générosité et observant les rites de solidarité (le *giri*, les dettes d'affection). Il travaille dur, mais sait aussi paresser, louvoyer sans malice parmi les embûches de la vie. Il est *yasashi* (gentil, ouvert, disponible), qualité que les Japonais du petit peuple apprécient entre toutes. Tora-san ne possède rien, n'a pas fait beaucoup d'études, porte depuis vingt ans les mêmes vêtements, traverse l'existence en plaisantant, se frayant son chemin à coups de cœur et de roueries.

Les retours de Tora à la maison seront toujours suivis de chambardements, gags et quiproquos. Instable et rêveur, il entretient des relations chaotiques mais orageuses avec son entourage. A chaque film il tombe amoureux (inamoviblement des plus jolies vedettes du cinéma nippon), souffre quand il s'aperçoit que sa passion n'est pas partagée. Sakura, sa sœur, le maternise, soigne les blessures, mais bientôt la chaleur du foyer et la chambre de son enfance (qu'en son absence personne ne doit occuper) lassent Tora et il repart pour de nouveaux vagabondages, se fondant dans un paysage de la campagne japonaise.

Le héros de la petite liberté

Le nouveau Tora-san ne fait pas exception à la règle. Il commence comme tous les autres par un rêve (Tora s'imaginerait à tour en justicier, en Prix Nobel de médecine ou en gangster au grand cœur) et, une nouvelle fois, ses tribulations l'emmèneront à l'autre bout du Japon.

Pourquoi ce succès indéfectible ? Il y a d'abord, assurément, le jeu de cette « bête de théâtre de rue » qu'est Kiyoshi Atsumi lorsqu'il commence à faire du cinéma. Avec son visage rectangulaire, ses yeux en boutonnière et son grand rire, il fait corps avec le personnage de Tora-san. De plus, le spectateur entre facilement dans le monde de Tora. Il vieillit avec lui et si le décor est immuable, les acteurs ont, aujourd'hui, vingt ans de plus (et chaque année, par exemple, le fils de Sakura, neveu de Tora, grandit).

« Sans doute est-ce le goût de l'indépendance de Tora-san que les spectateurs aiment dans mes

films », dit Yoji Yamada. Savoir que ce genre de vie existe encore les rassure, et ils envoient même des esquisses de scénario. Pour ma part, c'est en parlant avec Atsumi, un habitant typique de la ville basse, que j'ai commencé à comprendre ce monde. C'est un babilon contre le changement. Il rappelle aux Japonais quelque chose d'important qu'ils sont en train de perdre. »

Comme metteur en scène politiquement engagé (de tendance communiste), respecté par la critique, Yoji Yamada a gagné, avec le succès des Tora-san, la liberté de faire d'autres films, comme le *Mouchoir jaune du bonheur* en 1978. Il a parfois été accusé de donner une vision démagogique du Japon moderne, auquel finalement son héros s'adapte. Il y a assurément dans les « Tora-san » des clichés rentables et une idéalisation de la vie du petit peuple. Mais, derrière la farce, le public est sensible à une utopie socialisante. Comme le souligne la critique de cinéma Tadao Sato, le thème de Yamada est moins la lutte de classes que le maintien dans le monde moderne de communautés où les relations humaines gardent une certaine chaleur. « Si mes films peuvent aider les Japonais à s'en souvenir, j'en serai content », dit Yoji Yamada.

Tora-san est l'antithèse des Japonais ordinaires, pris dans leur « plan de carrière » et les contraintes d'une société bureaucratique et conformiste : il est tout ce qu'ils ne sont pas. Tora-san représente une « petite liberté ». Non pas politique mais celle dont rêve tout un chacun — même les jeunes. « C'est pour cela qu'il est un héros populaire », estime le psychologue Kazuo Shimada.

PHILIPPE PONS.

Kurosawa tourne

Il est toujours aussi difficile pour un réalisateur japonais de talent de trouver un producteur dans son propre pays. Fût-il le plus prestigieux d'entre eux, fût-il Akira Kurosawa. « Pourquoi ? », La question fait sourire le réalisateur de *Ran* : « Je suis le premier à me le demander. Mais c'est ainsi. » Akira Kurosawa a annoncé, mardi 27 décembre au cours d'une conférence de presse, qu'il débutait le 6 janvier le tournage d'un nouveau film dont le montage financier est pour le moins complexe : Kurosawa Production empruntant sur le marché de l'euro-yen avec la garantie collatérale du distributeur américain Warner, qui achète les droits. A la production s'ajoutent Steven Spielberg et Industrial Light and Magic/Lucas Company.

Le film, dont le titre provisoire est *Dream* (en japonais *Konne yume wo mita* : Ces rêves que j'ai faits), sortira aux Etats-Unis en décembre 1989.

Moins ambitieux financièrement que ses derniers films (1,5 milliard de yens), *Dream* n'en comporte pas moins un risque. Kurosawa rompt avec le grand spectacle pour renouer avec un monde allégorique qui imprégnait un film comme *Dodes Caden* (1970). Un très beau film, émouvant, empreint de l'angoisse qu'éprouvait alors le réalisateur. Elle le conduisit d'ailleurs à une tentative de suicide un an après la sortie du film, qui fut au Japon un échec fracassant.

Témoin-complice de pitoyables créatures d'un bidonville, Kurosawa peignait dans *Dodes Caden* la misère avec les couleurs de l'enfance. C'est avec ce monde des rêves qu'il renoue ; avec « ces impressions associées dans nos esprits, ces secrets espoirs, ces sentiments déçus et ces craintes... Dans ce film, je voudrais tenter de vous présenter des rêves », écrit-il. Y aura-t-il dans *Dream* une sorte d'écho de *Dodes Caden* ? « Je ne sais pas encore, je voudrais rêver, j'ai toujours voulu entrer dans mes dessins. Après *Ran*, je me suis mis à écrire. Si on résume l'histoire, c'est sans intérêt. Un rêve, c'est une expression libre, fantastique... » Ce sont vos propres rêves ? « Oui, certains venus de l'enfance. »

Neuf rêves d'une dizaine de minutes chacun, où l'on retrouve notamment le jeune acteur Akira Terao, qui tient le rôle du réalisateur, et l'actrice Mitsuko Baisho (qui a joué dans *Zegen* de Shohei Imamura) dans le rôle de sa mère. Un film biographique ? « Non, instinctif. »

Le vieil « empereur » du cinéma japonais n'avait rien de jour-tà de cette attitude alambiquée qu'il affectionne parfois. A la question d'une jeune collègue japonaise : « A soixante-dix-neuf ans, pourquoi faites-vous encore des films ? », il répondit, souriant et charmant : « Made-moiselle, c'est parce que je n'ai rien de mieux à faire. »

Ph. P.

KAREL APPEL

RÉTROSPECTIVE 1937-1988
Peintures, Sculptures, Gouaches

PARIS ART CENTER

36, rue Falguière - 75015 Paris
Tél. : (1) 43.22.39.47

Du Mardi au Samedi de 14 H à 19 H

LIVRES

Un ouvrage sur Niepce par Paul Jay

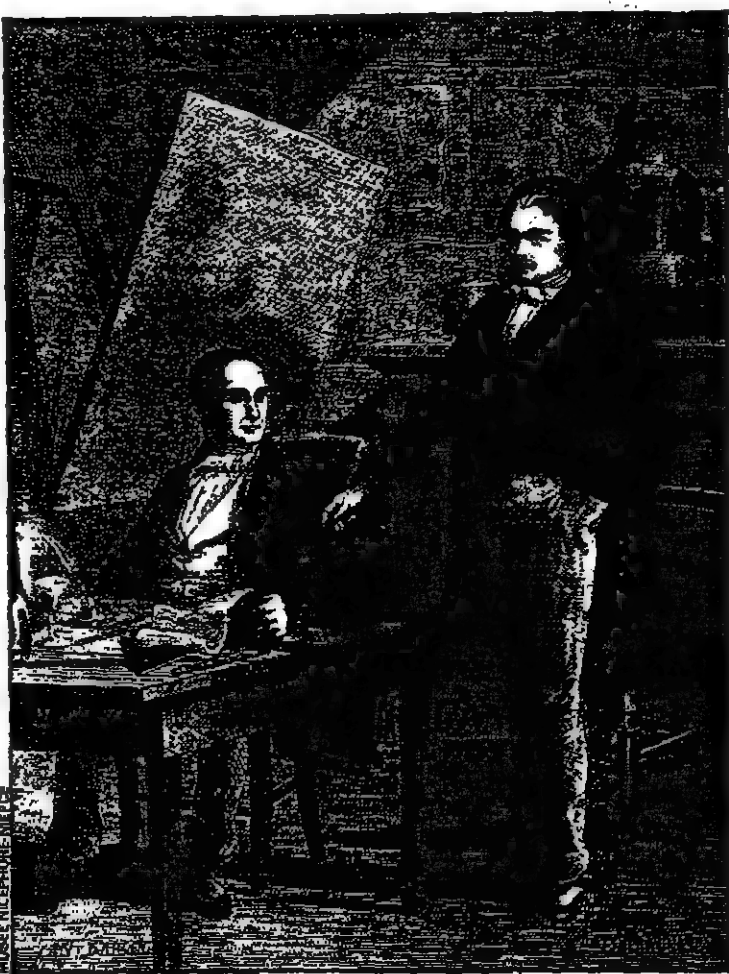
Un inventeur nommé Nicéphore

Instruite comme les minutes d'un procès, une somme qui relate, année par année, la mise au point du procédé de l'image fixe.

TAILLE moyenne, cheveux châtains, visage ovale, nez effilé, yeux gris, ainsi se présente physiquement Nicéphore Niepce à l'âge de trente-six ans. Fils d'un avocat, cet idéaliste désintéressé était d'abord un honnête artisan, amoureux du travail bien fait. « Modeste par excès, sa vie s'écoula paisiblement dans le sein de la famille », est-il écrit sur sa tombe.

A cheval sur deux cultures, ce bricoleur génial est aussi un homme de transition. Né le 7 mars 1765, il se destine d'abord à la prêtrise. Avec son frère Claude, sorte de double indissociable, il commence ses travaux en 1816. Marié à vingt-neuf ans, réformé, presque aveugle, au point qu'il porte des lunettes aux verres teintés en bleu, est-ce par un phénomène de compensation qu'il invente la photographie ? Ses recherches sur le pestel sont précédées par la trouvaille, en 1806, d'un moteur à explosion, le pyréolophore.

Assailli par des difficultés financières, meurtri par la perte de deux enfants, il essaie d'abord en secret de fixer à tâtons l'image issue de la chambre obscure. Captivé par le paysage, il fabrique une boîte carrée de 16 centimètres carrés, « une espèce d'œil artificiel... » grâce auquel il espère « emprisonner » la nature. Avec le réalisme pour objectif, en tenant compte de la position du soleil, il vise tout à la fois à transformer et à fixer les couleurs, à obtenir un positif et à affiner le contraste.



Nicéphore Niepce (gravure). Extrait du livre de Louis Figini « Les Merveilles de la Science ».

S'inspirant du procédé commun de la gravure, il combine l'acide et la lumière sur un support de métal. Le procédé met des années pour être au point. Malgré les épreuves, Niepce peaufine soigneusement sa découverte dont l'idée est née en Sardaigne en 1793 et qu'il tentera de faire publier en Angleterre en 1827. Tout s'accroît avec l'apparition de Louis-Jacques Mandé Daguerre, personnage séduisant,

peinture, la photo devient Daguerre un art du spectacle qui d'ailleurs va occuper et régenter à sa guise. Le contrat d'association est signé en 1829. Dix ans plus tard, en même temps que la révélation de Talbot, naît le « daguerrétype ».

Procheur prudent, Paul Jay, créateur du Musée Niepce à Chalon-sur-Saône, laisse parler les faits, sans prendre position. Mais on devine à qui vont ses faveurs. Sorte de publicitaire avant la lettre, Daguerre est décrit comme un opportuniste habile, roué, méprisant, un peu démoniaque. La relation des deux personnages est tout de suite conflictuelle même s'ils opèrent en tandem et progressent au coude-à-coude. Lorsque l'infortuné Nicéphore meurt subitement à sept heures du soir, le 5 juillet 1823, à l'âge de soixante-huit ans, il laisse à Daguerre le soin d'immortaliser son nom par la publication de sa découverte.

Outré de référence, cette étude est bâtie sur les manuscrits de Niepce, ses brevets, ses plans, sa correspondance. Résumant la fiction, Paul Jay a choisi de rendre l'inventeur familier. Aux prises avec les traces de la réalité quotidienne, il n'épargne pas le compte rendu d'une fluxion dentaire, d'un estomac dérangé, d'une crise de fièvre. L'accord avec Daguerre apparaît clairement comme une mystification. En déclarant enjointes lettres dans l'introduction que Niepce finit par se faire « voler » sa découverte, cet ouvrage volumineux sur la genèse d'une invention se lit à la fois comme une fable et un procès.

PATRICK ROEGERS.

* Paul Jay, « Niepce, genèse d'une invention », édité par la société des Amis du Musée Niepce, avec l'aide de la ville de Chalon-sur-Saône et du ministère de la culture (Paris/Moscou), 355 p., 70 illustrations, 500 F.

Musée Niepce, 28, quai des Messageries, 71100 Chalon-sur-Saône.

André Br...
le réhabi...
dans une fan...
Charles Cr...
c'est v...
recoûté apr...
projeté q...
frères de l...
des très pe...
le la lesc sa

Les pionniers de la communication

La mémoire des sons

Cinquante ans après la fondation, à Paris, de la première phonothèque à caractère encyclopédique, la Bibliothèque nationale rend hommage aux pionniers qui, de fil en aiguille, ont capturé les sons.

OMINIPRÉSENT, au point d'être parfois envahissant, l'enregistrement sonore découle de trois inventions, le téléphone, le phonographe et la radio, datant respectivement de 1876, 1877 et 1896. Inchangées dans leurs grands principes, elles sont à la base même des techniques encore utilisées de nos jours pour enregistrer ou diffuser les sons.

Riches de plus d'un million de documents, la Phonothèque nationale (rattachée depuis 1977 à la Bibliothèque nationale) organise une exposition qui retrace la for-

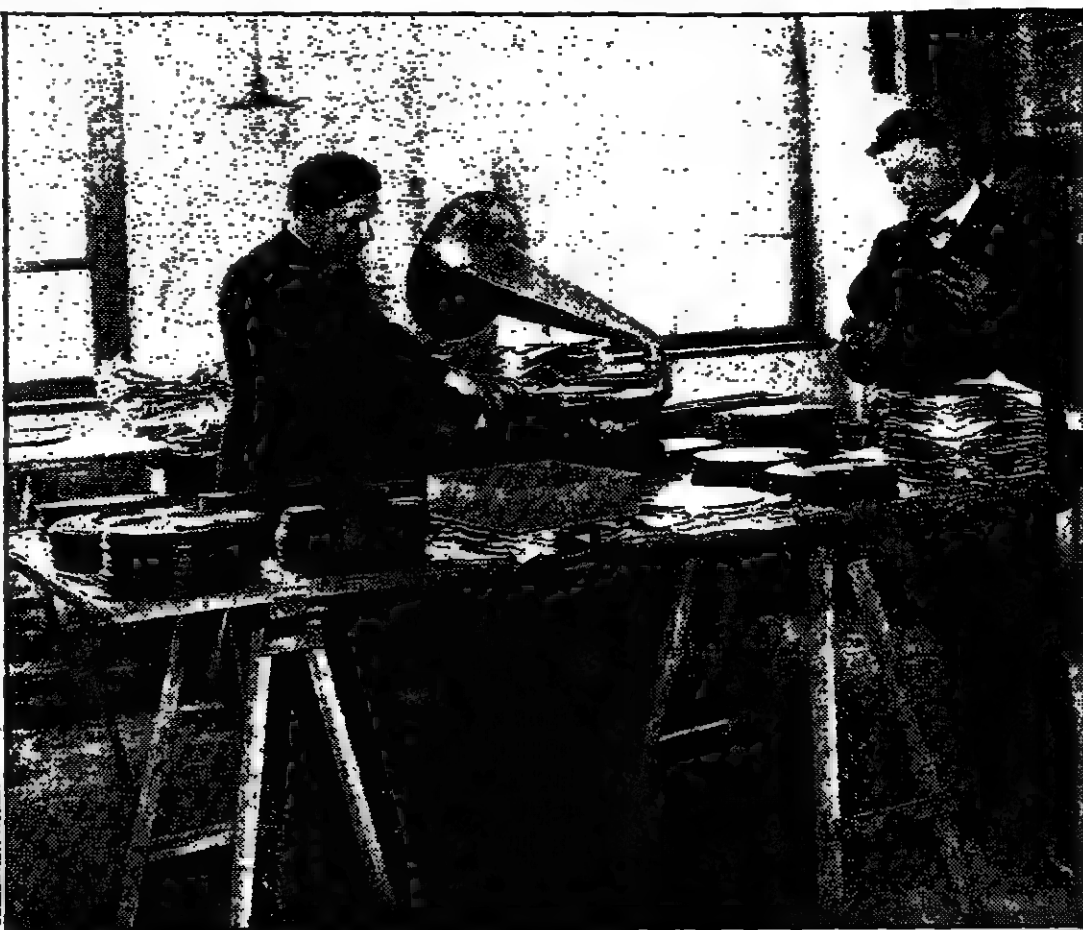
midable aventure des fous enregistrants avec leurs drôles de machines.

La première partie de l'exposition est muette et regroupe des documents relatifs à Charles Cros. Des photos, des lettres, des manuscrits, des plans colorés, des objets, retracent la vie et l'œuvre du poète inventeur. Présents dans un cadre intime, ces documents évoquent le portrait vivant, palpable, d'un homme qu'on aurait aimé fréquenter. Parmi toutes les pièces exposées, il en est une qui décrit un procédé de sténographie musicale tout à fait ingénieux. En artiste, Cros n'a pas sorti son équerre, son compas et sa règle pour le dessiner, il leur a préféré les encres de couleur, il a écrit de travers, lancé des flèches, débordé dans la marge. Au point que ce qui ne devrait être qu'un simple plan devient un superbe tableau devant lequel on se prend à rêver.

Du rêve...
à la réalité

En sortant de cette première pièce, on bascule dans l'univers du sonore. Installées de chaque côté d'un couloir plongé dans l'obscurité, des vitrines présentent des objets inanimés mais sonores. A droite, un choix d'appareils, parfois minuscules, parfois énormes, montrent l'industrialisation du paléophone de Cros. A gauche, des phonographes, des poupées enfilant dans leurs poitrines des minuscules disques noirs, des machines infernales censées traduire sous formes de graphiques les sons parlés — on attend encore l'appareil apte à en traduire les courbes!

Un casque à liaison radio sur la tête, on écoute, et l'on est ému par la présence des documents diffusés. Entendre Thomas Edison lancer « Mary had a little lamb » dans le cornet acoustique de 1887, Gustave Eiffel présenter, de sa voix rocailleuse, sa famille,



Contrôle des disques au début des années 20.

Une phonothèque pour quoi faire ?

FONDÉE en 1938, la Phonothèque nationale a pour mission de « recevoir en dépôt, de traiter et de communiquer les documents audiovisuels » qui lui sont confiés par l'intermédiaire du dépôt légal ou de dons privés. Depuis 1943, chaque disque mis en vente sur le marché français doit obligatoirement être adressé à cet organisme. Depuis 1975 et 1977, les vidéogrammes et les films sont également astreints au dépôt obligatoire.

Plus d'un million de disques et de bandes magnétiques sont aujourd'hui conservés à la Phonothèque nationale; viennent s'y ajouter environ 7 500 vidéocassettes ou vidéodisques et 5 000 documents multimédias.

Chaque année, plus de 15 000 disques, 1 500 films, 2 000 vidéocassettes et 1 200 documents multimédias viennent enrichir une collection sur laquelle Marie-France Calas, conservateur en chef de la Phonothèque et instigatrice de cette exposition, veille jalousement.

Depuis 1983, le dépôt légal est accessible sur minitel (3615 LEDA).

Non contente de conserver, la Phonothèque nationale restaure et duplique ses archives, édite des documents... et vole au secours d'une industrie du disque, dont la mémoire est parfois défaillante.

A. L.

ses amis, Mary Garden (la Médiane de Debussy) chanter « L'amour est une rare vertu », Léon Tolstoï expliquer en français « Qu'est-ce que la religion? », l'archiduc Rodolphe enregistré sur un fil métallique, nous renvoie souvent, mieux que ne le fait l'image muette de cette époque, à un univers révolu.

Qu'y avait-il derrière ces voix dont la présence physique s'impose malgré le bruit de fond? Il semble qu'avec le son, le phonographe ait aussi emprisonné un peu de l'air, de l'atmosphère, qui entourait tous ces personnages. A défaut de voir les images que la

machine n'a pu capter, on entend les mimiques de l'époque: pouvoir des sons.

N'est-ce pas ce qu'ont compris les grands dictateurs fascistes, qui enregistraient leur voix sur des bandes magnétiques qu'ils faisaient diffuser à travers toute l'Allemagne, toute l'Italie. On nous montre toujours les foules « acclamantes », agglutinées dans des stades, le bras levé vers leur idole, mais imagine-t-on toutes ces familles écoutant religieusement les vociférations macabres d'Hitler et de Mussolini l'oreille collée à leur TSF? Se souvient-on

des millions de haut-parleurs diffusant les pensées de Mao pendant la révolution culturelle?

Passer en quelques mètres d'une exposition émouvante, ludique, à cette terreur incantatoire est une expérience dont on ne sort pas ragailardi mais qui, mieux qu'aucun discours, illustre le passage du rêve à la réalité.

ALAIN LOMPECH.

★ De fil en aiguille, les pionniers de la communication, Charles Cros et les autres. Chaque jour, sauf le mardi, de 12 h à 18 h 30, galerie Colbert, 6, rue des Petits-Champs-2, rue Vivienne, 75002 Paris. 30 F. Tarif réduit: 20 F. Jusqu'en 1^{er} avril 1989.

Calendrier des manifestations

Colloque

« Télécommunications, espaces et innovations aux XIX^e et XX^e siècles ». Les 5 et 6 janvier, de 9 heures à 18 heures.

Conférences

« Charles Cros ou l'Unité retrouvée », par Louis Forestier. Jeudi 9 février, à 18 h 30.

« La Phonographie et les interprètes », par Daniel Mary. Jeudi 16 février, à 18 h 30.

« Téléphones, machines parlantes et société », par Paul Charbon. Jeudi 2 mars, à 18 h 30.

« La son à travers les techniques de l'enregistrement », par Jean-Marc Fontaine. Jeudi 9 mars, à 18 h 30.

Renseignements: tél.: 47-03-88-20.

La poésie du futur

Il y a cent ans, Charles Cros s'éteignait, à l'âge de quarante-six ans, dans le plus grand dénuement. Peu célébré de son vivant, ce touche-à-tout de génie est pourtant à l'origine d'inventions qui allaient bouleverser le siècle à venir.

EN 1864, Cros décrit un « procédé de sténographie musicale destiné à la représentation graphique exacte de la musique exécutée sur les instruments à clavier ». L'année suivante, il dessine une machine typographique, le 21 février 1865, il dépose un brevet d'invention sur un « télégraphe autographique à mouvements conjugués non indépendants et à un seul fil de ligne ». Les 7, 14 et 21 août 1869, il publie dans Cosmos une « Étude sur les moyens de communication avec les planètes ». En 1885, il réalise un procédé de « photographie » en couleurs qu'il baptise chromolithographie, en 1886, il imagine un « remède contre le phylloxéra » qui ravageait le vignoble français.

Dès 1867, il avait soumis à l'Académie des sciences une note sur la « reproduction des formes colorées et des mouvements », ce qui fait de lui l'inventeur du cinématographe. Mais c'est le 18 avril qu'il dépose à l'Académie des sciences un pli cacheté qui allait devenir l'enjeu d'une célèbre bataille avec Thomas Edison, décrivant « un procédé d'enregistrement et de reproduction des phénomènes perçus par l'ouïe ».

André Breton le réhabilité

Né dans une famille de deux dingues, Charles Cros fait l'école buissonnière: c'est son père, professeur révoqué après 1848 pour ses idées libérales, qui l'enseigne. Un des frères de Charles Cros compose des vers pendant les loisirs que lui laisse sa profession de



médecin, l'autre, sculpteur, retrouve le secret de la peinture encaustique et de la pâte de verre: lorsqu'un des frères annonce qu'il a découvert le moyen de rendre les hommes immortels, le père se contente de répondre: « Ne fais pas cela, ils seraient trop malheureux! ».

Esprit libre, Charles Cros se rangera du côté des communistes et n'hésitera pas en pleine idéologie positiviste scientifique à mêler le rêve et la poésie à ses travaux scientifiques: « Chez les nuls qui ne voient qu'hier, le poète interdit et fier, rêvant l'art de demain s'efface... » Dans ces

conditions comment s'étonner que Charles Cros ne sur ni se protéger contre les copieurs ni commercialiser ses découvertes, qui profiteraient à d'autres?

Poète, il n'eut guère plus de chance. Il écrivit des monologues — dont le célèbre *Havensau* — qui connurent le succès, mais qui firent surtout gagner beaucoup d'argent à Coquelin Cadet... Malgré le soutien enthousiaste de Verlaine, de Villiers de l'Isle-Adam et d'Apollinaire, il fallut attendre les surréalistes et André Breton pour que Cros sorte du purgatoire.

A. L.

Découvrez John en paroles et musique.

GRAND PRIX
ET PRIX DU PUBLIC
vol rock 688
PRÉFÉRÉ PAR SERGE GAINSBOURG



IMAGINE

John Lennon

WARNER BROS. Présente Une Production DAVID L. WOLPER Un Film de ANDREW SOLT
"IMAGINE: JOHN LENNON" Raconté par JOHN LENNON Supervision du montage BUD FRIEDGEN, A.C.E.

Co-producteur SAM EGAN Écrit par SAM EGAN et ANDREW SOLT
Produit par DAVID L. WOLPER et ANDREW SOLT Réalisé par ANDREW SOLT

DISTRIBUÉ PAR WARNER BROS. (THÉÂTRE) INC. A WARNER COMMUNICATIONS COMPANY

VO: GAUMONT AMBASSADE - GAUMONT LES HALLES - GAUMONT OPÉRA
MONTPARNASSE BIENVENUE - ST-GERMAIN-DES-PRÉS - 14 JUILLET BEAUGRENELLE

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Place Georges-Pompidou (42-77-13-33). T.l.j. sf mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

ALVARO ALTO. Du romantisme national à l'architecture viscérale. Centre d'information CCI. Entrée : Entrée libre. Jusqu'au 29 janvier.

ACCROCHAGE DES COLLECTIONS D'ART CONTEMPORAIN DU MUSÉE. Galeries contemporaines. Entrée : 16 F. Jusqu'au 29 janvier.

COMME UN BIJOU. Galeries des brèves du CCI. Entrée : Entrée libre. Jusqu'au 9 janvier.

CHATEAUX BORDEAUX. Histoire et renouveau des architectures de la civilisation du vin. Galerie du CCI. Entrée : 15 F. Jusqu'au 29 janvier.

ENSEMBLE D'ENSEMBLES. Musée national d'Art moderne. Entrée : 22 F. Jusqu'au 27 mars.

THOMAS HUBERT. sept lieux. Galeries contemporaines. Entrée : 16 F. Jusqu'au 29 janvier.

SITE ET SABLE. Atelier des enfants. Entrée : Entrée libre. Jusqu'au 30 janvier.

JEAN TINGUELY. 1954 - 1987. Grande galerie - 5^e étage. Entrée : 30 F. Jusqu'au 27 mars.

Musée d'Orsay

1, rue de la Bouteillerie (40-49-48-14). T.l.j. sf lun. de 10 h à 18 h, dim. de 9 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45.

L'AGE D'OR DE CAMILLE CLAUDEL. Exposition d'œuvres. Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 8 janvier.

L'ARCHITECTURE HOSPITALIÈRE AU XIX^e SIÈCLE. L'EXEMPLE PARISIEN. Exposition d'œuvres. Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 8 janvier.

CÉZANNE. Les années de jeunesse 1859-1872. Entrée : 30 F. Jusqu'au 31 décembre.

DESSINS D'ALEXANDRE HESSE. Photographies art graphiques - exposition d'œuvres. Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 22 janvier.

L'ENFANT ET L'IMAGE AU XIX^e SIÈCLE. Exposition d'œuvres. Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 8 janvier.

HUES ET CANAUX DE VENISE - LES ALBUMS PUBLIÉS PAR ONGANIA. Photographies art graphiques - exposition d'œuvres. Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 22 janvier.

Palais du Louvre

Entrée principale sur la rue des Tuileries (42-60-39-35). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h.

PEINTRES REMBRANESQUES AU LOUVRE. Pavillon de Flore. Entrée : 20 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 27 mars.

REMBRANDT ET SON ÉCOLE - DESSINS DU MUSÉE DU LOUVRE. Pavillon de Flore. Entrée : 20 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 27 mars.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.l.j. sf lun. de 10 h à 17 h 30, mar. jusqu'à 20 h 30.

LA PHOTOGRAPHIE ET LE PHOTOGRAPHE. Sélection de photographies à partir des collections du Musée. Entrée : 15 F. Jusqu'au 26 février.

VIVA DI ROSA. Musée des Enfants.

Entrée : 15 F. Jusqu'au 31 décembre.

ALICE SPRINGS. Purrains récents. Entrée : 15 F. Jusqu'au 31 décembre.

Grand Palais

Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. G.-Eisenhower.

MOI ET LES AUTRES. PORTRAITS DE JACQUES-HENRI LARTIGUE. (42-56-37-11). T.l.j. sf mar. et mar. de 12 h à 19 h. Entrée : 13 F. Jusqu'au 15 mai.

SEICENTO. Le siècle de Caravage dans les collections françaises. Galeries nationales (42-56-09-24). T.l.j. sf mar. de 10 h à 20 h, mer. Jusqu'à 22 h. Entrée : 28 F. Jusqu'au 2 janvier.

Cité des sciences et de l'industrie

30, av. Corentin-Leprieux (46-42-13-13). Mar. jeu. ven. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 21 h, sam., dim. et jours fériés de 12 h à 20 h. Fermé lun.

L'IMAGE CALCULÉE. Espace Claude Bernard. Entrée : 30 F (Cité pass). Jusqu'au 1^{er} août.

Musées

PAUL ABADIE. Architecte 1812-1884. Musée national des Monuments français, palais de Chaillot, place du Trocadéro (47-27-35-74). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 12 h 30 et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. Jusqu'au 16 janvier.

LES ANNÉES UAM. L'Union des artistes modernes, 1929-1958. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. sf lun. et mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 29 janvier.

LES ARTS ET MÉTIERS EN RÉVOLUTION. Idéologie dans les collections du Musée national des Techniques. Musée national des Techniques, 270, rue Saint-Martin (40-27-23-75). T.l.j. sf lun. et jours fériés de 13 h à 17 h 30. Entrée : 10 F (gratuit le dim.). Jusqu'au 22 janvier.

CAMEROUN. ART ET ARCHITECTURE. Musée national des Arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (43-43-14-54). T.l.j. sf mar. de 10 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F, 13 F (dim.). Jusqu'au 13 février.

HENRI CARTIER-BRESSON. 40 photographies. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 30 F (comprenant l'ensemble des expositions). Jusqu'au 16 janvier.

LES CHAMPS-ÉLYSÉES ET LEUR QUARTIER. Musée Jacquemart-André, 158, bd Haussmann (42-71-82-20). T.l.j. sf lun. de 13 h à 18 h. Entrée : 35 F. Jusqu'au 15 janvier.

LES CITÉS OUBLIÉES DE L'UNION. Archéologie du Paléolithique. Musée national des Arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (43-43-14-54). T.l.j. sf mar. de 10 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 29 janvier.

COULEURS DU TEMPS. Photographies aéropographiques et antérieures prises par E. Coudré. Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne (47-03-01-34). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 16 F. Jusqu'au 27 février.

ENCROUSILLES ET LANGOUROUX. Peintures des aborigènes d'Australie. Musée national des Arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (43-43-14-54). T.l.j. sf mar. de 10 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 29 janvier.

CRÉATEURS DE MODE. CRÉATEURS D'IMAGES. Musée des Arts

décoratifs, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. sf lun. et mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 31 décembre.

DES GRANDS CHANTIERS... HIER. PHOTOGRAPHIES, DESSINS

de l'architecte et de l'ingénieur maître de 1908. Musée-galerie de la Seine, 12, rue Surcouf (45-56-60-17). T.l.j. sf dim. et jours fériés de 11 h à 18 h. Jusqu'au 14 janvier.

L'ELEGANCE FRANÇAISE AU CINÉMA. Musée de la Mode et du Costume

Palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Sicile (47-20-83-23). T.l.j. sf lun. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 25 F. Jusqu'au 8 janvier.

GARGAT-JONEMANN. Créateurs de bijoux

Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. sf lun. mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 10 F (ou billet groupé avec les autres expositions du musée). Jusqu'au 12 février.

LES GRANDES BAINÉES DE PICASSO. Musée de l'Orangerie, place de la Concorde

jardin des Tuileries (42-97-48-16). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Fermé le 1^{er} janvier. Entrée : 15 F (8 F dim.). Jusqu'au 6 mars.

ICÔNES ET MERVEILLES. HOMMAGE AU MILLENAIRE DU BAPTÊME DE LA RUSSIE. Collections françaises et étrangères

Musée Cornélius, 7, av. Vercingétorix (43-63-50-75). T.l.j. sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Visites conférences les 7, 14, 21, 28 janvier, 4 et 11 février à 10 h 30. Entrée : 20 F. Jusqu'au 19 février.

IZIS. Rétrospective. Caisse nationale des monuments historiques

hôtel de Sully, 62, rue Saint-Anthoine (42-74-22-23). T.l.j. sf lun. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 8 janvier.

HENRI MANGUIN. Le Œuvre du peintre

Musée Marmottan, 2, rue Louis-Bouilly (42-24-02-02). T.l.j. sf lun. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 18 F. Jusqu'au 8 janvier.

LA MAXIPHOTOGRAPHIE DU XIX^e SIÈCLE. Bibliothèque Nationale

Palais de la République, 2, rue Vivienne - 6, rue des Petits-Champs (47-03-81-26). T.l.j. sf dim. de 12 h à 18 h 30. Entrée : Entrée libre. Jusqu'au 14 janvier.

ISSEY MIYAKE. Musée des Arts décoratifs

bibliothèque, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. sf lun. et mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 décembre.

MORCAUX CHOSSE. Le XIX^e siècle dans les collections des musées d'Orsay

Palais de la République, 2, rue Vivienne - 6, rue des Petits-Champs (47-03-81-26). T.l.j. sf dim. de 12 h à 18 h 30. Entrée : Entrée libre. Jusqu'au 14 janvier.

L'ORDRE DE MALTE ET LA FRANCE. Musée national de la Légion d'Honneur

et des ordres de chevalerie, hôtel de Sully - 2, rue de la Bouteillerie (45-53-93-63). T.l.j. sf lun. de 14 h à 17 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 19 mars.

PICASSO PEINTRE-GRAVEUR. 1946-1958. Musée Picasso

boulevard Saint-Salvi - 1, rue de Thorigny (42-71-25-21). T.l.j. sf mar. de 9 h 15 à 17 h 15, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 22 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 2 janvier.

POUPÉES AMÉRICAINES. 1840 - 1988. Musée des Arts décoratifs

galerie des jouets, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. sf lun. et mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 5 mars.

LES PREMIERS PORTRAITS DE JEAN-JACQUES HENNER. Musée Jean-Jacques Henner

45, av. de Villiers (47-63-42-73). T.l.j. sf lun. de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Jusqu'au 15 janvier.

QUARANTE ANS D'AFFICHES UNICEF. Musée de la publicité

18, rue du Paradis (42-46-13-09). T.l.j. sf mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 13 février.

ARY SCHEFFER ET SON ENTOURAGE. Musée de la Vie romantique

maison Renan-Scheffer, 16, rue Chapuis (48-74-95-38). T.l.j. sf lun. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 10 F. Jusqu'au 15 mars.

LE SYMBOLISME DANS LES COLLECTIONS DU PETIT PALAIS. Musée du Petit Palais

av. Winston-Churchill (42-65-12-73). T.l.j. sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 25 F. Jusqu'au 19 février.

LE TEMPS DE LA VILLE. Maison de la Ville

30, av. Corentin-Carion (42-78-70-00). T.l.j. sf lun. mar. et jours fériés de 14 h à 19 h. Entrée : Entrée gratuite. Jusqu'au 15 mars.

TÊTES DE PUB. LES ÉCOLES S'AFFICHENT. Musée de la publicité

18, rue du Paradis (42-46-13-09). T.l.j. sf mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 13 février.

UN VILLAGE AU TEMPS DE CHARLEMAGNE. Musée national des arts et traditions populaires

6, av. du Maine-Montparnasse (40-67-90-00). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h 15. Entrée : 14 F. dim. : 9 F. Jusqu'au 30 avril.

LA VIE ET L'ART DES INUIT DU NORD QUÉBÉCOIS. Musée de l'Homme

palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-60). T.l.j. sf mar. et fêtes de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 25 F (billet donnant droit à la visite du musée). Jusqu'au 6 mars.

VRAI OU FAUX ? Copies, fautes, falsifications. Bibliothèque Nationale

Palais de la République, 2, rue Vivienne - 6, rue des Petits-Champs (47-03-81-26). T.l.j. sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Visites conférences les 7, 14, 21, 28 janvier, 4 et 11 février à 10 h 30. Entrée : 20 F. Jusqu'au 19 février.

VUES D'EN HAUT. Le photographe aérien en 1914-1918. Hôtel national des Invalides

Cour d'honneur, place des Invalides (45-54-92-92). T.l.j. sf dim. de 10 h à 17 h. Entrée : Entrée libre. Jusqu'au 31 janvier.

Centres culturels

ART ET MYTHOLOGIE. Figures

Théâtre. Fondation Dapper, 50, av. Victor-Hugo (45-00-01-50). T.l.j. sf lun. de 11 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 25 février.

BLACK PHOTOGRAPHY IN AMERICA. Pavillon des Arts

101, rue Saint-Louis (42-33-82-30). T.l.j. sf lun. de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 20 F. Jusqu'au 15 janvier.

LE CHIFFRE. Multiples approches dans l'art contemporain - 1960-1988

Carrière des Arts, parc floral de Paris, esplanade du château de Vincennes (43-47-73-72). T.l.j. sf lun. de 10 h 30 à 17 h. Entrée : Entrée libre. Jusqu'au 1^{er} janvier.

LES DERNIÈRES ACQUISITIONS DE LA FONDATION CARTIER. Cartier

31, rue Franklin - 1^{er}. T.l.j. sf dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 15 janvier.

BRUNO KERS. Le maître de Stockholm

Centre culturel suédois, hôtel de Marie - 11, rue Payenne (42-71-82-20). T.l.j. sf lun. et dim. de 12 h à 18 h, sam. et dim. de 14 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 5 janvier.

IRWIN. Centre national des Arts plastiques

11, rue Bermyer (45-63-90-53). T.l.j. sf mar. de 11 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 30 décembre.

LEVER DE RIDEAU. LES ARTS DU SPECTACLE EN FRANCE. Dans les collections de la Bibliothèque Forney

Bibliothèque Forney, hôtel de Sens, 1, rue du Fignier (42-78-14-60). T.l.j. sf lun. et lun. de 13 h 30 à 20 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 25 février.

URSI ET BERNHARD LUGENBUHL. Célébrités et gravures, dessins, sculptures

Centre culturel suisse, 33-38, rue de France-Bourgeois (42-71-38-38). T.l.j. sf lun. et mar. de 13 h à 18 h. Jusqu'au 15 janvier.

MICHEL MADORE, NORMAND CONNOLLY-PARADIS, ANNE BRENNER. Centre culturel canadien

5, rue de Constantin (45-51-35-73). T.l.j. sf dim. et lun. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 14 janvier.

SGHARD OLSSON. Centre culturel suédois

hôtel de Marie, 11, rue Payenne (42-71-82-20). T.l.j. sf lun. et mar. de 12 h à 18 h, sam., dim. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 5 janvier.

PEINTRES CONTEMPORAINS MEDITERRANÉENS. Institut du monde arabe

salle d'exposition, 23, quai Saint-Bernard (46-34-25-25). T.l.j. sf lun. de 13 h à 20 h. Entrée : Entrée libre. Jusqu'au 31 décembre.

SCULPTURES ANGLAIS DU XIX^e SIÈCLE. Galerie Artcurial

9, av. Montpignon (42-99-16-16). Jusqu'au 7 janvier.

DOROTHÉE SELZ. Galerie Lara Vincy

47, rue de Seine (43-26-72-51). Jusqu'au 8 janvier.

TABUCHI. Galerie Ariél

140, bd Haussmann (45-42-13-09). Jusqu'au 20 janvier.

TAPIES, MANOLO VALDES. Galerie Artcurial

42, rue du Bac (45-48-15-15). Jusqu'au 31 janvier.

BERNARD TUBOT. Galerie G. Bernard

et Gwendolyn Zurek, 19, rue de l'Abbé-Grégoire (45-48-10-22). Jusqu'au 28 janvier.

UN PETIT SOURIRE S'IL VOUS PLAÎT. Un regard sur la photographie

soviétique contemporaine. Compagnie de la photographie, cour du Bel-Air - 56, rue du Faubourg-Saint-Antoine (43-44-11-36). Jusqu'au 14 janvier.

Ghez, Gherber, L. Muller et Peyre. Galerie Caroline Corre

14, rue Godefroid (43-54-57-67). Jusqu'au 14 janvier.

CAMILLE CLAUDEL. 1864 - 1943. sculptures

Galerie Odiermann-Cazeau, 83 bis, rue du Faubourg-Saint-Honoré (42-66-92-58). Jusqu'au 31 janvier.

BILL COPLEY, KARAHALIOS. Galerie 1900-2000

8, rue Bonaparte (43-23-84-20). Jusqu'au 30 décembre.

DALL. Sculptures. Galerie Parisis

Trigano, 4 bis, rue des Beaux-Arts (46-34-15-01). Jusqu'au 29 janvier.

DIX ANS DE LA GALERIE ERVAL. Galerie Erval

16, rue de Seine (43-54-73-49). Jusqu'au 15 janvier.

OTTO DOL. Dessins de guerre 1915-1917. Galerie Toudouze

105, rue Quincampoix (42-78-61-79). Jusqu'au 18 février.

DRUILLET. Marques, suite à Salammbô. Galerie Pascal Gabert

80, rue Quincampoix (48-04-84-84). Jusqu'au 8 janvier.

ELIZABETH FRANZHEIM. Galerie d'art international

12, rue Jean-Ferrand (43-48-84-28). Jusqu'au 28 janvier.

RUPPERT GARCIA. New York. Galerie Claude Samson

18, pl. des Vosges (42-77-16-77). Jusqu'au 7 janvier.

GILLOLLI. Galerie Dim Vigny

36, rue Jacob (42-80-23-18). Jusqu'au 31 janvier.

EYE GRAMATZEL. Galerie Bernard Jordan

52-54, rue de la Temples (42-72-39-64). Jusqu'au 7 janvier.

RAYMOND HADIS. Galerie Hayman

56, rue de l'Université (42-22-38-09). Jusqu'au 26 février.

REBECCA HORN. Galerie de France

50-52, rue de la Verrerie (42-74-38-00). Jusqu'au 7 janvier.

ALEXIS DE KERMOAL. Galerie Lacombe-Frémont

23, rue Saint-Gobain-de-Bretonneville (42-74-02-30). Jusqu'au 14 janvier.

GEORGES KOSKAS. À côté des jeunes filles en fleurs

Galerie Raphaël, 12, rue Pavée (48-87-80-36). Jusqu'au 5 mars.

LEONARDI. Espace aménagé. Galerie Convergence

39, rue des Archives (42-78-57-45). Jusqu'au 17 janvier.

ANDRÉ LEOCAT. Loin du bruit. Galerie Zabriske

37, rue Quincampoix (42-72-35-47). Jusqu'au 19 janvier.

LUTZ. Sculptures récentes. Galerie du Dragon

19, rue du Dragon (45-48-24-19). Jusqu'au 14 janvier.

MAGITTE. Le dessin en croquis. Galerie Les Beaux-Arts

43-54-22-40). Jusqu'au 7 janvier.

MASQUES MÉCANIQUES. Galerie Margot Virgil

11, cité Vézou - entrée 94, bd de Clichy (42-62-21-22). Jusqu'au 20 janvier.

MICHAUX, ALECHINSKY. Galerie Laloux

13-14, rue de Théron (45-63-13-19). Jusqu'au 14 janvier.

NATURES MORTES. Galerie Dorand

Desert, 3, rue des Hautefeuilles (42-77-63-60). Jusqu'au 14 janvier.

MAX NEUMANN, HELLA SANTAROSSA, THOMAS LANGE. Trois peintres allemands

Galerie Pierre Bismuth, 156, bd Haussmann (45-62-88-86). Jusqu'au 14 janvier.

STEVEN PARKING. Galerie Sylvain Loran

13, rue Chapuis (48-04-53-02). Jusqu'au 21 janvier.

PEINTRES À DÉCOUVRIR. Galerie Peinture fraîche

29, rue de Bourgogne (45-51-00-83). Jusqu'au 7 janvier.

Moncha, Pissarro, Serge III Tolsty. Centre d'Art contemporain Pablo Neruda

22, rue Marcel-Cachin (60-89-00-72). T.l.j. sf lun. de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 18 h 30, dim. de 16 h à 19 h. Jusqu'au 9 janvier.

IVRY-SUR-SEINE. Pierre Buraglio, Eric Seel

Centre d'art contemporain, 93, av. Georges-Gonard (46-70-15-71). T.l.j. sf lun. de 12 h à 19 h, dim. de 11 h à 17 h. Jusqu'au 15 janvier.

MEAUX. De Nicole dell'Abate à Nicolas Poussin

à nos sources du classicisme (1550

Communication

La disparition de la mission Câble

Le réquisitoire de M. Péricard contre France-Télécom

« Il faut savoir si l'intérêt général est supérieur aux intérêts d'une seule administration, aussi performante soit-elle » : c'est un véritable réquisitoire contre France-Télécom que dresse M. Michel Péricard, au moment de quitter la présidence de la mission Câble, un organisme dont il déplore la disparition le 1^{er} janvier prochain. En brandissant ainsi l'étendard de la révolte des élus locaux contre l'administration des télécommunications, le député RPR l'accuse de « limiter l'usage des réseaux câblés à la seule télédistri- bution, de freiner l'expérimentation de nouveaux services, d'instaurer un contrôle sur les services de télé- vision payante » grâce au contrôle des futurs décodeurs dits universels. Bref, l'hydre France-Télécom, contrôlant de plus l'UDF, reconstruit un monopole sur les moyens de communication, qui va à l'encontre de la décentralisation, selon M. Péricard.

M. Péricard souhaite que le rôle de « médiateur » de la mission Câble soit poursuivi.

Créée en 1983 pour accompagner pendant trois ans les débuts de la télévision par câble, et présidée jusqu'en 1986 par le député socialiste M. Bernard Schreiner, la mission Câble fut prolongée de deux ans par un décret de 1987. Avec un budget qui fut au maximum de 50 millions de francs annuels (en 1985) et qui a baissé ensuite jusqu'à 24 mil- lions cette année (dont 12 versés en décembre...), elle a bien rempli son rôle, estime M. Péricard.

De nouvelles orientations

Information auprès des élus locaux, encouragement à la produc- tion et à la distribution de pro- grammes pour le câble, coordination interministérielle pour débayer tous

les problèmes juridiques entourant ce nouveau média, négociations avec les producteurs et les auteurs, soutien aux chaînes thématiques, expé- rimentation de services, sont autant d'actions à mettre à son crédit. Mais « les efforts consentis en faveur du câble doivent être poursuivis », selon M. Péricard, qui regrette de n'avoir pas reçu de réponse à ses demandes. Il espère notamment beaucoup des services profession- nels, ou d'intérêt public local... si ceux-ci peuvent se développer à l'ombre du monopole des télécom- munications.

Cela, gouvernement, on estime que le câble a maintenant passé sa prime jeunesse, et qu'une structure spécifique comme la mission Câble ne s'impose plus. Le Service juridi- que et technique de l'information (STI) a pour vocation de traiter les problèmes administratifs des médias ; quant au rôle de « porte- parole » des élus locaux, il peut être

relayé par les associations comme l'AVICA qui regroupe les villes câblées, fait-on valoir dans les ministères.

Autrement dit, le canal local, la mission Câble disparaît alors que les nouvelles orientations du câble commencent à se mettre en place. Certaines de ces orientations — baisse des tarifs par les abon- nements collectifs, plus grande souplesse dans les plans de câblage — correspondent aux demandes des élus locaux ; d'autres, en revanche, comme l'accent mis sur la télévision payante (le Monde du 6 octobre), ou le verrou solide sur tout dépasse- ment financier de l'enveloppe du plan Câble (25 millions de francs environ), contrecarrent leurs espoirs. Aussi n'y a-t-il rien d'étonnant à cette fronde contre l'administra- tion, dont M. Péricard se propose, à l'évidence, d'être un des meneurs.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

EN BREF

● Radio-France internationale renforce sa diffusion en Afrique. — Radio-France internationale (RFI) a signé, mardi 27 décembre, avec la radio gabonaise Africa n° 1, un accord lui permettant de louer à cette dernière sept à huit heures de diffusion quotidienne sur un nouvel émetteur qu'Africa n° 1 construit sur son site de Moyni. Cet accord per- mettra à RFI d'améliorer son confort d'écoute et d'augmenter son volume de diffusion en le portant à vingt- neuf heures quotidiennes contre vingt-deux actuellement. Africa n° 1 est une radio privée, détenue à 60 % par des organismes gabonais, les 40 % restants étant contrôlés par la Sofrad, holding de l'Etat française dans l'audiovisuel, et l'agence Havas.

● La CEE taxe les importations de cassettes vidéo de Corée et de Hongkong. — La Commission euro- péenne a décidé d'imposer pendant quatre mois des taxes anti-dumping aux cassettes et bandes vidéo impor- tées de Corée du Sud et de Hong- kong à des prix artificiellement bas. Ces taxes vont de 10,8 % pour la marque Gold Star (Corée) à 59,3 % pour Hanny Magnetics (Hongkong).

La chute des prix sur le marché euro- péen (la cassette la plus courante, la VHS E180, coûtait moins cher en 1987 qu'en 1985) est vertigineuse, et les quatre principaux producteurs de cassettes de la CEE (les Alle- mands Agfa Gewart, BASF, Magna Tetrager, et le hollandais PDM Magnetics) ont tous essuyé des pertes en 1987, alors qu'ils étaient bénéficiaires en 1986. Au terme des quatre mois, ces droits temporaires pourront être reconduits par le conseil des ministres de la CEE pour une durée indéterminée.

● M. d'Aubert s'inquiète du sort de Pathé. — Le député (UDF) de la Mayenne, M. François d'Aubert, s'est inquiété auprès du ministre de la culture et de la com- munication, M. Jack Lang, du sort de Pathé Cinéma. Dans une question au ministre, il estime notamment que la reprise de la société cinématographi- que par MT Investissements, groupe de M. Max Théret, manque de trans- parence. M. d'Aubert redoute qu'une disparition des salles Pathé ne ren- force une concentration excessive dans les circuits de programmation ou que la présence de la société amé- ricaine de production Cannon parmi

les repreneurs soit le début d'une intégration verticale. Enfin, le député propose d'utiliser l'article 12 de la loi de 1979 pour « classer » comme his- toriques les célèbres archives de Pathé et éviter ainsi que le fonds soit dispersé.

● L'obligation des prises Pari- tel contestée par la CEE. — Les industriels français de la télévision se mobilisent actuellement contre une initiative de la Commission euro- péenne, qui veut rendre facultative la prise Paritel équipant depuis 1980 tous les téléviseurs vendus en France. Ces industriels font valoir les usages multiples, et de plus en plus fréquents, de cet « appendice » du téléviseur, qui permet de brancher décodeurs, magnétoscopes, camé- scopes, ordinateurs, etc. Si la visée protectionniste n'était certainement pas absente au départ de l'obligation imposée en France de cette prise, les usages ont effectivement justifié a posteriori son utilité. Aussi les industriels français jugent-ils l'initiative de la Commission contraire au traité de Rome comme à l'esprit du dernier sommet de Rhodes, qui prône des normes européennes pour faciliter la diffusion des programmes audiovi- suels.

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

Par jugement du 30 mai 1988, le tribunal correctionnel de Draguignan a condamné M. LEXPRENT Agache, 26, rue Druet-de-ville à VIDAUBAN (83) à 10000 F d'amende, confiscation du matériel et publication du jugement par extrait dans Nice-Matin, Var-Matin et le Monde.

Par jugement du 30 mai 1988, le tribunal correctionnel de Draguignan a condamné M. MILLERET Laurent, commerçant, 69, avenue Foch à VIDAUBAN (83) à 10000 F d'amende, confiscation du maté- riel et publication du jugement, par extrait, dans Nice-Matin, Var-Matin et le Monde.

Les nocturnes de Jade...

(jeudi 29 décembre jusqu'à 22 heures)



L'ART DE VIVRE A L'ANGLAISE
71, AV. DES TERNES 75017 PARIS



PHILATELISTES

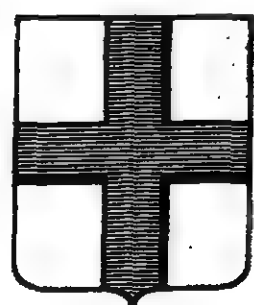
l'Officiel de la philatélie
NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS
● Bonne année révolutionnaire
un sujet thématique
sur la Révolution française.
● Les tortues terrestres.
● Les cartes postales de l'an 9.

LE MONDE DES PHILATELISTES
POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES
En vente chez votre marchand de journaux

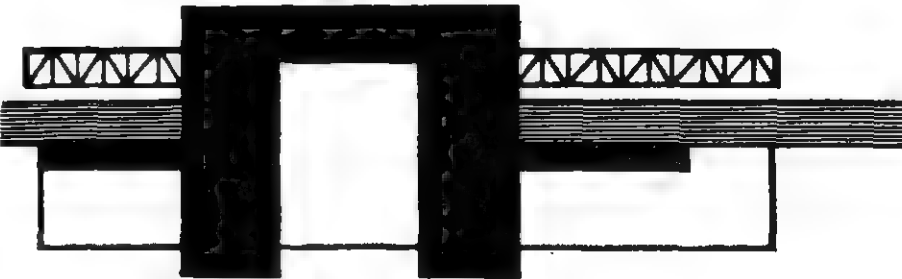
MARSEILLE CREE LE PALAIS DE TOUS LES TALENTS

CELEBRER LE SPORT

7000 PLACES POUR



VILLE DE MARSEILLE PALAIS DES SPORTS



هكذا من الأصل

Mercredi 28 décembre

Jeudi 29 décembre

HORAIRE	POYERS AYANT REGARDE LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	55,6	Sans-barbiers 25,3	Actual. région. 8,4	Actual. région. 8,3	Top 50 3,2	Al Bata 4,6	Routes paradis 2,1
19 h 45	56,2	Rose fortune 31,1	Loft story 8,0	19-20 info 7,1	Nulle part 3,1	Boulez, Bouvard 3,5	Routes paradis 3,0
20 h 16	65,5	Journal 30,4	Journal 13,0	La classe 10,9	Nulle part 1,8	Journal 5,6	Campes show 4,0
20 h 55	70,3	Gial 27,8	Gde vadrouille 27,5	Les vagabonds... 6,4	Dans l'Ouest 3,6	V 4,7	Le surdoué 3,8
22 h 8	65,4	Star 30,3	Gde vadrouille 30,2	Théâtre 1,4	Dans l'Ouest 3,2	V 2,0	Déttes de dames 4,4
22 h 44	39,7	Des de Windsor 10,9	Flash 9,7	Théâtre 3,8	Dans l'Ouest 1,6	Parle-Dingo 5,3	Déttes de dames 4,0

20.30 Concert (donné le 16 octobre lors du Festival d'Ambronay) : **Ensemble d'Orchestre**, Frédéric Chastan, Strozzi, par l'Ensemble Hesperion (Monsterrat Figueras soprano; Jordi Savall, violon de gambe; Rinaldo Alessandrini, clavier); Rolf Lislevand, thoboe et guitare). **22.30 Musique légère**. La Gaîté parisienne, d'Offenbach, par l'Orchestre national de France, dir. Loris Manzei. **23.07 Club de la musique contemporaine**. 0.30 **Antour de minuit**. Plus nuit par l'Orchestre national de France, dir. Jean-François Zygel. **23.30** **Le grand Hübner**, Musique, Variations Goldberg, de Bach, par Glenn Gould. 1.30 **Mémoires**.

Informations « services »

(Publicité)

**POUR AIDER
L'ARMÉE DU SALUT**

dans son travail de réinsertion sociale, donnez
meubles, vêtements, appareils de chauffage,
et tous objets encore utilisables ou réparés,
Béas... son camion viendra à votre domicile.

A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
aviso	branco	cal couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	ciel orage	pluie	tempête	neige	

POUR AIDER

L'ARMÉE DU SALUT

APPELEZ : 45-83-54-40

Pour mieux connaître ces autres écrits,
lisez son hebdomadaire **EN AVANT !**

ABONNEZ-VOUS : 76, rue de Roma, à Paris-8^e.

SOMMAIRE

■ La Suède se prépare à un nouveau système fiscal auquel travaille l'influent ministre des finances (lire page 21).
■ Le président de la confédération syndicale américaine explique au Monde les raisons

de la désyndicalisation aux Etats-Unis (lire page 20).
■ Dernier avertissement de Washington à la CEE : certains droits de douane doubleront si Bruxelles maintient

son projet d'interdire l'entrée de viande « aux hormones » (lire ci-dessous).
■ Dans l'attente de réformes de plus grande envergure, Israël dévalue le shekel de 5 % (lire page 20).

BILLET

Les réclamations de l'UFC après les grèves

Riposte à la poste

En annonçant que le prix de la carte orange serait réduit de moitié en janvier pour compenser la gêne occasionnée par les grèves, le ministre des transports a rendu un mauvais service à son homologue des PTT... Représentant l'idée au bond, l'Union fédérale des consommateurs (UFC-Que choisir ?) a demandé à M. Paul Quilès, le ministre des postes, télécommunications et de l'espace, que le courrier soit distribué en France pendant trois semaines, à compter du 1^{er} janvier. Raison invoquée : « Réparer le préjudice causé par les grèves », qui ont perturbé pendant tout le dernier trimestre la distribution du courrier dans l'Hexagone !

Si M. Quilès accède à cette demande, les pouvoirs publics risquent de mettre un doigt dans un dangereux engrenage : les consommateurs de gaz ou d'électricité (c'est-à-dire tous les Français) risquent à leur tour de réclamer la gratuité de leur courant en cas de conflit à EDF, ceux

des trains s'estimeront en droit de voyager sans déboursier un sou si les cheminots croisent les bras...

L'UFC-Que choisir ? va jusqu'à proposer « la grève du timbre » si elle n'obtient pas satisfaction. Ce mot d'ordre, bienvenu en cette période de fin d'année où les Français envoient leurs vœux, illustrerait, s'il se confirmait, le ras-le-bol devant les grèves à répétition du service public de la part de ceux qui voudraient passer du statut d'« usagers » à celui de « consommateurs ». Un problème pourtant : on ne peut pas boycotter aussi facilement la poste que le vœu ! Le monopole dont jouissent la plupart des services publics réduit les possibilités de riposte des consommateurs, qui ne peuvent s'en passer durablement, sauf à provoquer une gêne comparable... à celle causée par les grèves.

F. V.

La « guerre des hormones » entre les Etats-Unis et la CEE

Washington menace de doubler les droits de douane sur certains produits européens

WASHINGTON
correspondance

Le gouvernement américain a décidé officiellement de doubler les droits de douane sur un certain nombre de produits alimentaires européens dont les importations annuelles sont évaluées à 100 millions de dollars, si la Communauté européenne maintient sa décision d'interdire à partir du 1^{er} janvier l'entrée sur le marché européen de la viande américaine de bœuf traitée aux hormones.

La décision de Washington est officiellement décrite comme un dernier avertissement adressé à la Communauté européenne. Aucune preuve scientifique n'a été produite établissant que l'emploi de cinq principales hormones soit dangereux pour la santé, dit-on à Washington, en ajoutant que les Européens, en faisant état de ce danger imaginaire, créent des « obstacles inutiles » au libre commerce, violant ainsi les règlements de GATT (1). D'autre part, les officiels refusent de financer un nouveau système d'inspection qui permettrait de distinguer entre les exportations de viande non traitée aux hormones (à peu près la moitié du bétail américain) qui pourraient être admises en Europe et les autres frappées d'interdiction.

L'administration s'attend à des réactions négatives de certaines associations de consommateurs américains, amateurs de jambon danois, de fromage français, de conserves de tomates, etc., mais dont le prix, en doublant, les rendra inaccessibles au consommateur moyen. D'autres groupes expriment seulement leur sympathie pour les préoccupations de santé animant les pays de la Communauté, mais n'insistent pas pour obtenir l'interdiction de traiter aux hormones le bétail américain.

A dire vrai, M. Ventter, ministre désigné de l'agriculture, et

M^{re} Hills, qui lui a succédé comme principal négociateur commercial, bénéficient de l'appui quasi unanime du Congrès, bien décidé à combattre la concurrence des Européens jugés déloyale et contraire aux règles du GATT. Aussi bien, en cas de représailles européennes, l'interdiction de toutes les importations américaines de viande européenne, représentant 450 millions de dollars par an, serait envisagée.

Néanmoins, les observateurs qualifiés pensent que, après l'application de sanctions réciproques pendant une courte période, Washington et Bruxelles arriveront

à éviter l'escalade des représailles de nature à affecter gravement les échanges commerciaux, évalués à 150 milliards de dollars par an, entre les Etats-Unis et la Communauté.

Vers des accords bilatéraux

Sans doute, l'administration est encouragée par le Congrès à mener une politique agressive dans le secteur de l'agriculture et de l'élevage. Certains pensent qu'une telle attitude établira que les Européens ne sont pas prêts à faire des concessions et que les Etats-Unis ont maintenant intérêt à passer des accords commerciaux bilatéraux avec le reste du monde. Le sénateur Leshy, président de la commission de l'agriculture, de retour de la réunion du GATT de Montréal, a recommandé d'augmenter les subventions aux exportations. « Les fermiers américains ne doivent pas subir le fardeau d'une concurrence déloyale », a-t-il dit. Mais une guerre commerciale exigerait de nouvelles subventions. L'administration républicaine pourrait difficilement les financer alors qu'elle a toujours proclamé son intention de les réduire.

HENRI PIERRE.

(1) Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

Du bœuf sans os aux aliments pour animaux...

Le gouvernement américain a publié le 27 décembre une liste des produits qui seront soumis à partir du 1^{er} janvier à un droit de douane ad valorem de 100 % si la CEE maintient son projet d'interdire l'importation de viande de bœuf aux hormones. Les produits visés sont :
- le bœuf sans os, frais, réfrigéré ou congelé ;
- les jambons et épaules de porc traitées, préparées ou en conserve (sauf quand ils sont déossés, cuits et emballés sous vide) ;

- les conserves de tomates, à l'exception des concentrés ;
- les cafés solubles ou les extraits de café instantanés ;
- les boissons alcoolisées, de moins de 7 % d'alcool ;
- certains jus de fruits ;
- les aliments en conserve pour animaux domestiques vendus au détail.
Cette liste est semblable à celle publiée le 24 décembre 1987 par le président Reagan. Seuls n'y figurent plus certains abats destinés à la préparation de saucisses.

SOCIAL

L'ouverture de la fonction publique aux étrangers

La France doit atténuer la clause de nationalité

Comment et jusqu'à quel point faut-il ouvrir la fonction publique française aux citoyens des autres Etats de la CEE dans le grand marché de 1993, en vertu du principe de libre circulation des travailleurs ? Si l'on en croit le rapport de M. Jean-Pierre Puissechot, conseiller d'Etat, directeur des affaires juridiques au ministère des affaires étrangères, rapport demandé par M. de Charette, en 1987 lorsqu'il était ministre délégué chargé de la fonction publique, on peut opérer par étapes, sans avoir à modifier le statut de la fonction publique, sauf l'article 5, qui en réserve l'entrée aux nationaux.

Certains postes sont déjà accessibles aux étrangers, notamment, depuis vingt ans, l'enseignement supérieur. Mais la Commission des communautés européennes, se fondant sur la jurisprudence de la Cour de justice européenne, limite l'exigence de nationalité aux emplois « comportant l'exercice de la puissance publique » ou destinés à « la sauvegarde des intérêts de l'Etat » - c'est-à-dire, selon elle, ceux des armées, de la police et des forces de l'ordre, de la magistrature, de l'administration fiscale, de la diplomatie, et ceux comportant la préparation d'actes juridiques au nom de l'Etat ainsi que le contrôle de leur exécution. En revanche, elle demande l'ouverture en priorité des services commerciaux (transports publics, distribution d'énergie, navi-

gation aérienne ou maritime, postes et télécommunications, radio et télévision), ainsi que de la santé et de la recherche civile.

M. Puissechot estime nécessaire de modifier la clause de nationalité en y prévoyant simplement des exceptions ce qui permet d'ouvrir par étapes des corps et des emplois aux étrangers. La réciprocité ne sera pas trop difficile, la clause de nationalité n'étant pas absolue, dans les six autres pays de la CEE qui l'imposent aussi (RFA, Danemark, Grèce, Italie, Pays-Bas, Portugal) ; en Espagne, seule est exigée une carte de séjour régulière et en Grande-Bretagne, en Irlande ou au Luxembourg, certains secteurs ne sont pas réservés aux nationaux.

D'autres dispositions devront être adaptées, celles concernant la jouissance des droits civiques et le service national. En revanche, le mode de recrutement des fonctionnaires ne pose pas de problème en France, dans la mesure où il se fait par concours, ce qui assure l'égalité de traitement. Mais un système de régulation devra, selon M. Puissechot, être prévu pour les autres pays, qui font appel à des tests ou des entretiens (Grande-Bretagne), recrutent sur titres et dossiers (RFA) ou utilisent les mêmes méthodes que le privé (Danemark, Pays-Bas).

En novembre

Baisse du nombre des chômeurs indemnisés

Le nombre de chômeurs indemnisés et de préretraités a diminué en novembre, selon les statistiques publiées par l'UNEDIC, l'organisme paritaire de gestion des régimes d'assurance-chômage. En fin de mois, il y avait 2219900 allocataires, soit 1,6 % de moins en données corrigées, et 0,5 % de moins en données brutes, par rapport au mois d'octobre. En un an, la baisse est de 2,4 %.

Sur ce total, on comptait 393 300 préretraités, soit 12,7 % de moins en un an, 31 400 bénéficiaires d'une formation et 1795 200 chômeurs

indemnisés, soit 1,3 % de moins en un an.

Dans cette dernière catégorie, les évolutions sont différentes selon les modalités d'indemnisation. Au titre de l'assurance-chômage proprement dite, on comptabilise 1 333 800 demandeurs d'emploi ayant reçu une allocation, soit 2,4 % de moins en un an. Dans les dispositifs financés par l'Etat, et relevant de l'assistance, il y avait 161 500 jeunes ou femmes à qui était versée une allocation d'insertion (- 7,2 % en un an) et 299 900 chômeurs de longue durée qui recevaient une allocation spécifique de solidarité, en augmentation de 7,5 % en un an.

Accord salarial à la SEITA

Tous les syndicats, sauf la CGT, ont signé un accord salarial à la SEITA (Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes). La direction, dans un communiqué publié le 23 décembre, se félicite de ce résultat car, pour la première fois depuis des années, « l'approbation, cette fois, émane d'un ensemble d'organisations représentant la majorité du personnel ».

Des mesures complémentaires sont prévues pour 1988. Aux 2,2 % d'augmentation générale en niveau

s'ajoute une majoration de 0,6 % appliquée rétroactivement au 1^{er} janvier 1988 avec une correction de grille. Pour 1989, les 2,2 % en niveau et la majoration de 0,6 % sont reconduites. Une prime uniforme sera versée en mars et des mesures catégorielles seront négociées au premier trimestre pour un montant total correspondant à 0,3 % de la masse salariale. Sur les deux ans, l'augmentation de la masse salariale est de 5 %, glissement-vieillesse-technicité inclus, et de 5,4 % hors GVT.

(Publicité)

VENTE PUBLIQUE

BATIMENTS ET TERRAINS DE L'HOTEL EL PANAMA

Immeuble de dix (10) étages avec 365 chambres sur un terrain de 38 897 mètres carrés. Placé au centre de la zone commerciale et bancaire de la ville de Panama.

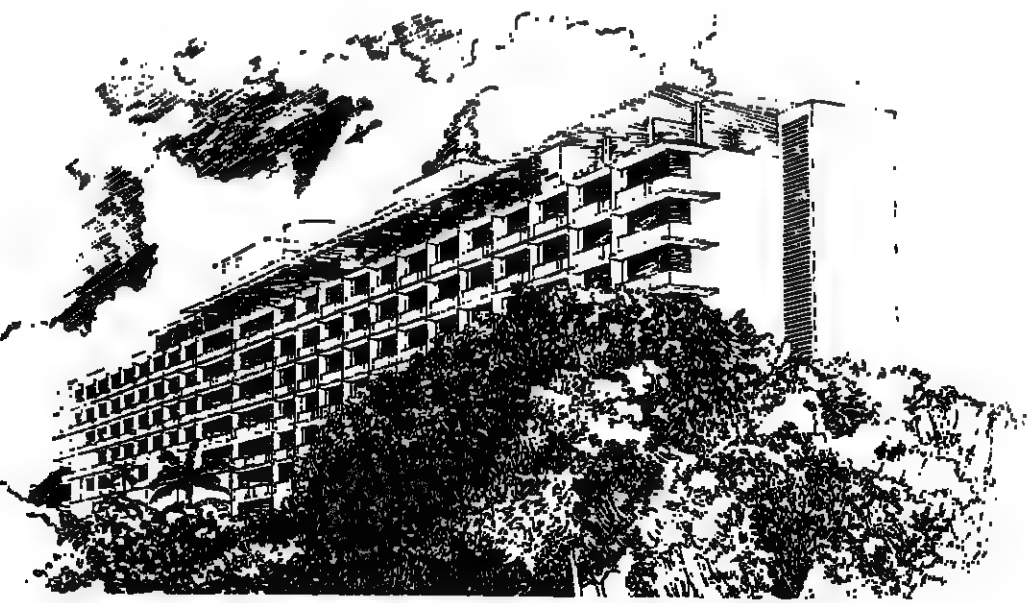
Les offres ne seront reçues que le 26 janvier 1989.

OPTIONNEL

● Un immeuble construit sur un terrain de 3640 mètres carrés avec un sous-sol, mezzanine et des fondations pour compléter un bâtiment de 15 étages, à côté de l'hôtel El Panama.

● Un terrain global adjacent à la structure physique de l'hôtel, avec une superficie de 3842 mètres carrés.

Pour plus de renseignements veuillez vous adresser à l'ambassade ou au consulat de la République de Panama de votre localité ou bien au : BANCO NACIONAL DE PANAMA. Apartado Postal 5220. Panama 5, République de Panama. téléphone : (507) 69-2955, 69-2966, 69-2977. FAX (507) 69-0091, 64-7155. TELEX 2773 PG.



هكذا من الأصل

هكذا في الأصل

Économie

ETRANGER

Un entretien avec le président des syndicats américains

« L'administration Reagan a acheté à crédit un semblant de prospérité »

nous déclare M. Lane Kirkland

A moins d'un mois de l'entrée en fonctions du nouveau président, M. George Bush, le syndicalisme aux Etats-Unis connaît toujours des difficultés. Selon les chiffres officiels le nombre de syndiqués est passé de 16 975 000 en 1986 à 16 931 000 en 1987. Le taux de syndicalisation est tombé de 24 % en 1979 à 17 % en 1987. De passage à Paris, où il a participé à une réunion des syndicats des pays de l'OCDE, M. Lane Kirkland, président de la confédération syndicale américaine, l'AFL-CIO, a répondu à nos questions.

« La syndicalisation va-t-elle enrayonner son déclin aux Etats-Unis, alors que le taux de syndicalisation n'était que de 17 % en 1987 contre 24 % en 1979 et que vous ne profitez pas des créations d'emplois ? Comment expliquez-vous la désyndicalisation ? »

« Les pertes en chiffres absolus ont été relativement modestes. Grosso modo, nous avons gardé globalement nos effectifs. Le déclin du taux de syndicalisation est dû au fait que la main-d'œuvre s'est accrue plus rapidement que la syndicalisation. Ce sont moins les problèmes propres aux syndicats que les changements dramatiques dans la structure de la main-d'œuvre qui sont à l'origine de la désyndicalisation. »

« Maintenant, il y a deux salariés dans une même famille en raison de la croissance énorme du travail des femmes. En second lieu, la majeure partie de la croissance de l'emploi s'est faite dans le secteur des services, traditionnellement faiblement syndiqué, au détriment de l'industrie et du secteur des transports. Par ailleurs, le travail temporaire et le travail à temps partiel ont considérablement augmenté. »

« L'atmosphère politique et l'évolution de la législation du travail créent un cadre hostile à la syndicalisation. De plus en plus, on voit des patrons de combat utiliser des méthodes très raffinées pour empêcher les salariés de se syndiquer. Il y a un autre facteur qui agit, c'est la déreglementation dans les transports aériens ou routiers comme dans les télécommunications. On a offert des facilités à des sociétés qui cherchent à accroître leur compétitivité en pesant sur les salaires et les conditions de travail. Un autre problème vient de ces sociétés américaines qui fabriquent des produits manufacturés pour l'exportation vers les Etats-Unis. Grâce à la liberté des mouvements de capitaux, elles ont transféré leur production dans des pays où les salaires et les conditions de travail sont très bas. »

« Le Mexique est un exemple tout à fait symbolique, il constitue un tremplin pour les transferts de productions. Enfin, les changements technologiques, qui ne cessent de s'accroître, ont balayé des catégories professionnelles entières comme dans la presse et l'imprimerie. Dans ces circonstances, il est plutôt remarquable que nous ayons pu garder globalement nos effectifs. »

« Mais n'êtes-vous pas trop inquiet pour l'avenir du syndicalisme ? »

« Si vous regardez la structure des syndicats américains, vous verrez qu'il y a eu des changements considérables qui répondaient aux changements de la structure de la main-d'œuvre. Ce processus continue. La syndicalisation a considérablement augmenté chez les employés, les enseignants (surtout les instituteurs), les travailleurs de l'alimentation et du commerce, le personnel de service au détriment des secteurs plus traditionnels de l'industrie et des transports. »

« Mais nous n'avons pas encore trouvé les moyens pour commencer à organiser les salariés à temps partiel ou ayant un emploi précaire. Je suis extrêmement optimiste pour l'avenir car toute l'histoire du syndicalisme américain est marquée par des périodes de changement dramatique dans la structure de la main-d'œuvre. A chaque fois, il y a eu une chute des effectifs qu'on a toujours réussi à surmonter. »



« De plus, dans certains secteurs, on a réussi à persuader les autorités de redéfinir des unités de négociation collective de manière plus adaptée afin de faciliter la syndicalisation. Il en est ainsi pour les personnels hautement qualifiés des universités. Nous avons déjà des unités de négociations aussi grandes que dans les industries traditionnelles, comme à l'université de Pennsylvanie. »

Une volonté de s'adapter

« En 1985 déjà, l'AFL-CIO a affirmé sa volonté de changement ; comment cette volonté s'est-elle concrétisée dans les faits ? »

« Les syndicats américains ont une volonté de s'adapter aux évolutions de la main-d'œuvre et de l'emploi qui n'aurait pas été aussi forte il y a vingt ou même dix ans. J'ai créé un comité sur l'évolution du travail qui poursuit son travail. Il a produit un rapport sur le développement de la main-d'œuvre, avec le concours d'experts, d'économistes et même d'employeurs. Il a également préconisé des méthodes innovantes pour le syndicalisme, approuvées par nos congrès, qui, il n'y a pas si longtemps, auraient été considérées comme hérétiques. »

« La confédération a des pouvoirs accrues pour redéfinir les objectifs des campagnes de syndicalisation. Elle peut protéger la fédération qui a reçu cette tâche des attaques possibles d'autres fédérations cherchant à s'organiser dans le même secteur. Nous avons créé une nouvelle catégorie d'adhérents : les adhérents associés, ceux pour lesquels nous ne sommes pas en mesure de négocier une convention collective. Traditionnellement, nos adhérents sont ceux des entreprises où nous pouvons négocier une convention collective. »

« Lorsque nous étions minoritaires, nous n'avions pas d'adhérents et nous abandonnions l'entreprise. Maintenant, au lieu de partir, nous gardons des adhérents associés auxquels nous rendons des services, évidemment moindres qu'à travers la négociation collective. Mais ils restent là en attendant que nous ayons la majorité. Nous pouvons les aider à affirmer leurs droits, quant à la non-discrimination dans l'emploi, l'hygiène, la protection contre des licenciements abusifs, etc. »

« Pour les adhérents à part entière, nous avons créé des services nouveaux, notamment à travers une entité que nous contrôlons, la « compagnie de privilèges syndicaux ». Nos adhérents peuvent avoir une carte de crédit offrant des avantages appréciables. Ainsi, par exemple, si en fin de mois son compte est débiteur, l'adhérent ne paie que 8 % d'intérêts, alors que c'est en moyenne 20 % dans les banques. »

« Nous avons aussi une agence de voyages à prix réduits et nous offrons des services d'assistance légale, pour les droits des travailleurs mais aussi pour l'assurance-vie, le divorce, la rédaction d'un testament ou l'acquisition d'un appartement, etc. Enfin, nous produisons nos propres programmes — sur nos activités — pour les chaînes de télévision. »

« Quel bilan dressez-vous de l'administration Reagan ? Globalement a-t-elle réussi économiquement et socialement ? »

« L'administration Reagan a été un succès artistique. Il ne fait pas de doute que M. Reagan a réussi à gagner une popularité qui continue

encore. Il a mené une politique idéologique, comme celle de M. Thatcher, en faveur des forces du marché, de la déréglementation, du désengagement de l'Etat avec comme principal moyen la réduction des impôts qui a été un échec complet. »

« L'héritage économique de M. Reagan, c'est le déficit budgétaire, l'endettement interne et la dette extérieure. Nous sommes le pays le plus endetté du monde. Nous avons acheté à crédit un semblant de prospérité. Tôt ou tard, la musique va s'arrêter et il faudra payer le musicien. La facture sera lourde. La situation est dangereuse. »

« S'attaquer au déficit budgétaire »

« Vous avez soutenu M. Dukakis et M. Bush a gagné. N'allez-vous pas pâtir de cet échec ? Quelles sont vos priorités face à la nouvelle administration ? »

« L'échec ou le succès de l'administration Bush sera dans sa capacité de s'attaquer au déficit budgétaire. S'il ne réussit pas, ce sera la catastrophe. Pendant la campagne électorale, M. Bush a juré plusieurs fois qu'il n'augmenterait pas les impôts. Son succès ou son échec dépendra de son habileté à trouver le moyen d'avouer qu'il a menti. L'administration qui arrive est hostile aux syndicats mais nous avons au Congrès une majorité qui nous est proche. »

« En 1986, vous écriviez que « si le commerce libre profite à quelqu'un, c'est aux tireurs de ficelles qui baissent les salaires afin d'augmenter les profits ». N'êtes-vous pas trop protectionniste ? »

« Notre attitude envers les échanges internationaux, c'est le contraire du protectionnisme. C'est la lutte contre les méthodes d'un système qui cherche à obtenir des avantages sur les marchés du tiers-monde par l'exploitation des travailleurs. Nous sommes convaincus que nous pouvons arriver à une expansion considérable des échanges internationaux à travers une amélioration des conditions de travail. »

« Depuis une éternité, la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) a demandé l'inclusion dans l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) d'une « clause sociale » imposant le respect, en cas de libéralisation accrue du commerce international, de normes minimales pour les droits des salariés. Cette démarche n'a pas réussi en raison de la résistance des pays qui sont les plus coupables dans le domaine de la suppression ou de la violation des droits syndicaux. »

« En l'absence d'actions multilatérales, nous avons procédé d'une manière unilatérale en prévoyant aux Etats-Unis, dans une série de lois sur le commerce international, l'inclusion de clauses sociales. »

« Quel est actuellement l'état de vos relations avec les syndicats français ? Quelle est votre position sur la candidature de la CFDT à la CISL, dont vous êtes membre ? »

« Nous avons des rapports excellents avec FO et la CFDT. Mais nos rapports avec FO sont beaucoup plus anciens et beaucoup plus étroits. Quant à la question de la affiliation de la CFDT à la CISL, nous en adopterons une position lorsqu'elle se posera, au printemps prochain. Vous pouvez être persuadé que nous ferons le bon choix. »

Propos recueillis par MICHEL NOBLECOURT.

« Mesure intermédiaire » avant l'adoption d'un nouveau programme économique

Israël dévalue le shekel de 5 %

La dévaluation du shekel, anticipée depuis des mois par la communauté financière israélienne, est finalement intervenue. La Banque centrale d'Israël a annoncé, le mardi 27 décembre, qu'elle avait dévalué le shekel de 5 % par rapport à un panier de devises et au dollar. Le shekel, qui cotait 3,79 F le 23 décembre, vaut maintenant environ 3,60 F. Par rapport au dollar, le taux de référence s'établit désormais à 1,6800, contre 1,5990 précédemment.

raison du coût économique du soulèvement dans les territoires occupés. En 1988, l'intifada aurait coûté l'équivalent de 2 % de taux de croissance, en journées de travail perdues, moindres recettes de l'industrie du tourisme (- 20 % environ), et baisse des ventes de produits israéliens en territoires occupés. L'intifada serait donc le principal responsable du ralentissement de la croissance : à 1 % en 1988, contre 4,6 % l'année précédente.

La lutte contre l'inflation

La dévaluation permettra de combler partiellement l'écart d'inflation entre Israël et ses principaux partenaires industrialisés. Mais, pour éviter une nouvelle spirale inflationniste, le gouvernement devra instaurer de strictes mesures d'encadrement, difficiles à populariser dans un pays dont les salariés ont accepté au cours des dernières années des baisses importantes de pouvoir d'achat.

De plus, le ralentissement de l'activité économique provoque une nouvelle dégradation des finances publiques, dont le déficit devrait s'établir à 837 millions de dollars (5 milliards de francs) en 1988, contre 115 millions l'année précédente. M. Pères ne dispose que d'une marge de manœuvre étroite pour combler cet écart puisque tous les postes de dépenses ont déjà été atteints par les coupes budgétaires, y compris le budget de la défense, traditionnellement jugé incompressible.

Selon ses collaborateurs, M. Pères aurait l'intention de réduire les effectifs du secteur public et de procéder à de nouvelles privatisations.

Dans l'attente d'un programme économique complet et à défaut d'apaisement dans les territoires occupés, la communauté financière israélienne reste sur la défensive. Après l'annonce de la dévaluation, les transactions ont été suspendues le 27 décembre à la Bourse de Tel-Aviv, dont la cote avait baissé, au préalable, de 4 % au cours de la séance.

F. L.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE POLICE DIRECTION DE LA PRÉVENTION ET DE LA PROTECTION CIVILE

Sous-direction de la prévention

5^e bureau - Installations classées pour la protection de l'environnement

AVIS AU PUBLIC

Par arrêté préfectoral du 8 novembre 1988, la société de construction LES MONÉDIÈRES 1, Gérant de la société en nom collectif France Construction et C^e - Meunier Promotion et C^e dont le siège social est à Paris-8^e, 10, place de la Madeleine, a été autorisée à exploiter l'installation de réfrigération de l'immeuble de bureaux Le Ponant n° 1 situé à Paris-15^e - ZAC Citroën-Cévennes - 5 à 9, rue Leblanc.

Cette installation comporte quatre groupes de puissance unitaire de 500 kW fonctionnant au fréon 22 et relève de la nomenclature des installations classées sous la rubrique 361 B 1^a.

L'enquête publique réglementaire s'est déroulée du 8 juin au 7 juillet 1988 inclus au commissariat du quartier Javel, 38 et 40, rue Linois à Paris-15^e.

L'arrêté définit les mesures jugées nécessaires pour assurer la prévention des inconvénients ou dangers que les installations seraient susceptibles d'occasionner.

Des dispositions particulières ont donc été prises notamment en matière de bruit dont les niveaux sonores sont limités.

La protection contre l'incendie a fait l'objet de conditions spécifiques selon les recommandations du Bureau Prévention de la Brigade de Sapeurs-Pompiers de Paris.

Des prescriptions ont été également prévues pour éviter les rejets d'eau polluée dans les réseaux et dans l'environnement.

Le texte intégral de l'arrêté autorisant et réglementant ces installations peut être consulté au commissariat précité ou à la préfecture de police, 12-14, quai de Gesvres à Paris-4^e, Direction de la Prévention et de la Protection Civile - sous-direction de la prévention - 5^e bureau.

P. LE PRÉFET DE POLICE,
et par délégation
LE DIRECTEUR DE LA PRÉVENTION
ET DE LA PROTECTION CIVILE.

Signé : MARCEL BURLOT.

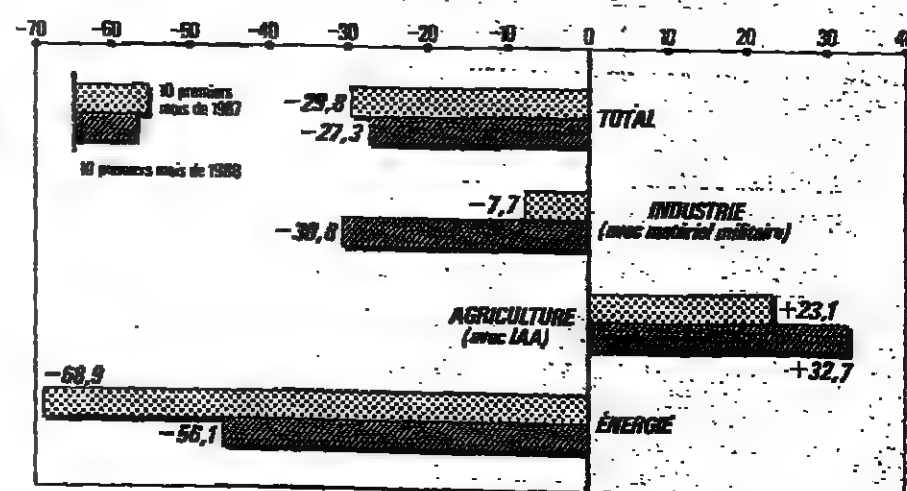
Le conte du chômeur de Liverpool

Après sept années de chômage, un jeune homme de vingt-huit ans, originaire de Liverpool, est devenu en quelques mois le maître d'hôtel le mieux payé du monde. Employé par un chef saoudien, il gagne 60 000 livres par an, soit 654 000 francs. Comme le veut la tradition, il est nourri, blanchi, mais dispose également d'une voiture, d'une domestique affectée à son service, de billets d'avion et de soins médicaux gratuits. De par ses fonctions, il est amené à diriger les quarante-deux personnes qui sont placées sous ses ordres

et qui composent la domesticité de son employeur.

Le jeune homme, dont le nom n'a pas été révélé, avait suivi les cours de l'école Ivan Spencer, à Londres, spécialisée dans la formation du personnel de maison. M. Ivan Spencer, qui a raconté l'histoire, a expliqué qu'il avait été impressionné par l'enthousiasme du chômeur quand celui-ci s'était présenté dans son établissement. Il lui avait alors fait cadeau de ses études. Maintenant, a-t-il ajouté, il travaille très dur et il mérite chaque penny qu'il gagne. Un beau conte de Noël.

Rectificatif



C'est par erreur que, dans le bilan économique publié le 27 décembre, le graphique sur le commerce extérieur, en page 12, indiquait des soldes positifs pour les biens d'équipement professionnels (23,1 milliards de francs pour les dix premiers mois de 1987 et 32,7 milliards de francs pour les dix premiers mois de

1988). En fait, ces chiffres étaient ceux du commerce agro-alimentaire (se trouvant d'ailleurs répétés à ce titre sur le graphique). Nous rétablissons aujourd'hui le graphique sur lequel se figure plus le solde - en valeur négative - des biens d'équipement qui n'est qu'une composante du solde industriel total.

Économie

ÉTRANGER

Coup de balai fiscal en Suède

(Suite de la première page.)

Son projet visant à instaurer, comme il dit, « un nouveau système fiscal » — le mot de réforme lui paraît trop faible — fournit l'occasion de rappeler au rang de préjugés certains principes établis en Suède et ailleurs. Cette exemplarité tient d'abord, tout bonnement, au fait qu'en Suède les défauts d'une fiscalité à vocation redistributive sont poussés jusqu'au paroxysme.

« Notre système fiscal est comme un navire en perdition : il fait eau de toutes parts », dit le ministre, un intellectuel (il a étudié la science économique à Uppsala et les lettres à l'université de Lund) venu à la politique par goût de l'action. Et d'ajouter : « C'est pour nous, socialistes, une terrible faiblesse. Si nous n'avons pas le culot de le changer, nous le laisserons cher politiquement ».

M. Feldt ne dit pas — mais pourquoi mêler sans nécessité sa voix à celle de ses adversaires ? — que des incohérences du système fiscal suédois, le parti auquel il appartient — au pouvoir depuis près de cinquante ans, mise à part la parenthèse « bourgeoise » des années 1976 à 1981 — est l'auteur principal. Il lui suffit, pour aller de l'avant, de constater que les syndicats sont désormais les premiers à dénoncer l'accumulation des exonérations et régimes dérogatoires plus ou moins destinés à pallier les effets subtils destructeurs d'impôts trop lourds.

C'est que la progressivité ne frappe plus seulement les riches. Un contremaître se voit imposer sur la tranche supérieure de son revenu un taux de 50 %. Résultat : les prestations en nature, parce que non comprises dans le revenu à déclarer, se sont multipliées, au point d'apporter de sérieuses complications dans le train de la vie ordinaire. Le salarié suédois ne paie plus directement le restaurant : c'est son entrepreneur qui lui fournit des tickets nourriture ; il ne possède pas non plus, en règle générale, sa voiture : celle-ci est, le plus souvent, mise à sa disposition par son employeur, et ainsi de suite :

c'est encore ce dernier qui achètera sa place, autre forme de salaire indirect, le billet d'avion pour les vacances aux Baléares ou aux Caraïbes.

Non seulement ces pratiques se révèlent souvent incommodes, mais elles sont susceptibles d'accroître la pression sociale par la participation forcée d'un tiers à des décisions de nature individuelle. Plus grave encore : aux yeux des responsables syndicaux et des militants politiques : elles favorisent les inégalités. Plus on est élevé dans la hiérarchie, mieux on est placé pour obtenir les avantages en nature les plus substantiels.

Une partie de cache-cache

Si la coque du bateau est devenue effectivement une passoire, c'est que, du haut au milieu de l'échelle des revenus, l'exercice favori des Suédois est désormais de jouer au plus fin avec le fisc. Il s'agit d'utiliser les 1 000 canaux qu'une législation touffue, résultant d'une multitude de textes parfois contradictoires, superposés les uns aux autres, ouvre au contribuable pour l'aider à mettre à l'abri du percepteur le maître inopposable. Dans cette vaste partie de cache-cache, ce sont évidemment les plus malins et les plus fortunés, assistés par des conseillers spécialisés — une profession en pleine ascension, — qui s'en sortent le mieux. O, ironie ! les revenus du capital passent plus facilement que les autres à travers les mailles du filet.

« Nos statistiques montrent, dit M. Feldt, que les ménages non seulement ne paient rien sur les revenus de leurs capitaux, mais déclarent un solde net négatif représentant des pertes ». Que le fisc en soit ainsi de sa poche sur ce chapitre est un véritable tour de force dans un pays qui a connu la plus forte hausse boursière du monde depuis huit ans (indice multiplié par neuf), et encore cette année.

Cette situation s'explique par l'existence de grandes facilités pour

déduire les moins-values, réelles ou fictives, du revenu taxable. Un des procédés les plus courants pour susciter, quasiment sur mesure, les pertes dont on a besoin pour annuler les gains consiste à acheter des obligations avant détachement du coupon et, après encaissement, de les revendre. Comme le cours du titre a essuyé entre-temps une baisse, on subit ainsi numériquement une moins-value, retenue comme telle par le fisc, mais, en réalité, compensée par l'intérêt touché.

C'est un grand coup de balai que le ministre des finances veut donner. Mais, pour faire admettre son dispositif consistant, à l'instar de celui que le président Reagan a fait voter, à supprimer maintes exemptions à la limite du possible et, en compensation, à baisser les taux, il lui faut dégommer un des mythes les plus tenaces, et pas seulement à gauche : l'idée qu'il n'y a pas de justice fiscale sans forte progressivité impliquant un nombre élevé de taxes pour frapper de plus en plus durement les tranches successives de revenus. Le président du Parti du centre a déjà déclaré : « Nous n'approuvons pas ce projet trop favorable aux riches et pas assez aux moins riches ».

Pour gagner les esprits, M. Feldt développe sans relâche deux arguments. Le premier : « Le niveau élevé des dépenses publiques qu'appelle l'état protecteur oblige à opérer un prélèvement sur le revenu du plus grand nombre. Il apparaît que la part des recettes provenant de l'imposition, même à un taux très élevé — actuellement 75 % en Suède, — des hauts revenus représente un pourcentage quasi dérisoire du total ». Le deuxième : « Un impôt proportionnel est déjà par lui-même fortement redistributif dans la mesure où il pèse sur les gens en pleine activité et sert à financer des dépenses qui profitent en priorité à la partie de la population qui, pour des raisons diverses — la maternité, l'âge, la maladie, le chômage, etc., — traverse une période de la vie où les gains en argent sont diminués ou nuls ». N'est-ce pas pour ces deux motifs qu'aujourd'hui, en France, un pré-

vement proportionnel de 1 % sur tous les revenus, petits ou gros, apparaît aux yeux de beaucoup comme la solution la plus raisonnable et la plus équitable pour équilibrer les comptes de la Sécurité sociale ?

Pour le passage d'un système fortement progressif à un système proportionnel pour la grande majorité des contribuables, le ministre suédois est aidé par une particularité du régime des impôts dans son pays. L'impôt sur le revenu s'y présente comme une construction à deux étages. Le socle en est constitué par un impôt perçu par les municipalités et acquitté pratiquement par tous les ménages. Son taux unique s'établit autour de 30 %. Il rapporte beaucoup puisqu'il représente à lui seul quelque 28 % du total des recettes du secteur public.

Une construction à deux étages

L'impôt d'Etat, qui se superpose à lui, a un rendement moindre. Ses caractéristiques sont très différentes. Il est fortement progressif. La première tranche, qui correspond à un revenu annuel inférieur à 80 000 couronnes (une couronne suédoise équivaut approximativement à un franc français), est imposée à 5 % ; la deuxième — de 80 000 à 150 000 couronnes, — à 20 % ; la troisième — entre 150 000 et 190 000 couronnes, — à 34 % ; la quatrième — au-delà de 190 000 couronnes, — à 45 %. Pour calculer la part du revenu que s'attribue le fisc, il faut évidemment ajouter à ces derniers pourcentages les 30 % de l'impôt local. Par exemple, la tranche supérieure est taxée à raison de 30 % + 45 % = 75 %.

Pour l'année 1989, première année de transition, M. Feldt propose des changements relativement mineurs, mais qui indiquent bien l'orientation générale du projet. Le taux le plus bas de l'impôt d'Etat, le seul, répétons-le, à pouvoir être touché par le futur projet de loi du gouvernement, resterait à 5 %, tandis

que les taux suivants seraient abaissés chacun de trois points pour être ramené respectivement à 17 %, 31 % et 42 %.

C'est en 1991 que serait fait le saut. Il se substituerait plus alors de l'actuel impôt d'Etat sur le revenu qu'un taux de 20 % s'appliquant à la tranche des revenus supérieurs à 190 000 couronnes, encaissés par environ 10 % des contribuables. Tous les autres seraient exemptés mais continueraient bien sûr à être assujettis à l'impôt local.

Déjà le sonci de M. Feldt est de trouver un moyen pour dissuader les municipalités de profiter de la disparition de l'impôt d'Etat pour augmenter leurs propres prélèvements !

Telle qu'elle est actuellement envisagée, l'économie du futur système fiscal paraît proche de celle du nouveau système américain : un impôt proportionnel pour la grande majorité des contribuables et pour les hauts revenus, un taux plus élevé (mais nettement abaissé par rapport à son niveau actuel). Cela dit, aux Etats-Unis le taux marginal (le plus fort) est, selon le cas, de 28 % ou de 33 %, en Suède il serait de 50 % si tant est que le ministre parvienne à vaincre la résistance de ceux qui voudraient s'en tenir à 60 %. Il a-t-il jusqu'à démanteler tout l'échafaudage des prestations en nature et des dérogations ? La logique du « niveau social » appelle cet abandon.

A fortiori, pour le nouveau système d'imposition prévu pour l'ensemble des revenus du capital. Les plus-values sont, aujourd'hui, du moins en principe, incluses dans le revenu taxable (à concurrence de 40 % seulement quand la revente a eu lieu plus de deux ans après l'acquisition). Désormais, tous les revenus du capital quels qu'en soient le montant et la nature, intérêts, dividendes ou plus-values, seront soumis à un impôt unique de 30 %, égal, ce n'est pas un hasard, à l'impôt proportionnel sur le revenu de la grande majorité. Comment un gouvernement socialiste peut-il proposer une telle parité ? « J'estime prioritaire », répond le ministre,

l'encouragement à l'épargne et je vous rappelle qu'aujourd'hui les revenus du capital sont, en fait, très souvent exemptés de toute imposition. » A cela, le ministre ajoute à destination des syndicalistes un autre argument : « Une part des plus-values ne fait que compenser l'érosion par l'inflation. L'impôt, en frappant l'augmentation de la valeur nominale, déborde la simple taxation de l'enrichissement ».

Les syndicats ont pris le ministre au mot. Ils lui répondent en réclamant un système d'imposition des revenus du capital en valeur « réelle ». M. Feldt ne rejette pas cette idée, dont l'application, pourtant, serait de nature à défigurer l'architecture d'ensemble de son projet.

Baisse de l'impôt sur les sociétés

Pour couronner le tout, le ministre propose d'abaisser de 52 % à 30 %, le taux de droit commun, l'impôt sur les sociétés. De cet allègement il attend une remontée substantielle du produit de l'impôt, car, dit-il, « les sociétés suédoises, grâce aux régimes spéciaux dont elles bénéficient, ne paient en moyenne que 15 % sur leurs bénéfices. Je veux porter ce pourcentage aux environs de 25 % ». Comme nous demandons à M. Feldt ce qu'il pense de l'apparition, au cours des dernières années, de nouvelles fortunes individuelles en Suède, il nous répond : « Je n'y suis pas opposé à condition qu'elles ne résultent pas de la spéculation ».

Dans son esprit, la refonte de la fiscalité, si importante soit-elle, ne constitue qu'un volet d'une politique plus vaste : « Cela je tiens à le souligner ». Une des décisions dont le ministre du commerce qu'il a été il y a dix-huit ans est particulièrement fier est la prochaine renonciation aux dispositions prévues par l'accord multilatéral. Les textiles du tiers-monde entreront sans restriction en Suède.

PAUL FABRA.



“Pour la CGE, une grande entreprise aujourd’hui doit être à l’écoute du monde qui l’entoure.”

CGE
L'esprit de Conquête

Aujourd'hui, pour la CGE, une grande entreprise doit savoir participer à la vie du monde qui l'entoure. Notre association avec le Centre de Musique Baroque de Versailles en est la démonstration. Aujourd'hui, les hommes de la CGE partagent la même philosophie : contribuer au rayonnement humain à travers le monde.

Pour toute information, taper 3615, code CGE.

هكذا من الأصل

هكذا في الأصل

Marchés financiers

Framatome veut prendre le contrôle de Souriau

Framatome a levé le voile sur ses intentions au sujet de la société Souriau, premier constructeur européen de connexeurs électriques, dont il grignote depuis des mois le capital : des négociations sont en cours avec les actionnaires pour acquiescer à la majorité du capital de l'entreprise.

Framatome, qui a acheté récemment la société Jupiter et lancé une offre publique d'achat sur l'américain Burndy, confirme ainsi ses intentions dans la connectique, une activité promise à un grand développement puisque les spécialistes prévoient un taux de croissance annuel allant de 9 % à 15 % dans le monde. Depuis un an environ, le constructeur de chaudières nucléaires a acquis une part significative du capital de Souriau : en octobre, il avait franchi une étape décisive en dépassant la minorité de blocage (avec 34,14 % du capital) aux côtés de la famille Charles (64,2 %) et du public. Toutefois, avec 67 % de droits de vote, les deux familles gardaient les rênes de la société.

Restructuration du constructeur aéronautique allemand Dornier

Le numéro deux ouest-allemand de l'aéronautique, Dornier, détenu à 58 % par Daimler-Benz (le reste appartient aux deux familles héritières du fondateur), a annoncé, le mardi 27 décembre, une réorganisation de ses structures. La maison mère conservera les activités spatiales, l'électronique, les techniques militaires et l'informatique.

Une nouvelle filiale baptisée Dornier Luftfahrt GmbH, est chargée des programmes aéronautiques et reprend l'essentiel des activités de deux filiales existantes qui disparaissent, Dornier Reparaturwerk GmbH et Dornier System GmbH. Pas de changement, en revanche, pour la filiale chargée des techniques médicales, Dornier Medizin-technik. Cette réorganisation s'inscrit dans le cadre du rapprochement en cours entre Daimler-Benz et le numéro un de l'aéronautique ouest-allemande, Messerschmitt-Bölkow-Blohm (MBB).

La BRED va racheter la majorité du Crédit lyonnais

La BRED, principale banque régionale du réseau des Banques populaires, devrait prendre, sous réserve de l'accord des autorités belges, le contrôle du Crédit lyonnais. La BRED rachètera 51 % du capital aux familles belges Marchant et de Bournoville, et lancera une offre d'achat aux autres actionnaires. La BRED poursuit ainsi une politique d'internationalisation qui l'a conduite, au cours des derniers mois, à nouer des alliances (en Italie par exemple) ou à développer ses implantations à l'étranger (Grande-Bretagne, Canada, Luxembourg).

ATT reprend une entreprise américaine

Le géant américain du téléphone ATT (American Telephone and Telegraph) va lancer une offre d'achat amicale sur la société Paradyn, une entreprise spécialisée dans la fabrication d'équipements de communication de données. Il en coûtera 250 millions de dollars (1,5 milliard de francs) au numéro un mondial des télécommunications pour acquiescer cette société située en Floride, qui emploie deux mille six cents personnes et réalise 233 millions de dollars de chiffre d'affaires (1,4 milliard de francs).

Selon les observateurs cités par la presse américaine, cette opération illustrerait une évolution de la stratégie d'ATT qui privilégierait maintenant l'acquisition de technologie plutôt que de la développer elle-même.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LOCATEL

L'assemblée générale ordinaire de Locatel, qui s'est réunie le 22 décembre 1988, sous la présidence de M. Jacques Guggenheim, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 août 1988.

Après dotation aux amortissements et provisions de 131,8 millions de francs contre 128,6 millions de francs pour l'exercice précédent, les comptes font apparaître un résultat déficitaire de 10,1 millions de francs que l'assemblée a décidé d'affecter au report à nouveau (contre un résultat bénéficiaire de 9,4 millions de francs au titre de l'exercice précédent).

L'assemblée a par ailleurs ratifié la nomination au poste d'administrateur de M. René Dartois, coopté à ce poste par le Conseil d'administration du 9 novembre 1988.

Elle a enfin renouvelé pour une période de six ans le mandat d'administrateur de M. Paul Schnabel.



Nouveau : IMPOT SUR LES SOCIÉTÉS IMPOT SUR LES REVENUS

En participant au programme Hôtel Anchoage Mayero (Sainte-Anne, Martinique), votre investissement sera payé par économie d'impôt avec notamment, dès 1988.

100 % de DÉDUCTION !

Formalités immédiates. Financement 100 % possible. Téléphonez vite au 47-53-99-80 ou 47-05-63-86.

SIRETO S.A. 3 et 8, rue Sédillot, 75007 Paris.

Permanence de 9 h à 22 h.

N° d'enregistrement C.O.R. 1.88.01 du 22-11-88

NEW-YORK, 27 décembre

Peu d'affaires

Un record de l'année est tombé, mardi, à la Bourse de New-York : celui du plus faible volume de transactions de l'année 1988. Au lendemain des fêtes de Noël, il y avait peu de monde sur le marché, peu d'affaires également. Pour de nombreux investisseurs, cette situation devrait se prolonger tout au long de la semaine et l'activité ne devrait reprendre qu'après les fêtes de fin d'année.

Seulement 88 millions d'actions ont été échangées, avec 546 titres en hausse, 752 en baisse et 601 inchangés. Les quelques opérations réalisées, mardi, portaient essentiellement sur les portefeuilles de grandes institutions. D'autre part, les investisseurs se sont intéressés à des sociétés faisant l'objet d'OPA ou de rumeurs d'OPA. L'indice Dow Jones des trente valeurs vedettes a finalement perdu 6,25 points, à 2.162,68 points.

American Brands, qui avait gagné, vendredi dernier, plus de 10 dollars à la suite de rumeurs d'OPA, a terminé la séance sur une hausse de 1,75 dollar, à 69 5/8 dollars. Paradyn, qui doit passer sous le contrôle d'ATT, a progressé de 4 3/4 pour finir à 10 dollars. ATT, en revanche, a cédé un quart de point à 28 7/8.

VALEURS	Cours du 27 déc.	Cours du 28 déc.
Alcoa	54 1/2	54 5/8
A.T.T.	29 1/8	28 7/8
Boeing	58 3/4	58 7/8
Chrysler	28 3/4	28 5/8
Du Pont de Nemours	88 1/2	89
Eastman Kodak	48 1/2	46 1/4
Exxon		
IBM	51	50 7/8
General Electric	45 1/4	44 3/4
General Motors	85	85 3/8
Goodyear	50 1/2	50 1/8
I.B.M.	123 1/8	123 1/8
I.T.T.	50 3/4	50 3/8
Intel	45	45
Johnson & Johnson	58 1/2	58 1/2
Schlumberger	33 1/4	33 1/4
Teneco	34 1/4	34 1/4
Union Carbide	106 1/4	106 7/8
Union Carbide	25 3/8	25 3/8
U.S.S.	28 1/2	28 3/4
W.R. Grace	53	53 1/4
Xerox Corp.	50 1/2	50 1/4

BOURSE DU 28 DECEMBRE

Règlement mensuel																	
Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
3884	CALTEX S.A.	3685	3685	3689	+ 0.11												
1188	B.A.P.F. T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1188	C.F.P. T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1188	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1443	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1883	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1883	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1883	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1883	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1883	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1883	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1883	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1883	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1883	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1883	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1883	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1883	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1883	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1883	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1883	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1883	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1883	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1883	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1883	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1883	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1883	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1883	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1883	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1883	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1883	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1883	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1883	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1883	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1883	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1883	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1883	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1883	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1883	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1883	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1883	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1883	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1883	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1883	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1883	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1883	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1883	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1883	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1883	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1883	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1883	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1883	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1883	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1883	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1883	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1883	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1883	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1883	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1883	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1883	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1883	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1883	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1883	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1883	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1883	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1883	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1883	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												
1883	Compagnie T.P.	1034	1040	1041	+ 0.08												

Comptant

(selection)

VALEURS

% du nom.

% du coupon

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

<

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, posta 4330

c : coupon détaché — o : offert — * : droit détaché — d : demandé — ♦ : prix précédent — ★ : marché continu

هكذا من الأصل

كندا من الأصل

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ARTS ET SPECTACLES	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 URSS : les partisans du changement redoutent une prise de pouvoir dans la démocratisation. — La reconstruction des zones sinistrées en Arménie. 4 La Bavière sans complexes. 5 La Nouvelle-Zélande saisie par le doute.	6 M. Joxe propose une rencontre aux dirigeants nationalistes corses. — Un troisième candidat socialiste à la mairie de Marseille. — La fédération communiste du Doubs accusée de délivrer de « fausses cartes » d'adhésion.	7 Le lycéen agresseur de Louviers devant le tribunal d'Evreux. DÉBATS 2 « Revaloriser... le droit de grève », par Marcel Gillet.	11 Leningrad, berceau de l'opéra russe. 12 Le cinéma japonais. 13 Les pionniers de la communication. — Portrait de Charles Croc. 17 Communication.	19 Washington menace de doubler les droits de douane sur certains produits européens. 20 Un entretien avec le président des syndicats américains. 21 Coup de balai fiscal en Suède. 22-23 Marchés financiers.	Abonnements 10 Annonces classées 10 Carnet 10 Météorologie 18 Mors croisées 18 Radio-télévision 18 Spectacles 14 à 16	● Automobile : assurance en direct ASSUR ● Chaque matin : l'actualité vos par le Monde JOUR ● Arménie : où adresser vos dons ? INT ● Abonnés-vous au Monde ABO 3615 tazes LEMONDE

GRANDE-BRETAGNE : l'enquête sur la catastrophe de Lockerbie

L'analyse des débris de la soute du Boeing semble accréditer la thèse de l'attentat

LONDRES
de notre correspondant

Des éléments du revêtement intérieur en plastique de la soute à bagages du Boeing-747 de la Pan Am ont souffert de la chaleur, probablement en raison de l'explosion d'une bombe, écrit mercredi 28 décembre le Times en première page. Les traces de détérioration, provoquées par une température très élevée, étaient visibles à l'œil nu. Ces éléments ont été envoyés mardi au laboratoire des arsenaux royaux, à Fort-Halstead, dans le Kent. Ils sont constitués de kevlar, un matériau très résistant et très léger, souvent utilisé dans la construction aéronautique.

Il s'agit, selon le Times, de l'indice « le plus solide » découvert jusqu'ici en faveur de la thèse de l'attentat. Les experts militaires de Fort-Halstead examinent en même temps la valise, très abîmée, d'un passager. Ils communiqueront leurs résultats à la police écossaise chargée de l'enquête, puisque le Jumbo de la Pan Am est tombé le 21 décembre sur la petite ville de Lockerbie, en Ecosse, mais ils ne rendront pas publiques eux-mêmes leurs conclusions. Ils doivent d'abord déterminer si cet effet de chaleur est dû à une explosion. Il leur appartient ensuite de dire, notamment par l'usage du spectro-

graphe de masse, si des fragments de substances explosives se trouvent sur les débris qui leur ont été confiés. Cet appareil permet de détecter, même à des doses infinitésimales, la présence d'un matériau déterminé. Le centre de Fort-Halstead dispose de toute la panoplie des explosifs utilisés de par le monde.

Le Times ne précise pas l'origine de son information. La chaîne de télévision américaine NBC a annoncé de son côté, mardi soir, que l'examen des débris accréditait la thèse de l'attentat. Un certain nombre de valises ont en effet été traversées par des fragments métalliques dans des conditions qui ressemblent à celles de l'explosion d'une bombe. Des morceaux de métal sont également profondément enfoncés dans plusieurs corps.

Le FBI participe sur place, à Lockerbie, à l'identification des cadavres. Un de ses représentants, M. Tom Dorch, a indiqué mardi, au cours d'une conférence de presse dans la petite ville écossaise, que trois fichiers informatiques du FBI avaient été consultés. Ceux-ci contiennent respectivement les empreintes digitales des militaires, de certains civils, et des personnes condamnées ou poursuivies par la justice américaine.

Les recherches se poursuivent à Lockerbie. Plusieurs centaines

d'hommes, trois hélicoptères, trente-huit chiens policiers y participent. Quinze hommes-grenouilles explorent d'autre part méthodiquement les rivières et plans d'eau des environs. Trente cadavres n'ont toujours pas été retrouvés.

Les corps de cinq passagers américains ont été rapatriés mercredi aux Etats-Unis. Des hôtes de la Pan Am, des policiers écossais et des soldats participant aux recherches ont monté une garde d'honneur à Lockerbie pour le départ de ce premier convoi. Le spectacle était un peu insolite, puisque le fourgon funéraire était en fait un camion frigorifique qui amenait les corps jusqu'à l'aéroport londonien d'Heathrow, d'où ils devaient être transportés aux Etats-Unis par un vol régulier de la Pan Am.

Il était impossible, mercredi matin, d'obtenir confirmation des révélations du Times auprès du ministère de la Défense. Le porte-parole se contentait de répéter que des « matériaux provenant de la catastrophe » se trouvaient actuellement à Fort-Halstead. « Des examens médico-légaux et des analyses portant sur des fragments de métal sont pratiqués », affirmait-il au téléphone. L'attitude officielle a été jusqu'ici de laisser ouvertes les deux hypothèses, celle de l'accident comme celle de l'attentat.

DOMINIQUE D'HOMBRES.

Quatre morts dans l'incendie d'un hôtel à La Roche-sur-Yon

Quatre personnes sont mortes et treize autres, dont quatre pompiers, ont été blessées ou intoxiquées au cours de l'incendie d'un hôtel à La Roche-sur-Yon, l'hôtel de Vendée, dans la nuit du mardi 27 au mercredi 28 décembre. L'établissement de vingt chambres ne disposait pas d'escalier de secours.

Le feu s'est déclaré vers 1 h 40, pour une cause qui n'avait pas encore été déterminée mercredi en fin de matinée, au rez-de-chaussée de l'immeuble de quatre étages abritant l'hôtel. L'absence d'issue de secours a empêché les pompiers de progresser rapidement vers les étages, le seul escalier y conduisant étant la proie des flammes.

Les victimes, pour la plupart, ont été blessées en tentant de s'échapper en sautant par les fenêtres. Une femme s'est tuée en sautant dans le vide.

• Une grenade contre un foyer Sonacotra de Marseille. — Une grenade défensive a été lancée vers 2 heures, dans la nuit du mardi 27 au mercredi 28 décembre, contre le foyer Sonacotra de Bellevue, dans les quartiers nord de Marseille. Il n'y a pas eu de blessés. Les dégâts sont minimes. L'explosion a été revendiquée mercredi en fin de matinée, ont pris la fuite. Les foyers d'immigrés dans la région Provence-Côte d'Azur ont été l'objet, ces derniers mois, de plusieurs attentats. Le plus récent a eu lieu au foyer Sonacotra de Cagnes-sur-Mer (Alpes-Maritimes), le 19 décembre (le Monde des 20 et 21 décembre).

• Un policier blessé à Elbeuf (Seine-Maritime). — Alors qu'il tentait de mettre fin à une altercation devant un foyer de travailleurs africains à Elbeuf, près de Rouen, dans la nuit du dimanche 25 au lundi 26 décembre, un policier a été pris à partie et blessé par trois jeunes gens, qui ont été interpellés. Le policier, qui s'était rendu sur place avec un collègue sur un appel téléphonique anonyme, a été jeté à terre et roué de coups.

Mort du réalisateur Hal Ashby

Le réalisateur américain Hal Ashby, qui réalisa *Harold et Maude* et *Coming Home*, est mort mardi d'un cancer à Malibu (Californie), à l'âge de cinquante-neuf ans.

Le cinéaste préparait chez lui le tournage d'un nouveau film, *Hand Carved Coffins* (Des cercueils gravés à la main), à dédicacer un des ses collaborateurs, M. Larry Reynolds.

Hal Ashby avait d'abord fait une belle carrière de monteur et obtenu un oscar à ce titre en 1967 pour *In the Heat of the Night* (Dans la chaleur de la nuit), avec Sidney Poitier. Son premier film fut *The Landlord* (le Propriétaire) en 1970, juste avant de réaliser le grand succès *Harold et Maude* (1971), sur les relations d'un jeune homme et d'une vieille femme.

Parmi ces autres films : *The Last Detail* (la dernière corvée, 1973) avec Jack Nicholson, *Shampoo* (1975), avec Warren Beatty et Julie Christie, *Bound for Glory* (En route pour la gloire, 1976), avec David Carradine, *Being there* (1979) et *Coming Home* (1978). Ce dernier film, histoire d'un combattant américain du Vietnam devenu paraplégique à la suite de ses blessures, avait permis aux acteurs Jane Fonda et Jon Voigt d'obtenir des Oscars.

Tout en appelant à la poursuite du dialogue entre l'OLP et les Etats-Unis

M. Yasser Arafat récuse d'avance l'initiative de paix d'Israël

M. Yasser Arafat a rejeté, mardi 27 décembre, les propositions du premier ministre israélien, M. Yitzhak Shamir, sur « des négociations entre Israël et une délégation jordanienne-palestinienne, sous le parrainage des deux superpuissances ». Dans une conférence de presse tenue à Bagdad, M. Arafat a indiqué que « les tentatives de M. Shamir de faire revivre les accords de Camp David sont vouées à l'échec ». « Shamir veut nous concéder l'autonomie administrative et récupérer ainsi le soutien international, mais ces manœuvres ne servent plus à rien. Personne n'est prêt à l'entendre, ni au Proche-Orient ni sur la scène internationale », a-t-il poursuivi.

M. Shamir a indiqué dimanche, à l'issue du conseil des ministres, qu'il était prêt à des discussions avec le président égyptien Hosni Moubarak et a annoncé qu'il rendrait public, d'ici quelques semaines, un plan de paix. Bien qu'il n'en ait pas révélé la teneur, tout porte à croire que l'ouverture de négociations entre Israël et une délégation jordanienne-palestinienne figure dans ce « plan » (le Monde du 27 décembre).

M. Arafat a, en outre, indiqué que M. Hosni Moubarak ne l'avait pas informé avant de proposer d'effectuer une visite en Israël pour relancer le processus de paix. « Je n'ai pas de détails sur cette proposi-

tion, mais je crois que le président égyptien est prêt à entrer en contact avec toutes les parties, et pas seulement avec Israël, pour faire avancer le processus de paix », a-t-il déclaré.

M. Arafat a d'autre part appelé à la poursuite du dialogue entre l'OLP et les Etats-Unis. Il a estimé que « rien ne pouvait se faire dans la région sans l'accord des Etats-Unis » et qu'Israël « tire sa force du soutien illimité des Etats-Unis ». Il a précisé que le premier contact entre l'ambassadeur américain à Tunis, M. Robert Pelletreau, et une délégation de l'OLP s'est limité à un échange de vues et a jugé que la centrale palestinienne préparait un document de travail pour la prochaine rencontre dont la date n'a pas encore été fixée.

Au Caire, M. Boutros Boutros-Ghali, ministre d'Etat égyptien aux affaires étrangères, a insisté pour que les autorités israéliennes se déclarent prêtes à ouvrir le dialogue avec l'OLP avant que le président Moubarak ne se rende en Israël, comme il l'a proposé samedi dernier.

« Le président égyptien est disposé à se rendre en Israël et ce pays est prêt à ouvrir un dialogue avec l'Organisation de libération de la Palestine », a déclaré le ministre.

« L'Egypte, qui a toujours souligné l'importance d'un dialogue et d'un contact direct entre l'OLP et Israël, poursuivra ses efforts pour atteindre (cet objectif), à la lumière de l'initiative du dirigeant palestinien Yasser Arafat et de la reconnaissance paléstinienne d'Israël », a-t-il ajouté. — (AFP, Reuters.)

Washington veut contenir la prolifération des missiles au Proche-Orient

Les Etats-Unis vont proposer à Israël et à l'Egypte d'ouvrir des discussions sur la limitation de l'usage et du développement de missiles balistiques au Proche-Orient, écrit mardi 27 décembre, le New York Times. Le porte-parole adjoint du département d'Etat, M. Phyllis Oakley, s'est refusé à commenter cette information, rappelant simplement que les Etats-Unis étaient en discussion avec un certain nombre de pays à ce sujet.

Des représentants d'Israël et d'Egypte, les deux principaux alliés de Washington au Proche-Orient, seraient invités, peut-être dès janvier, à avoir des discussions séparées à Washington pour étudier des

mesures qui réduiraient le risque d'attaques surprises, selon le Times, qui cite des responsables du gouvernement ayant requis l'anonymat. Une de ces mesures serait la notification des tirs d'essai de missiles ou des tirs pendant des manœuvres. Ces discussions seraient un premier pas vers la conclusion d'accords entre toutes les nations du Proche-Orient pour éviter l'emploi de missiles et l'acquisition de nouvelles armes de ce type.

Outre l'Iran et l'Irak, Israël, l'Egypte, l'Arabie saoudite, la Syrie et la Libye possèdent des missiles de courte et moyenne portée. — (AFP.)

LIBAN : les otages d'Abou Nidal

Après les fausses promesses, les contradictions

Nouveau « coup de théâtre » : de l'un de ces développements sociaux orchestrés par le groupe Abou Nidal — dans l'affaire des otages français et belges du Liban : contrairement aux précédentes affirmations et promesses faites par le mouvement terroriste palestinien à la famille de M^{me} Jacqueline Valente (le Monde du 28 décembre), les deux petites otages Marie-Laure et Virginie étaient apparemment toujours au Liban mardi 27 décembre.

A en croire un communiqué de leurs avocats, ce serait Abou Nidal en personne qui serait venu « faire ses adieux » aux fillettes dans « une base secrète au Liban » de l'organisation palestinienne. Lundi, un « porte-parole » du groupe terroriste avait pourtant affirmé que Marie-Laure et Virginie — otages depuis novembre 1987 en compagnie de leur mère Jacqueline Valente et de cinq ressortissants belges — étaient en route pour la France.

Au lendemain de leur retour de Beyrouth — où ils ont passé Noël — des membres de la famille de M^{me} Valente ont réitéré leur « impression » d'avoir été « grugés, manipulés ».

• URSS : Création d'une Alliance écologiste. — Quelques cent cinquante députés représentant divers groupes de protection de la nature, associations écologistes et scientifiques, réunis à Moscou jusqu'au 27 décembre, ont décidé, indique l'agence Tass, de créer une Alliance écologiste et sociale (AES) pour « organiser la contrôle de l'environnement et du respect des lois en matière de protection de la nature ». Ils ont lancé un appel pour l'arrêt de la construction du canal Volga-Tchirgou, qu'ils accusent de menacer gravement l'environnement sur la cours inférieure de la Volga.

SOUDAN

Des manifestations contre les hausses de prix prennent un tour anti-islamiste

KHARTOUM
de notre envoyé spécial

La crise économique, un instant édulcorée par l'initiative de paix de M. Mirghani, chef du Parti unioniste démocratique (PDU), vient d'éclater au grand jour avec la décision du gouvernement d'augmenter de 500 % le prix du sucre. Cette hausse, accompagnée d'une taxe de 15 % sur toutes les marchandises importées ou fabriquées localement et de l'augmentation de 50 % du prix des cigarettes, a provoqué dans le pays un tollé général. D'autant qu'elle est intervenue quarante-huit heures après l'annonce du relèvement de 100 % à 300 % de certaines catégories de salaires.

Après une journée de manifestations dans les rues, mardi 27 décembre, le groupe parlementaire du parti Oumma, présidé par le chef du gouvernement, M. Sedek El Mahdi, faisait savoir tard dans la soirée qu'il avait recommandé au conseil des ministres de reconsidérer ses augmentations et lancé un appel au calme à la population.

Mardi, le journal du Parti communiste, *Al Midjal*, exprimait une opinion largement répandue, écrivant que le gouvernement avait repris d'une main ce qu'il avait offert de l'autre, annulant ainsi tous les avantages que le relèvement des salaires aurait pu fournir aux couches les plus déshéritées. Membre du groupe parlementaire du parti Oumma, président par le chef du gouvernement, M. Sedek El Mahdi, faisait savoir tard dans la soirée qu'il avait recommandé au conseil des ministres de reconsidérer ses augmentations et lancé un appel au calme à la population.

La manifestation a pris rapidement une tournure nettement anti-islamiste, mettant en cause l'action du Front national islamique (FNI) de M. Hassan El Tourabi. « Tourabi est devenu le chef », a-t-il écrit. « Les marchands de religion volent la nourriture du peuple ». « Pas d'islam si nous avons faim ».

« Vive la paix ! », criaient les manifestants. Devant le siège du PDU, le long du Nil, les manifestants ont scandé : « Tiers bon, Abou Hachem ! » (un des surnoms de M. Mirghani), faisant ainsi savoir qu'ils étaient hostiles à tout compromis avec le gouvernement, au sujet de l'initiative d'Addis-Abeba et

laissant entendre qu'ils souhaitaient son départ du cabinet.

Après l'échec de son initiative de paix, M. Mohammed El Mirghani hésite à franchir le pas. Il avait menacé de se retirer du gouvernement s'il n'obtenait pas satisfaction et si l'accord d'Addis-Abeba signé avec le colonel Gannag, chef de la rébellion sudiste, n'était pas approuvé par le Parlement (le Monde du 25 décembre). Les conséquences d'une telle décision semblent avoir effrayé les dirigeants du PDU, apparemment divisés sur l'opportunité d'une telle éventualité.

C'est M. Mirghani, le « héros de la paix », qui, en dernier lieu, prendra la décision. Sa marge de manœuvre reste cependant limitée. Il désire apparemment arriver à un arrangement avec les dirigeants de l'Oumma et du FNI, avec qui il vient de s'entretenir. Mais il souhaite, avant tout, ne pas donner l'impression qu'il est en train de lâcher ceux qui se sont mobilisés pour appuyer son initiative. Aussi a-t-il décidé de consulter toutes les organisations, politiques, syndicales, professionnelles et autres, qui se sont regroupées dans ce but au sein d'un comité national, avant de se prononcer.

M. Mirghani ne semble pas pressé et ne rendra sa décision publique que le 31 décembre, date à laquelle devait théoriquement se tenir la conférence constitutionnelle tant souhaitée, si l'accord d'Addis-Abeba avait survécu à la méfiance qui règne au sein du cabinet dit « d'entente nationale ».

Dans les milieux de l'opposition, on parle d'une « véritable opération de détournement » de l'initiative de M. Mirghani effectuée par le premier ministre et d'un « retour à la case départ ». Ce point de vue semble, en partie, corroboré par le chef du FNI, M. Hassan Tourabi.

En fait, tout semble indiquer que, pour régler le problème du Sud, les dirigeants soudanais comptent surtout sur un accord avec l'Ethiopie et un engagement mutuel des deux gouvernements, de Khartoum et d'Addis-Abeba, en vue de restreindre les activités des rebelles.

La majorité des dirigeants du pays réalisent maintenant qu'une victoire militaire est impossible et que la continuation des combats est en train de ruiner, lentement mais sûrement, le pays. La guerre coûte quotidiennement près d'un demi-million de dollars. La dette extérieure s'élève à 14 milliards de dollars, à hauteur de 3 milliards d'arriérés de paiements, s'accroît de jour en jour, alors que les caisses de l'Etat sont vides.

JEAN GUÉYRAS.

Le numéro du « Monde » daté 28 décembre 1988 a été tiré à 486 160 exemplaires

LE BON CÔTÉ DE LA MODE CHEZ RODIN LES PRIX 36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

Nous vous informons que le Théâtre DAUNOU donnera une soirée supplémentaire le 28 DÉCEMBRE 1988 Dernière le 1^{er} janvier 1989

LATREILLE SOLDES ANNUELS à tous nos rayons 62 rue St André-des-Arts 6^e Tel : 43.29.44.10

Le Monde DES LIVRES